

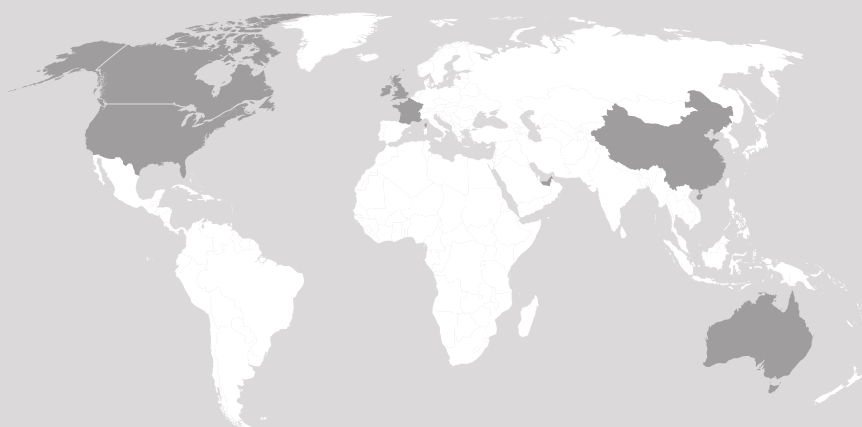
US FR AU CA UK IE HK

Pour nous, il n'existe pas de marchés étrangers.^{MC}

À propos de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « Société ») est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan, qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. La Société compte des bureaux dans 10 pays à l'échelle mondiale, y compris des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, mène des activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Irlande, à Hong Kong, en Chine, en Australie et à Dubaï. Pour nous, il n'existe pas de marchés étrangers.^{MC}

Groupe Canaccord Genuity Inc. est inscrit à la Bourse de Toronto sous le symbole « CF ».



Pour de plus amples renseignements sur le Groupe Canaccord Genuity Inc. ou pour consulter le rapport annuel en ligne de l'exercice 2016 de la Société, visitez le site Web canaccordgenuitygroup.com.



TABLE DES MATIÈRES

Faits saillants de la performance mondiale	4	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	24
Message aux actionnaires	6	Notre culture	28
Message du président-directeur du conseil	8	Renseignements à l'intention des actionnaires	Troisième de couverture
Points saillants financiers	10		
Canaccord Genuity	14		

Nous sommes des partenaires. Nous sommes des entrepreneurs. Nous encourageons la collégialité, la collaboration et l'ouverture. Nous travaillons d'arrache-pied. Nous agissons toujours avec intégrité – de façon éthique et honnête. Enfin, nous mettons l'accent sur les bénéfices et sommes à l'écoute de nos actionnaires.

Pour nous, il n'existe pas de marchés étrangers.^{MC}



Align



és

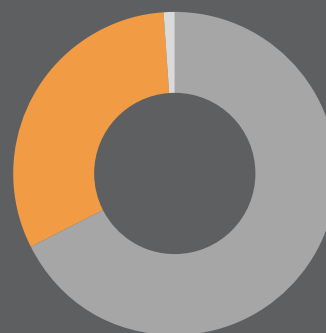
**NOUS SOMMES BIEN AU FAIT QUE
NOUS EXERÇONS NOS ACTIVITÉS
DANS UNE NOUVELLE RÉALITÉ.**

Nous nous dévouons à maximiser la valeur pour les actionnaires en façonnant une entreprise mondiale plus efficace et mieux alignée, afin de pouvoir optimiser les relations avec nos clients et d'offrir des possibilités emballantes à nos employés.

Faits saillants de la performance mondiale

Au cours de l'exercice 2016, les activités au sein de nos principaux marchés ont continué de subir l'incidence du ralentissement de la croissance mondiale et de la chute des prix de l'énergie et des produits de base. Une volatilité prolongée des marchés a eu une incidence sur la performance des activités sur les marchés des capitaux mondiaux et des activités de gestion de patrimoine au Canada. Malgré la bonne tenue de nos produits des activités ordinaires dans ce contexte, notre performance a également été touchée par nos efforts visant à recentrer nos activités mondiales. Au cours du deuxième semestre de l'exercice, nous avons pris des mesures pour rationaliser notre infrastructure mondiale et nous départir de gammes de service au rendement inadéquat, afin de pouvoir réduire considérablement nos coûts fixes et stabiliser notre entreprise pour l'avenir.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES
PAR DIVISION POUR L'EXERCICE 2016



- Canaccord Genuity¹⁾ 68 %
- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity 31 %
- Non sectoriel et autres 1 %

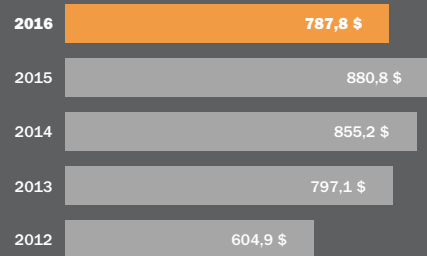
1) Comprend Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie.



Groupe Canaccord Genuity Inc. est la société mère cotée en Bourse d'un groupe international d'entreprises de services financiers qui, grâce à leurs activités mondiales en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'en Asie-Pacifique, fournissent une gamme complète de services de financement de sociétés et de gestion de patrimoine à une clientèle composée de sociétés, d'institutions et de particuliers. Les deux principales divisions opérationnelles de la Société sont Canaccord Genuity, notre secteur d'activités sur les marchés des capitaux mondiaux, et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, nos activités mondiales de gestion de patrimoine.

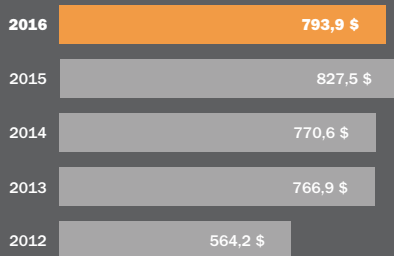
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

(en millions \$ CA, exercices)



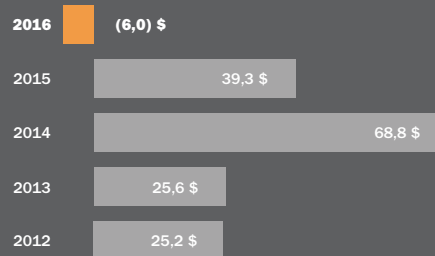
TOTAL DES CHARGES

(en millions \$ CA, compte non tenu des éléments importants, exercices)



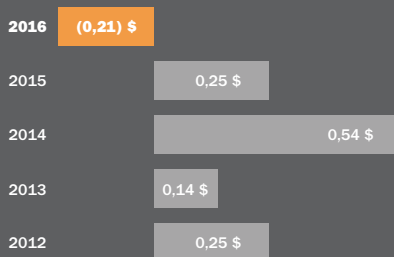
RÉSULTAT NET

(en millions \$ CA, compte non tenu des éléments importants, exercices)



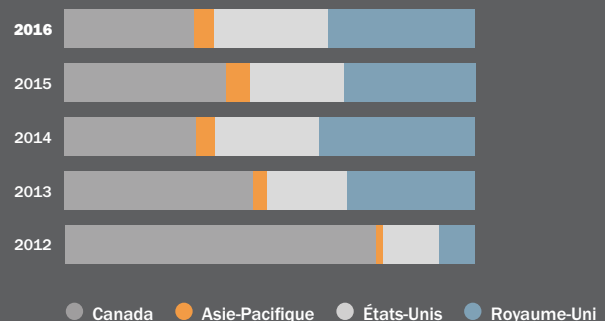
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

(en \$ CA, compte non tenu des éléments importants, exercices)



DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

(en pourcentage du total des produits des activités ordinaires de l'exercice)



788 millions \$ de produits des activités ordinaires annuels

Chers actionnaires,

Nos résultats de l'exercice reflètent l'incidence des préoccupations persistantes liées à la croissance mondiale et de la chute des prix de l'énergie et des produits de base, qui ont entraîné une baisse considérable de l'activité sur les marchés financiers. Bien que notre stratégie de diversification mondiale ait apporté à notre entreprise une stabilité enviable soutenue, nous avons été exposés cette année à une volatilité sans précédent, qui a eu d'importantes répercussions sur l'ensemble de nos activités régionales. La perte d'exploitation que nous avons enregistrée est un dur rappel des défis auxquels notre secteur et notre entreprise sont confrontés.

Nous avons pour objectif de devenir une banque d'investissement mondiale indépendante et une société de gestion de patrimoine dominante. Confrontés aux nouvelles réalités du marché, tout comme nos clients et nos actionnaires, il est clair que pour atteindre cet objectif, nous devons travailler ensemble pour mener nos activités de manière plus efficace.

Être mieux alignés avec nos actionnaires afin d'accroître l'attention portée au résultat net

Notre succès dépend de la force de nombreuses composantes. En tant que nouveau chef de la direction, je me suis donné comme priorité de faire face aux difficultés auxquelles notre entreprise est confrontée pour ainsi améliorer le rendement pour les actionnaires et donner à nos employés la chance de connaître les meilleures années de leur carrière. Au même titre que mes partenaires, je me suis engagé à créer une culture de responsabilisation et de partenariat robuste.

Nous avons travaillé à éliminer les barrières qui ont empêché nos activités régionales de tirer le maximum des possibilités à l'échelle mondiale et avons priorisé des initiatives visant à créer de la valeur à long terme. En axant davantage nos efforts sur le résultat net, nous avons pris des mesures pour améliorer la coordination à l'échelle mondiale dans l'ensemble de notre Société, et avons relancé nos activités sur les principaux marchés verticaux où nous savons qu'il est possible de stimuler la croissance.



L'une de nos grandes priorités est de veiller à ce que les employés et les hauts dirigeants travaillent tous dans l'intérêt de nos actionnaires.

L'une de nos grandes priorités est de veiller à ce que les employés et les hauts dirigeants travaillent tous dans l'intérêt de nos actionnaires. À cette fin, nous avons fait des ajustements à notre stratégie de rémunération, et avons mis en œuvre un programme visant à accroître la participation de nos cadres générateurs de revenus. De plus, compte tenu de la situation financière affaiblie que nous avons connue tout au long de l'année, nous avons, Pat Burke, président des marchés des capitaux au Canada, et moi-même, pris la décision de renoncer au plein montant des attributions d'actions auxquelles nous avons droit au troisième trimestre de par nos nouvelles fonctions à la haute direction. Dans l'avenir, la portion de notre rémunération fondée sur des actions sera sous forme de capitaux propres que nous achèterons par l'entremise de notre régime d'intéressement à long terme.

Dans le contexte difficile que nous avons connu cette année, je suis heureux d'annoncer que nous avons réussi à mettre en œuvre une stratégie de rémunération qui assure la stabilité de notre plateforme et protège les intérêts de notre société, de nos employés et des investisseurs. À terme, nous continuerons d'ajuster la structure de notre régime d'intéressement à long terme afin de mieux harmoniser notre stratégie en matière de rémunération avec notre rendement.

Nous nous engageons à réduire les coûts fixes de façon durable

Comptant sur une équipe de direction renforcée, nous examinons continuellement les possibilités d'améliorer les efficacités à l'échelle de notre entreprise. Dans la deuxième moitié de l'exercice, nous avons fait des progrès considérables. Nous avons réduit les coûts fixes dans l'ensemble de l'entreprise, et nous avons pris des mesures visant à rationaliser notre infrastructure mondiale et à nous départir des gammes de services peu rentables. Bien que les coûts associés à nos efforts de restructuration aient eu une incidence sur notre rentabilité pour l'exercice, nous avons amélioré de façon notable l'alignement dans l'ensemble de nos activités, tout en offrant un meilleur service à nos clients tant à l'échelle régionale que mondiale.

Ces initiatives ont eu un impact évident sur nos résultats du quatrième trimestre, puisque nous avons réussi à réduire nos charges d'exploitation à l'échelle de l'entreprise, sans compter la rémunération au rendement de 7,1 millions \$, ce qui comprenait une baisse des frais d'administration de 23 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Nos initiatives de restructuration des derniers mois nous placent en bonne position pour un retour à la rentabilité dans l'ensemble de nos activités et, compte tenu de ces progrès, je suis convaincu que nous sommes en bonne voie de réaliser les économies annualisées de 30 millions \$ que nous avons projetées.

Point important, notre engagement renouvelé à l'égard de la gestion des coûts n'est pas lié à l'évolution de notre environnement d'exploitation; c'est simplement la façon dont nous gérons notre entreprise à partir d'aujourd'hui. Nous continuons de gérer prudemment nos dépenses et nous nous assurons d'avoir le personnel et les ressources appropriés afin que notre entreprise soit bien positionnée pour réussir dans tout genre d'environnement d'exploitation.

LIER LES GENS AU RENDEMENT

En continuant d'aller de l'avant, nous devons nous assurer que notre culture organisationnelle demeure au centre de tout ce que nous faisons.

Nous sommes des partenaires. Nous sommes des entrepreneurs. Nous encourageons la collégialité, la collaboration et l'ouverture. Nous travaillons d'arrache-pied. Nous agissons toujours avec intégrité – de façon éthique et honnête. Enfin, nous mettons l'accent sur les bénéfices et sommes à l'écoute de nos actionnaires.

(plus d'information à la page 28)

Positionner l'entreprise pour l'excellence pendant que nos perspectives de croissance mondiale s'améliorent

L'amélioration de notre alignement et l'accroissement de nos produits des activités ordinaires comportent des avantages substantiels. Dans l'ensemble de l'organisation, nos clients ont accès à d'abondantes ressources et à une riche expertise, qui constituent pour nous une formidable possibilité de dominer le marché dans tous nos secteurs d'activité. En étant présents sur la scène mondiale, nous sommes en mesure d'améliorer le rendement en dégagant plus de valeur de nos activités existantes et en renforçant notre avantage concurrentiel.

Dans nos activités mondiales de gestion de patrimoine, nous avons travaillé fort pour faire de Canaccord Genuity le groupe de conseils indépendant de premier plan pour le marché de la clientèle fortunée. Nous continuons de profiter d'un excellent contexte de recrutement, et avons embauché des professionnels de l'industrie qui nous ont aidés à accroître notre part de marché dans toutes les régions.

Nous demeurons fortement centrés sur l'amélioration des produits des activités ordinaires récurrents tirés de nos activités de gestion de patrimoine afin de compenser la volatilité inhérente à nos activités sur les marchés des capitaux. À la fin de l'exercice, les actifs tarifiés dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni représentaient 70 % du total des actifs. Les actifs dans nos produits de placement internes au Canada ont augmenté de 215 % au cours de l'exercice pour s'établir à 285 millions \$. Dans l'avenir, nous continuerons de mettre l'accent sur l'amélioration de l'infrastructure, de nos équipes de conseillers et de notre combinaison de produits dans l'ensemble de nos activités de gestion de patrimoine, ce qui devrait contribuer à assurer une croissance stable et soutenue des produits tirés de ces activités.

Dans l'ensemble de nos activités sur les marchés des capitaux, nous travaillons fort pour harmoniser nos services de base afin de soutenir la concurrence mondiale dans nos principaux secteurs, d'augmenter les possibilités de vente croisée et ultimement d'accroître notre rentabilité. Récemment, nous avons fait de grands progrès dans la réorganisation de nos ventes institutionnelles et de nos pupitres de négociation afin de renforcer la collaboration entre les régions et les disciplines. Nos équipes spécialisées travaillent maintenant ensemble pour saisir des possibilités et approfondir les relations clients, et ainsi accroître les produits des activités ordinaires dans tous les marchés. De la même manière, nous avons pu profiter d'un excellent contexte de recrutement dans tous nos marchés pour embaucher des professionnels chevronnés au sein de nos équipes de recherche sur les actions et de financement de sociétés, afin d'offrir une couverture mondiale améliorée dans tous nos secteurs cibles. Une occasion de plusieurs millions de dollars s'offre à nous si nous pouvons offrir des possibilités aux clients sur nos marchés intérieurs dans l'ensemble de nos plateformes mondiales.

(suite de la page 7)

Une organisation plus forte et mieux alignée pour dégager de la valeur pour les actionnaires

Pendant que se poursuit le repositionnement stratégique de nos entreprises, je suis convaincu que Canaccord Genuity est dans une position enviable pour devenir une banque d'investissement indépendante du marché intermédiaire et une société de gestion de patrimoine dominante, en mesure d'améliorer ses produits des activités ordinaires, de s'assurer une part de marché supérieure à la moyenne et de dégager un rendement à long terme croissant pour nos actionnaires.

Les données fondamentales générales du marché indiquent que l'environnement économique est plus favorable pour notre entreprise, tout comme le niveau d'activité dans l'ensemble de nos secteurs cibles dans tous les marchés, ce qui est très encourageant.

En continuant d'aller de l'avant, nous devons nous assurer que notre culture organisationnelle demeure au centre de tout ce que nous faisons. Nous sommes des partenaires. Nous sommes des entrepreneurs. Nous encourageons la collégialité, la collaboration et l'ouverture. Nous travaillons d'arrache-pied. Nous agissons toujours avec intégrité – de façon éthique et honnête. Enfin, nous mettons l'accent sur les bénéfices et sommes à l'écoute de nos actionnaires.

Comme nous travaillons ensemble pour traverser cette période difficile sur les marchés, je vous invite à mesurer notre succès dans une perspective à plus long terme de création de valeur considérable pour nos actionnaires.

Dan Daviau
Président et chef de la direction
Groupe Canaccord Genuity Inc.



L'exercice 2016 a été une année de transformation pour Canaccord Genuity. Une année au cours de laquelle, avec nos pairs et nos clients, nous avons été exposés à une volatilité sans précédent qui s'est fait sentir sur les niveaux d'activité dans toute l'industrie. Ce fut aussi une année au cours de laquelle nous avons sensiblement recentré nos activités afin de dégager un rendement à long terme plus solide pour nos actionnaires.

Par suite de la nomination, en octobre dernier, de Dan Daviau au poste de président et chef de la direction, nous avons annoncé une nouvelle stratégie d'exploitation visant à centrer nos efforts à l'échelle de l'entreprise sur l'alignement avec les actionnaires, et nous nous sommes résolument engagés à la mettre en œuvre. Nous avons réduit la complexité dans toutes nos activités et avons mis sur pied une équipe de direction entièrement imputable, composée de représentants de l'ensemble de nos activités et de toutes les régions, afin d'améliorer le processus décisionnel dans l'exécution de notre stratégie.

Nous avons réalisé des progrès constants dans la réduction des frais d'administration, des frais liés aux communications et à la technologie et des frais de négociation dans l'ensemble de nos activités. Nous avons délaissé les secteurs peu rentables et avons pris des mesures pour recentrer notre entreprise sur les domaines où nous pouvons jouer un rôle dominant à titre de banque d'investissement mondiale indépendante du marché intermédiaire et de société de gestion de patrimoine.

L'actionnariat fait partie intégrante de notre culture de partenariat et, dans l'avenir, à compter de 2017, le régime de rémunération sera davantage lié au résultat net.

Tandis que les exigences réglementaires accrues poussent de nombreuses sociétés indépendantes à battre en retraite, nous nous sommes toujours montrés très vigilants en matière de surveillance des risques à l'échelle de l'entreprise, en plus d'assurer un niveau de préparation adéquat pour gérer les changements dans le contexte réglementaire où nous menons nos activités. Ainsi, nous protégeons notre stabilité de même que notre capacité de maintenir les partenariats à long terme avec les nombreux clients avec qui nous avons travaillé au fil des ans.

Nous avons aussi apporté d'importants changements à notre stratégie de rémunération. Étant donné la persistance des conditions de marché défavorables, on estime que le solde de certains comptes de rémunération au rendement est inférieur au solde requis pour fournir une rémunération nécessaire aux employés clés du secteur de la production. Le conseil a donc décidé d'accroître temporairement le niveau de rémunération en pourcentage des produits, en guise d'investissement dans le maintien de la capacité de production pour soutenir le rendement futur.

Compte tenu de l'impact que cette décision pourrait avoir sur les capitaux propres, nous avons, en collaboration avec la direction, travaillé à la mise en œuvre d'un programme visant à accroître la participation à long terme des hauts dirigeants, tout en les rémunérant pour leur contribution au succès de l'entreprise et de ses actionnaires. L'alignement des intérêts des employés et des hauts dirigeants sur ceux des actionnaires est une priorité pour l'organisation, et je suis heureux de vous dire que le placement privé qui en a résulté a reçu un appui massif de leur part.

L'actionnariat fait partie intégrante de notre culture de partenariat et, dans l'avenir, à compter de 2017, le régime de rémunération sera davantage lié au résultat net.

Le conseil est déterminé à faire en sorte que l'entreprise jouisse d'une situation de capital solide, afin d'exploiter les possibilités qui s'offrent à nous et de protéger la valeur pour les actionnaires. Au cours de l'exercice 2016, la Société a distribué aux actionnaires un total de 32,3 millions \$, sous forme de versements de dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées et de rachats d'actions. En février, à l'issue d'un examen approfondi de l'incidence du contexte de marché sur nos activités, le conseil d'administration a pris la décision de suspendre le dividende trimestriel sur les actions ordinaires. Nous restons déterminés à redistribuer du capital à nos actionnaires et avons hâte de rétablir le versement du dividende trimestriel lorsque nous aurons renoué avec la rentabilité.

Compte tenu de nos mesures de compression des coûts à l'échelle de l'entreprise et de l'importance que nous accordons à la rentabilité, nous avons réduit les frais associés au conseil de plus de 30 % par l'instauration d'une série de mesures. À cet égard, Dennis Miller et Bill Eeuwes ont décidé de ne pas solliciter de nouveau mandat à notre assemblée générale annuelle qui se tiendra en août. J'aimerais remercier M. Miller pour sa contribution et ses conseils avisés. Je remercie également M. Eeuwes pour ses 14 années de service et d'engagement pendant lesquelles il a supervisé le passage de Canaccord Genuity du privé au public, plusieurs acquisitions importantes ainsi que la crise financière de 2008. Vous nous manquerez beaucoup tous les deux.

Nous sommes convaincus que les mesures prises au cours de l'exercice défendent les intérêts de la Société et de nos actionnaires.

Au nom du conseil d'administration, j'aimerais remercier l'équipe de la haute direction et tous les employés du Groupe Canaccord Genuity pour leur ardeur au travail et leur dévouement en cette année d'ajustement prolongé. Nos gens sont notre meilleur atout, car c'est sur eux que repose notre capacité d'offrir des services différenciés aux clients partout dans le monde.

Et vous, nos actionnaires, je vous remercie de votre patience et de votre soutien pendant cette période difficile. Nous demeurons résolus à défendre vos intérêts pendant que nous travaillons ensemble à faire du Groupe Canaccord Genuity la première banque d'investissement indépendante et société de gestion de patrimoine mondiale.

David Kassie
Président-directeur du conseil

Points saillants financiers

Principales informations financières^{1, 2}

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	2016	2015	2014	Variation 2016/2015	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)					
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	376 817 \$	374 058 \$	361 647 \$	2 759 \$	0,7 %
Financement de sociétés	134 207	238 517	221 410	(104 310)	(43,7) %
Honoraires de consultation	158 002	151 336	139 142	6 666	4,4 %
Négociation à titre de contrepartiste	85 559	75 217	91 313	10 342	13,7 %
Intérêts	16 830	22 212	24 549	(5 382)	(24,2) %
Divers	16 390	19 423	17 183	(3 033)	(15,6) %
Total des produits des activités ordinaires	787 805	880 763	855 244	(92 958)	(10,6) %
Charges					
Rémunération au rendement	417 876	455 480	413 289	(37 604)	(8,3) %
Charges salariales	92 981	85 770	91 135	7 211	8,4 %
Autres charges indirectes ³	302 530	305 822	280 746	(3 292)	(1,1) %
Frais de restructuration ⁴	17 352	24 813	5 486	(7 461)	(30,1) %
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs ⁵	321 037	14 535	—	306 502	négl.
Total des charges	1 151 776	886 420	790 656	265 356	29,9 %
Résultat avant impôt sur le résultat	(363 971)	(5 657)	64 588	(358 314)	négl.
Résultat net	(358 567) \$	(11 318) \$	52 057 \$	(347 249) \$	négl.
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(358 471) \$	(13 184) \$	51 413 \$	(345 287) \$	négl.
Participations ne donnant pas le contrôle	(96) \$	1 866 \$	644 \$	(1 962) \$	(105,1) %
Résultat par action ordinaire (RPA) – de base	(4,09) \$	(0,27) \$	0,42 \$	(3,82) \$	négl.
RPA – après dilution	(4,09) \$	(0,27) \$	0,39 \$	(3,82) \$	négl.
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)	(50,4) %	(2,9) %	4,4 %	(47,5) p.p.	
Dividendes par action ordinaire	0,10 \$	0,25 \$	0,20 \$	(0,15) \$	(60,0) %
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁶	4,99 \$	8,71 \$	9,05 \$	(3,72) \$	(42,7) %
Compte non tenu des éléments importants⁷					
Total des charges	793 862 \$	827 458 \$	770 587 \$	(33 596) \$	(4,1) %
Résultat avant impôt sur le résultat	(6 057) \$	53 305 \$	84 657 \$	(59 362) \$	(111,4) %
Résultat net	(5 995) \$	39 330 \$	68 846 \$	(45 325) \$	(115,2) %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(6 620) \$	36 448 \$	67 211 \$	(43 068) \$	(118,2) %
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	625 \$	2 882 \$	1 635 \$	(2 257) \$	(78,3) %
RPA – après dilution	(0,21) \$	0,25 \$	0,54 \$	(0,46) \$	(184,0) %
Données tirées de l'état de la situation financière					
Total de l'actif	3 424 546 \$	4 369 905 \$	5 014 622 \$	(945 359) \$	(21,6) %
Total du passif	2 665 895	3 242 088	3 831 030	(576 193)	(17,8) %
Participations ne donnant pas le contrôle	8 722	10 275	14 912	(1 553)	(15,1) %
Total des capitaux propres	749 929	1 117 542	1 168 680	(367 613)	(32,9) %
Nombre d'employés	1 795	1 928	2 004	(133)	(6,9) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne le RCP, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée à l'exercice 2016 (40 % à l'exercice 2015 et 50 % à l'exercice 2014).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

4) Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2016 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni et à la fermeture de notre bureau à la Barbade dans les Autres établissements à l'étranger, ainsi qu'à des charges liées aux réductions de personnel et à certains changements à la haute direction dans notre secteur Non sectoriel et autres. Les frais de restructuration pour l'exercice 2015 se rapportaient à certains changements à la haute direction de notre secteur Non sectoriel et autres, à la fermeture de notre bureau de Genève au sein de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, à certains coûts liés aux biens immobiliers et frais liés à la fermeture de bureaux, ainsi qu'à la réorganisation de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'aux États-Unis. Les frais de restructuration de l'exercice 2014 comprennent principalement des charges engagées relativement à la restructuration de nos activités de vente et de négociation au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe, et certains frais liés à la fermeture de bureaux.

5) La dépréciation du goodwill et d'autres actifs pour l'exercice clos le 31 mars 2016 est liée à nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Canada et aux activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour et en Australie. La charge de dépréciation du goodwill pour l'exercice clos le 31 mars 2015 est liée à nos activités à Singapour et en Chine.

6) La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre d'actions ordinaires, après dilution, en circulation, y compris les montants estimés relativement aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, et ajusté pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'OPRCNA mais non encore annulées et du nombre estimatif de renonciations relativement aux actions dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

7) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 38 du rapport de gestion.

négl. : négligeable

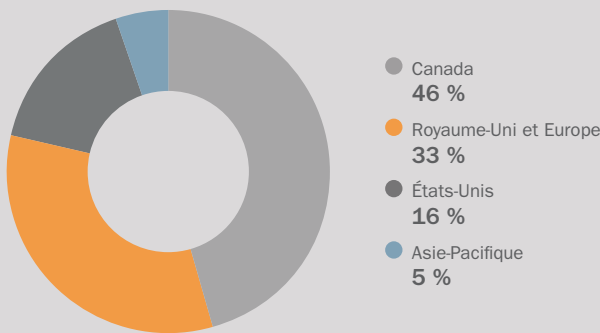
p.p. : points de pourcentage

Tout au long de l'exercice, de nombreux facteurs cycliques et la volatilité persistante des marchés ont lourdement pesé sur notre secteur, les niveaux d'activité étant sous pression dans plusieurs domaines de notre entreprise. Nous avons tiré parti de cette période de manière productive afin de restructurer et de recentrer nos activités mondiales pour le succès à long terme. Au cours de l'exercice, nous avons réalisé des progrès constants dans la réduction des frais d'administration, des frais liés aux communications et à la technologie et des frais

de négociation dans l'ensemble de nos activités, et nous avons pris des mesures pour recentrer notre entreprise sur les domaines où nous pouvons accroître la productivité et jouer un rôle dominant à titre de banque d'investissement mondiale indépendante du marché intermédiaire et de société de gestion de patrimoine.

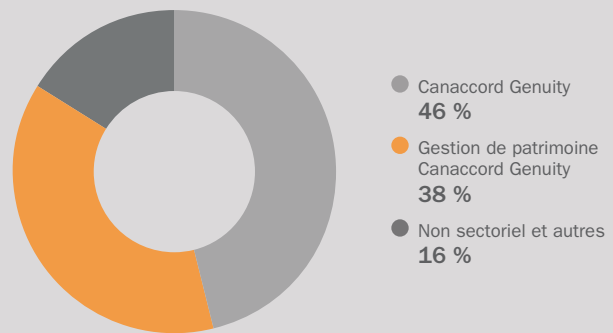
EMPLOYÉS PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE

(au 31 mars 2016)



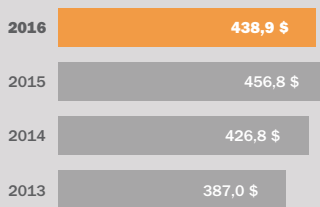
EMPLOYÉS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(au 31 mars 2016)



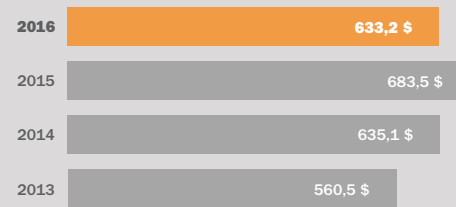
GRUPE CANACCORD GENUITY INC. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR EMPLOYÉ

(en milliers \$ CA, exercices)



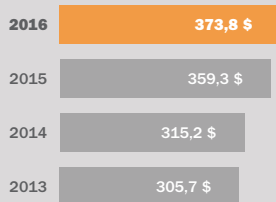
CANACCORD GENUITY PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR EMPLOYÉ

(en milliers \$ CA, exercices)



GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR EMPLOYÉ

(en milliers \$ CA, exercices)



Nous prévoyons que les avantages tirés de nos initiatives de restructuration à l'exercice 2016 se traduiront par 30 millions \$ d'économies durables sur une base annuelle.



Ré

**PEU IMPORTE L'ENVIRONNEMENT DE
MARCHÉ, NOUS SOMMES RÉSOLUS ET
DÉTERMINÉS À AMÉLIORER LA VALEUR À
LONG TERME POUR LES ACTIONNAIRES.**

solus

Poursuivant son repositionnement stratégique dans ce marché difficile, Groupe Canaccord Genuity Inc. est dans une position enviable pour devenir une banque d'investissement indépendante du marché intermédiaire et une société de gestion de patrimoine dominante, en plus d'être en mesure d'améliorer ses produits des activités ordinaires, de s'assurer une part du marché supérieure à la moyenne et de dégager des rendements à long terme croissants pour nos actionnaires.

Canaccord Genuity



Présente dans 10 pays dans le monde et ayant la capacité d'inscrire des sociétés à la cote de 10 bourses à l'échelle mondiale, Canaccord Genuity est une banque d'investissement mondiale indépendante de premier plan tournée vers les sociétés de croissance.

Notre perspective mondiale unique et nos capacités transfrontalières sont ce qui nous différencie de nos concurrents. Notre capacité de tirer profit de relations et de solides compétences dans de nombreuses régions nous permet d'assurer à une grande diversité de sociétés de croissance l'accès aux marchés des capitaux mondiaux, à toutes les étapes de leur cycle de vie.

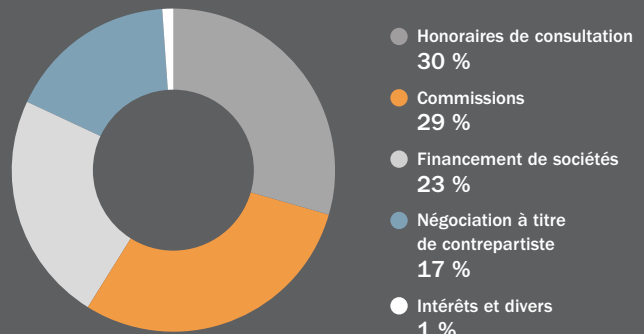
532 millions \$ de produits
des activités ordinaires
(mondial)

35 milliards \$ ont été
mobilisés pour des sociétés
de croissance mondiales au
cours de l'exercice 2016

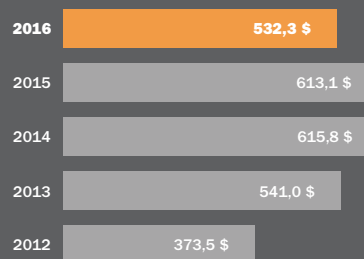
Canaccord Genuity a
participé à 157 transactions¹
à l'échelle mondiale

1) Transactions de plus de 1,5 million \$ CA.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES
POUR L'EXERCICE 2016 PAR ACTIVITÉ



PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES
DE CANACCORD GENUITY
(en millions \$ CA, exercices)



Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, de consultation, de vente et de négociation, de recherche sur les actions ainsi que de transactions sur titres à revenu fixe à des sociétés et institutions clientes au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans la région de l'Asie-Pacifique. Nous nous distinguons par nos capacités d'exécution éprouvées et notre capacité à proposer des idées et une perspective véritablement mondiales dans les principaux secteurs de l'économie. Dans toutes les régions, les clients de Canaccord Genuity bénéficient d'un service uniforme enraciné dans une connaissance pointue du secteur et l'attention portée au client. Évoluant dans une culture de partenariat, nous favorisons le partage d'idées, le recours aux meilleures pratiques et les occasions d'accroître la valeur partout dans le monde.

En 2016, nous avons accordé une plus grande importance à l'amélioration de la coordination mondiale au sein de nos activités sur les marchés des capitaux. Nous avons également revu la profondeur et la qualité de nos équipes de leadership régionales et investi de façon stratégique afin d'étendre nos activités mondiales dans nos principaux secteurs cibles. Ce faisant, nous avons créé une plateforme favorisant la collaboration transfrontalière, qui, nous croyons, entraînera des résultats plus solides pour nos clients et nos actionnaires.

Nous sommes résolus à offrir une valeur mesurable aux clients axés sur la croissance à chaque étape du cycle de vie de leur entreprise.

CANACCORD GENUITY

Au cours de l'exercice 2016, nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux ont généré des produits des activités ordinaires de 532,3 millions \$. Nos activités aux États-Unis ont le plus contribué à ce résultat, avec des produits des activités ordinaires annuels de 217,4 millions \$, un record pour cette division.

Nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont continué de souffrir du ralentissement du marché, plus particulièrement au deuxième semestre, alors que les émetteurs sont demeurés prudents dans leur approche de mobilisation de capitaux en raison de la persistance de l'incertitude économique et du contexte référendaire. Au cours de l'exercice, nous avons pris des mesures visant à recentrer ces activités de façon importante afin d'accroître leur stabilité et leur rentabilité à long terme. L'année a également été difficile pour nos activités au Canada, qui ont toujours bien fait. Grâce à l'amélioration du rendement dans des secteurs diversifiés et aux premiers signes d'activité dans le secteur des ressources naturelles, nous sommes confiants que cette division retrouvera rapidement son importante rentabilité.

Dans la région de l'Asie-Pacifique, la division de l'Australie continue d'être un concurrent solide et de plus en plus important. Au cours du quatrième trimestre, nous avons annoncé la vente de nos activités à Singapour, un actif non stratégique. Cette décision nous permet de nous concentrer davantage sur nos autres activités en Asie-Pacifique, qui complètent les vastes compétences de nos divisions en Amérique du Nord et au Royaume-Uni et en Europe. Nous continuons d'investir dans nos activités à Dubaï et à Tel Aviv, qui ajoutent à nos capacités mondiales de mobilisation de capitaux et améliorent notre distribution aux investisseurs à l'échelle mondiale, qui souhaitent de plus en plus investir dans des occasions de croissance mondiales.

Malgré que le contexte de marché mondial difficile a continué de nuire aux niveaux de nos activités sur les marchés des capitaux tout au long de l'exercice, nous avons tiré parti de cette période de façon productive afin de recentrer nos activités et d'harmoniser nos services de base, de manière à pouvoir nous mesurer à la concurrence mondiale dans nos secteurs de prédilection, à améliorer nos possibilités de vente croisée et, enfin, à accroître notre rentabilité.

Au deuxième semestre, nous avons entrepris des initiatives de restructuration afin de recentrer nos activités et de nous départir des divisions au rendement inadéquat. Une structure simplifiée et mieux ciblée nous permet de prioriser la couverture des secteurs dans lesquels nous pouvons devenir un leader du marché intermédiaire, et d'être en mesure de dégager de solides rendements au cours du prochain exercice.

Nous commençons à voir les résultats de nos initiatives visant à rationaliser nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux et à réduire nos coûts fixes. Compte non tenu des éléments importants, nous avons réussi à diminuer le total des charges de cette division de 6 % au cours de l'exercice. On constate également l'incidence de nos initiatives de restructuration dans nos frais d'administration du quatrième trimestre, qui ont reculé de 30 % par rapport à ceux du trimestre précédent, tandis que les produits des activités ordinaires de cette division ont augmenté de 14 % pour la même période.

Au cours de l'exercice, nous avons réorganisé nos bureaux de ventes et de négociation mondiaux afin de promouvoir la collaboration transfrontalière et de dégager des possibilités de vente croisée qui, nous estimons, amélioreront nos relations avec les clients et, enfin, accroîtront notre rentabilité. En outre, en améliorant notre recherche sur les actions transfrontalières et les outils d'accès aux sociétés, nous ne tarderons pas à accroître les rendements de nos activités de marketing, tout en diminuant nos coûts globaux.

Nous avons également entamé le déploiement international de Quest^{MD}, gamme d'outils d'analyse de données, de modèles d'évaluation et de commentaires sur le marché exclusifs et en ligne de Canaccord Genuity. D'après le succès suscité par le premier lancement qui a eu lieu au Royaume-Uni et en Europe, nous nous attendons à ce que Quest^{MD} offre des possibilités de croissance des produits des activités ordinaires et devienne un outil utile pour améliorer nos relations avec les clients.

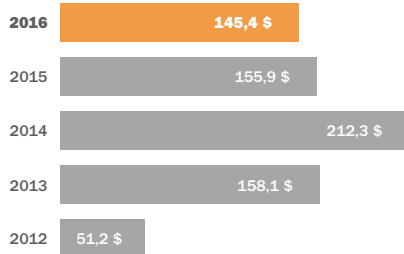
Dans tous nos marchés, l'excellent contexte d'embauche persiste et nous l'avons utilisé à notre avantage pour renforcer les principales équipes, conformément à nos efforts à l'échelle mondiale. Également, nous nous réjouissons d'avoir cultivé un bassin d'activités dans l'ensemble de nos principaux marchés, et nous sommes très bien positionnés pour mener ces mandats à terme lorsque les conditions de marché le permettront.

Peu importe le contexte de marché, nous sommes résolus à mettre l'accent sur les gains d'efficacité opérationnelle et sur la suite de l'intégration de nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux, afin de renforcer la collaboration transfrontalière et de stimuler la rentabilité.

Sa diversité sectorielle et géographique confère à Canaccord Genuity un avantage non négligeable sur les autres sociétés indépendantes. Nous pouvons assumer un rôle de chef de file en tirant parti du pouvoir de notre capacité transfrontalière intégrée de soumettre des idées et des occasions que les autres banques ne peuvent tout simplement pas proposer.

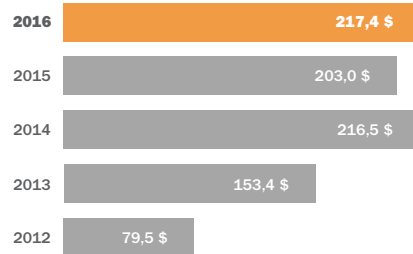
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES – ROYAUME-UNI ET EUROPE

(en millions \$ CA, exercices)



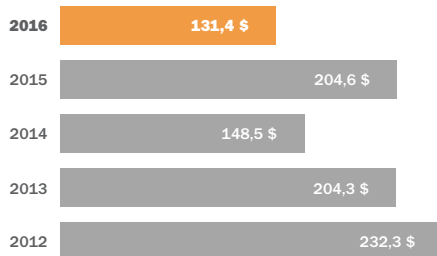
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES – ÉTATS-UNIS

(en millions \$ CA, exercices)



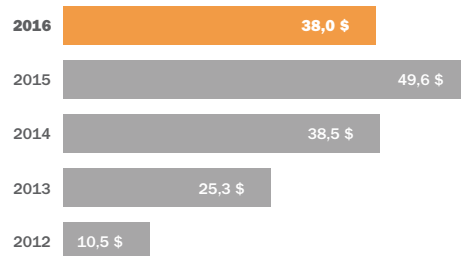
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES – CANADA

(en millions \$ CA, exercices)



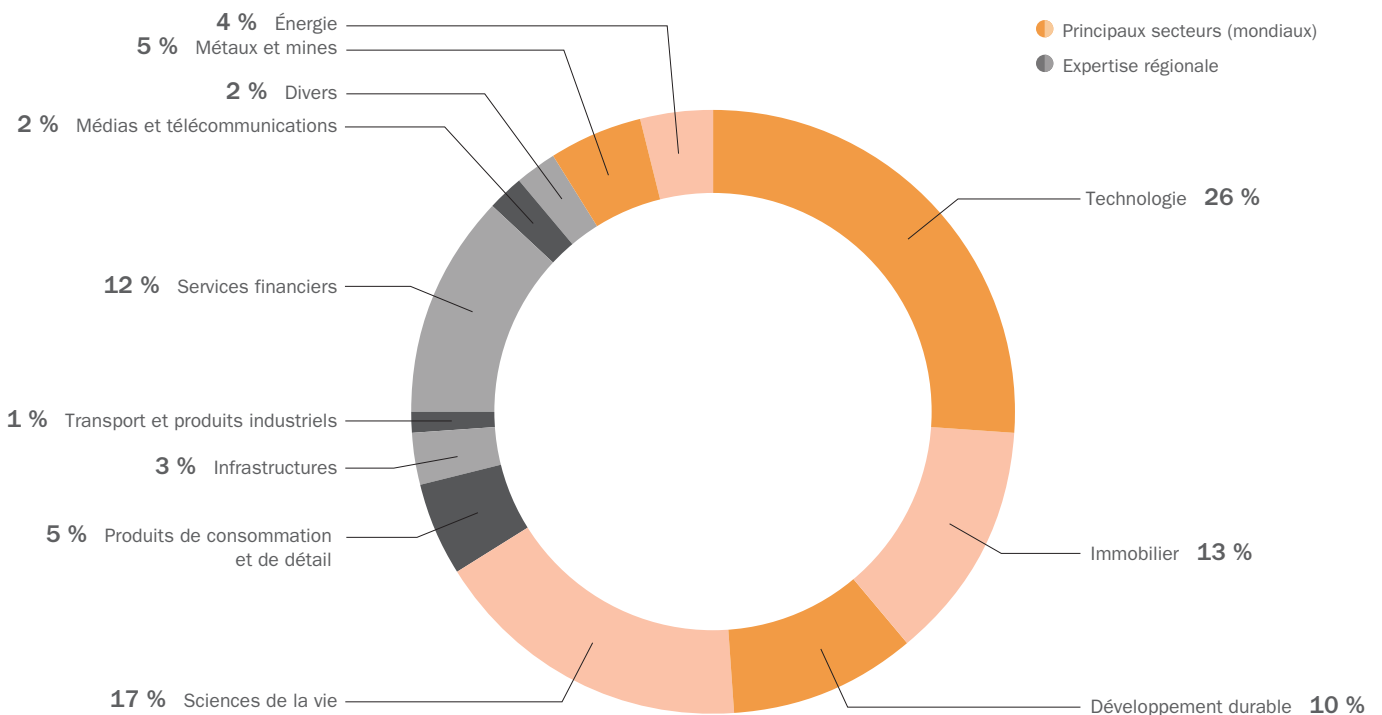
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES – ASIE-PACIFIQUE

(en millions \$ CA, exercices)



PRODUITS DE FINANCEMENT DE SOCIÉTÉS ET HONORAIRES DE CONSULTATION À L'ÉCHELLE MONDIALE PAR SECTEUR POUR L'EXERCICE 2016

(en pourcentage des produits des activités ordinaires)



FINANCEMENT DE SOCIÉTÉS

L'équipe mondiale de professionnels en services de financement de sociétés de Canaccord Genuity possède une connaissance approfondie du secteur, est solidement ancrée dans les secteurs clés de l'économie mondiale et cumule une expérience pratique dans plus de 70 pays à l'échelle mondiale. Nos activités mondiales entièrement intégrées proposent les meilleurs experts indépendants du secteur et un accès direct aux investisseurs institutionnels partout dans le monde. Nos équipes de spécialistes participent de près aux mandats, du début à la fin, et travaillent étroitement avec leurs homologues étrangers pour s'assurer que les clients profitent d'expériences et d'une expertise très diversifiées. Nous sommes résolus à ajouter une valeur mesurable à toutes les étapes du cycle de vie de votre entreprise.

Au cours de l'exercice 2016, Canaccord Genuity a participé à 157 transactions et mobilisé 35 milliards \$ pour des sociétés de croissance mondiales. Canaccord Genuity a été chef de file dans le cadre de 66 de ces transactions réalisées à l'échelle mondiale, mobilisant un produit total de 4,3 milliards \$.

Tout au long de l'exercice, nous avons pris des mesures pour mieux harmoniser nos équipes mondiales en services de financement de sociétés et prioriser la couverture des secteurs dans lesquels nous pouvons livrer concurrence, puis gagner. Même si notre stratégie axée sur la diversification sectorielle offre une stabilité, nous sommes heureux d'observer un regain dans les activités de mobilisation de capitaux des secteurs des mines et de l'énergie. Au cours de l'exercice, nous avons réalisé des placements visant à accroître nos activités de financement

de sociétés et de distribution liées aux ressources à l'échelle mondiale, et nous sommes convaincus que nous maintiendrons notre position à titre de banque d'investissement indépendante de premier plan pour le secteur des ressources naturelles.

Canada

Même si une conjoncture de marché difficile a eu une incidence sur le rendement de ce segment commercial généralement solide au cours de l'exercice 2016, Canaccord Genuity au Canada a été cinq années de suite le principal preneur ferme selon le nombre de transactions et le chef de file des courtiers en valeurs indépendants pour les premiers appels publics à l'épargne de la région¹. Par suite de la nomination de Pat Burke à titre de président de la division des marchés des capitaux au Canada, nous avons réorienté la structure de leadership et de direction des secteurs et recruté au sein de nos secteurs stratégiques, de manière à renforcer notre offre et à maintenir notre position comme banque d'investissement indépendante dominante dans cette région.

États-Unis

Nos activités de financement de sociétés aux États-Unis appuient solidement nos capacités mondiales et nous donnent un accès accru à des possibilités d'offrir des solutions aux clients des secteurs clés du marché. Tout au long de l'exercice, nous avons tiré parti de nos capacités et avons investi dans celles-ci au sein de nos principaux secteurs, y compris les secteurs de la technologie, des médias et des télécommunications, des soins de santé et des sciences de la vie, des produits industriels, du développement durable, de l'immobilier et des produits de consommation, de manière à parfaire nos efforts mondiaux. Cela a fait en sorte que cette région a le plus contribué à nos activités de financement de sociétés à l'échelle mondiale, en représentant 31,5 % des produits des activités ordinaires de l'exercice 2016.

Royaume-Uni et Europe

Nos activités de financement de sociétés au Royaume-Uni et en Europe ont continué de subir l'incidence négative du ralentissement du marché, les émetteurs étant demeurés prudents dans leurs activités de mobilisation de capitaux en raison de la persistance de l'incertitude économique et du référendum qui aura lieu prochainement au Royaume-Uni. Tout au long de l'exercice, nous avons pris des mesures visant à recentrer ces activités de façon stratégique avec nos secteurs de prédilection, afin d'accroître leur stabilité et leur rentabilité à long terme. Nous avons également embauché des professionnels seniors dans un certain nombre de secteurs afin d'améliorer la coordination avec nos efforts mondiaux.

Asie-Pacifique

La solidité de nos activités de financement de sociétés en Australie a fait de cette division un pilier de plus en plus important pour notre franchise mondiale. L'équipe très expérimentée des marchés des capitaux, axée uniquement sur le marché intermédiaire, se taille une solide position de chef de file sur le marché intermédiaire et se classe actuellement au premier rang des banques d'investissement indépendantes de la région en fonction des produits mobilisés². Grâce à des produits des activités largement diversifiés, nous continuons de tirer parti de la solidité de cette division pour accroître la part de marché et stimuler la croissance sur le marché australien.

Transactions régionales importantes de financement de sociétés réalisées à l'exercice 2016

	Région
Une transaction de 2,45 milliards £ pour Worldpay Group PLC à la Bourse de Londres	Royaume-Uni
Une émission de droits souscrite par prise ferme de 451,0 millions £ pour Optimal Payments PLC à l'AIM dans le cadre de son projet d'acquisition de Skrill Group pour 1,1 milliard €	Royaume-Uni
Un transaction de 227,0 millions £ pour Playtech PLC à la Bourse de Londres	Royaume-Uni
Deux transactions totalisant 205,8 millions £ pour The Renewables Infrastructure Group Limited à la Bourse de Londres	Royaume-Uni
Une transaction de 460,1 millions \$ CA pour Pembina Pipeline Corporation à la Bourse de Toronto	Canada
Une transaction de 402,5 millions \$ CA pour Acasta Enterprises Inc. à la Bourse de Toronto	Canada
Une transaction de 250,3 millions \$ CA pour Canadian Apartment Properties Real Estate Investment Trust à la Bourse de Toronto	Canada
Une transaction de 531,3 millions \$ US pour Atlassian Corporation PLC au NASDAQ	États-Unis
Une transaction de 206,9 millions \$ US pour Atara Biotherapeutics, Inc. au NASDAQ	États-Unis
Une transaction de 155,2 millions \$ US pour ConforMIS, Inc. au NASDAQ	États-Unis
Un placement privé de 23,75 millions € pour TiGenix NV à la Bourse de Bruxelles	États-Unis
Deux transactions totalisant 157,3 millions \$ AU pour Orocobre Limited à la Bourse d'Australie	Australie
Une transaction de 32,0 millions \$ AU pour Starpharma Holdings Limited à la Bourse d'Australie	Australie
Une transaction de 75,0 millions \$ AU pour ImpediMed Limited à la Bourse d'Australie	Australie

1) Source : FP Infomart. Transactions de plus de 1,5 million \$ CA. Compte non tenu des titres convertibles et privilégiés et du crédit intégral.

2) Source : ThomsonOne

CONSULTATION

Les équipes mondiales de conseillers de Canaccord Genuity unissent leurs efforts pour porter une attention constante à l'élaboration et à la réalisation des transactions qui définissent – et redéfinissent – le marché mondial. Nos professionnels chevronnés forment une équipe mondiale unifiée et multilingue qui exerce ses activités à partir de bureaux dans toutes les régions géographiques où nous exerçons nos activités. Grâce à notre offre de services hors pair et à nos solides compétences à l'échelle régionale et mondiale, nos clients bénéficient des conseils stratégiques et des idées de certains des professionnels les plus expérimentés du secteur. Nous nous engageons envers nos clients à long terme et nous misons sur l'établissement de relations durables, une stratégie claire et un intérêt véritable à générer des résultats positifs.

Bien que la mobilisation de capitaux se soit avérée difficile à l'exercice 2016, les produits des activités ordinaires générés par la consultation ont augmenté de 5 % à l'échelle de l'entreprise par rapport à ceux de l'exercice précédent, et représentaient 30 % du total des produits des activités ordinaires générés par les activités sur les marchés des capitaux. Au cours de l'exercice, nous avons réalisé des progrès au chapitre de l'intégration de nos équipes mondiales de conseillers. Grâce à nos initiatives mondiales, nous prévoyons

renforcer notre part de marché et améliorer considérablement notre rendement. Par ailleurs, notre indépendance et nos capacités mondiales sont des facteurs de différenciation importants pour nos services de consultation en restructuration et en emprunt, qui contribuent à accroître les possibilités et à accélérer l'activité dans ce secteur.

Canada

Canaccord Genuity est la seule société indépendante canadienne de financement dotée d'un groupe mondial spécialisé en consultation. Au cours de l'exercice, notre équipe des marchés des capitaux au Canada a généré 37 % du total de nos produits tirés des services de consultation à l'échelle mondiale. Notre solide position sur le marché s'explique par les relations durables et par les succès que nous avons obtenus par le passé pour nos clients de la région. Nous tirons parti de manière proactive de notre plateforme mondiale pour mettre à profit les possibilités accrues de consultation dans nos principaux secteurs cibles.

États-Unis

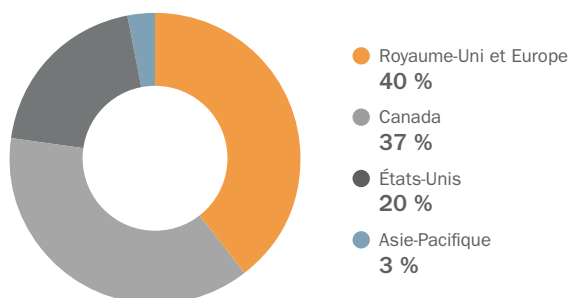
Nos activités de consultation aux États-Unis ont généré des honoraires de consultation records de 31,2 millions \$ pour l'exercice 2016, qui représentent 44,7 % du total des produits tirés du financement de sociétés de cette région, signe des solides progrès réalisés au chapitre de la mise en œuvre de notre stratégie de diversification. Notre capacité transfrontalière de montage et de restructuration de la dette nous a permis de rehausser les possibilités d'accroître notre part de portefeuille. Nous sommes un des principaux prestataires de services de consultation indépendants, de sorte que nos clients sont assurés que nos conseils stratégiques sont libres de tout conflit d'intérêts.

(Royaume-Uni et Europe, et Asie-Pacifique à la page 20)

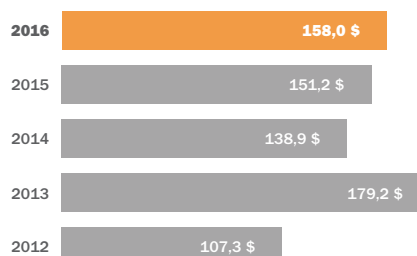
Transactions de fusions et acquisitions et de consultation importantes au cours de l'exercice 2016

	Région
Conseiller de Optimal Payments dans le cadre de son acquisition de Skrill, pour un montant de 1,1 milliard €	Canada, Royaume-Uni
Conseiller de Amica Mature Lifestyles Inc., dans le cadre de sa vente à BayBridge Seniors Housing Inc., pour un montant de 986 millions \$ CA	Canada
Conseiller de Distech Controls dans le cadre de la vente à Acuity Brands, pour un montant de 318 millions \$ CA	Canada, États-Unis
Conseiller de COM DEV International Ltd., dans le cadre de la vente de sa division de matériel à Honeywell International Inc., pour un montant de 455 millions \$ CA, et de sa scission d'avec exactEarth pour un montant de 125 millions \$ CA	Canada, États-Unis
Conseiller de LED Linear dans le cadre de sa vente à Fagerhult pour un montant de 61 millions €	Suède, Allemagne
Conseiller de NYX Gaming Group Limited dans le cadre de son acquisition de Chartwell Technology Inc. et de Cryptologic Limited, pour un montant de 150 millions \$ CA	Canada
Conseiller d'Ashley Park Financial Services Corp. dans le cadre du financement transfrontalier de sa dette	Canada
Conseiller de Linxens SAS dans le cadre de la vente d'Astorg Partners à CVC Capital Partners, pour un montant de 1,5 milliard £	Royaume-Uni
Conseiller d'Investcorp, par l'intermédiaire de son véhicule de placement, Orca Bidco Limited, dans le cadre de l'acquisition d'OpSec Security Group PLC, pour un montant de 66,7 millions £	Royaume-Uni
Conseiller de Charles Bank Capital Partners dans le cadre de son acquisition de Six Degrees Technology Group Limited	Royaume-Uni
Conseiller d'Ephesus Lighting, Inc. dans le cadre de sa vente à Eaton Corporation PLC	États-Unis
Conseiller d'American Eagle Energy dans le cadre de sa vente à Resource Energy Can-AM LLC	États-Unis
Conseiller de Shoe Sensation, Inc. dans le cadre de sa vente à J.W. Childs Associates, L.P.	États-Unis
Conseiller de Harvest International New Energy, Inc., filiale de Sunshine Kaidi New Energy Group Co. of China, dans le cadre de l'acquisition d'Alter NRG Corporation, pour un montant de 147,0 millions \$ CA	Canada

HONORAIRES DE CONSULTATION DE CANACCORD GENUITY PAR RÉGION POUR L'EXERCICE 2016



HONORAIRES DE CONSULTATION DE CANACCORD GENUITY (en millions \$ CA, exercices)



Royaume-Uni et Europe

Canaccord Genuity jouit d'une solide capacité en matière de services de consultation à l'échelle de l'Europe continentale. Bien que l'environnement d'exploitation ait été difficile dans cette région, nous avons réalisé des progrès importants sur le plan du recentrage de cette division et avons pris des mesures pour intégrer nos capacités de courtage et de consultation de manière à maximiser notre offre à l'intention des clients qui ont besoin de plusieurs services. Nous avons également renforcé nos équipes de consultation en emprunt et de placements privés.

Asie-Pacifique

Notre équipe de consultation d'Asie-Pacifique, qui compte des professionnels établis en Australie, en Chine et à Hong Kong et qui a accès à un vaste réseau de professionnels partout dans le monde, est un élément clé de notre stratégie de croissance dans la région. Bien que le ralentissement général des fusions et acquisitions dans la région ait eu une incidence négative sur le rendement de l'exercice 2016 dans ce segment, notre capacité transfrontalière de consultation nous permet d'approfondir les relations avec nos clients et d'offrir un plus grand accès à des possibilités mondiales à nos clients.

VENTE ET NÉGOCIATION

Notre plateforme de vente et de négociation mondiale intégrée nous permet de faire bénéficier les sociétés et les investisseurs axés sur la croissance de nos puissantes capacités de distribution et d'exécution. L'équipe mondiale de vente et de négociation de Canaccord Genuity a une passion : créer la bonne idée pour le bon client au bon moment. Nous nous consacrons à établir avec les clients des relations solides qui permettent aux investisseurs institutionnels d'obtenir un accès privilégié aux entrepreneurs, qu'ils soient établis ou nouveaux.

De nos 14 pupitres de négociation, nous participons activement aux négociations sur 10 bourses mondiales. Grâce à nos professionnels expérimentés répartis partout dans le monde et à nos solides relations avec les institutions, nous sommes fiers d'être responsables d'un large éventail de comptes dans toute banque du marché intermédiaire.

Pour l'exercice 2016, nos honoraires tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont augmenté de 19,2 % en regard de ceux de l'exercice précédent, grâce, surtout, à nos activités aux États-Unis. Au cours de l'exercice, nous avons réorganisé nos équipes de vente et nos pupitres de négociation partout dans le monde pour renforcer la collaboration entre les régions et les secteurs et accroître l'incidence des services que nous offrons actuellement. À plus long terme, nous prévoyons accroître nos produits grâce aux tout nouveaux pupitres de négociation internationaux aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni et améliorer notre part des possibilités transfrontalières de commissions dans nos principales régions géographiques. Au cours de l'exercice 2016, nous avons également mis sur pied une équipe spécialisée en vente pour nous assurer que les clients de toutes les régions peuvent tirer parti de notre vaste expérience du secteur et de nos capacités d'exécution éprouvées.

Canada

Canaccord Genuity est le chef de file des négociateurs indépendants du Canada¹. Nous avons établi des relations solides avec des clients nationaux et internationaux, et nos capacités d'exécution parmi les meilleures du marché nous ont permis d'offrir encore plus de titres mondiaux au Canada. Au cours de l'exercice 2016, nous avons investi dans nos solutions de négociation électronique et ajouté une solution de négociation des FNB pour participer davantage à ce marché à croissance rapide. Nous avons également amélioré l'intégration de nos capacités de prêt de titres et de change pour accroître davantage notre part de marché.

Royaume-Uni et Europe

Au cours de l'exercice, nous avons amélioré nos processus de façon à gérer nos comptes avec plus de rigueur et nous nous sommes efforcés de mieux nous aligner sur notre équipe mondiale de recherche sur les actions et de renforcer nos activités de vente et de négociation dans nos principaux secteurs cibles. Les membres chevronnés de l'équipe de vente au moyen de la technologie Quest^{MD} ont travaillé fort pour appuyer le déploiement progressif de ce produit distinctif dans nos autres régions géographiques. Nous avons également lancé un pupitre international spécialisé au Royaume-Uni, pour générer des produits des activités ordinaires additionnels grâce à la collaboration transfrontalière avec nos équipes de vente et de négociation mondiales.

États-Unis

En 2016, les produits de nos activités de négociation à titre de contrepartiste aux États-Unis, stimulés par le rendement de notre groupe Actions internationales, ont progressé de 32 % par rapport à ceux de l'exercice précédent. Par nos efforts ciblés et constants, nous avons réalisé des progrès considérables sur le plan de l'accroissement des sources transfrontalières de produits des activités ordinaires en tirant parti des échanges de nouvelles possibilités d'émission, de recherche, d'accès et de négociation avec nos équipes du Canada et du Royaume-Uni. Nous sommes convaincus que, grâce à nos investissements dans de nouveaux systèmes et de nouvelles stratégies de vente et de négociation, comme le National Market System (NMS) et les solutions transfrontalières, nous pourrions faire croître davantage nos activités dans cette région.

Asie-Pacifique

Notre équipe de vente et de négociation, composée de professionnels chevronnés intégrés à nos bureaux de Sydney, de Perth, de Melbourne et de Hong Kong, a tissé de solides relations avec des investisseurs institutionnels et des investisseurs fortunés de la région Asie-Pacifique, et constitue un complément essentiel de notre capacité mondiale d'exécution. Cette équipe nous donne accès à des possibilités additionnelles de distribution et à un nombre croissant de possibilités de commercialisation transfrontalières pour les sociétés de la région.

¹) Source : Bloomberg. Volumes de négociation d'avril 2015 à mars 2016.

RECHERCHE SUR LES ACTIONS

Nous analysons près de 1 000 sociétés mondiales parmi un vaste éventail de secteurs de marché, repérant la valeur et le risque pour nos clients.

Les professionnels de l'équipe mondiale de recherche de Canaccord Genuity sont curieux, expérimentés et engagés à créer des idées de placement réalisables pour nos clients. Nous tirons parti de notre perspective mondiale indépendante pour analyser l'actualité et anticiper les tendances du marché dans des publications quotidiennes, hebdomadaires et mensuelles reconnues.

Nos clients bénéficient de nos connaissances approfondies et spécialisées des divers secteurs que nous couvrons et, dans le cadre de notre engagement à créer des idées novatrices en temps opportun pour les clients de tous les marchés, nous étendons régulièrement les secteurs que nous couvrons.

Nous sommes fiers d'offrir dans bon nombre de nos marchés les services de recherche sur les actions les mieux cotés, dont la couverture est supérieure à celle d'autres entreprises indépendantes concurrentes.

Au cours de l'exercice 2016, nous avons continué d'améliorer la coordination de nos services de recherche à l'échelle mondiale et d'étendre notre présence auprès des investisseurs institutionnels partout dans le monde. Nous avons également cessé de couvrir les secteurs non essentiels et avons fait des investissements stratégiques pour accroître la couverture régionale dans nos principaux secteurs cibles, dans le but d'offrir à nos clients une perspective réellement mondiale.

CANADA

Au premier rang des sociétés de recherche indépendantes du Canada, pour une sixième année d'affilée, et au deuxième rang des sociétés de recherche sur les actions de sociétés à petite capitalisation, selon le sondage de 2015 de Brendan Wood.

Sept analystes classés parmi les cinq meilleurs de leur catégorie, selon le sondage de 2015 de Brendan Wood.

Sept analystes classés parmi les meilleurs du 2016 Thomson Reuters Analyst Awards.

ROYAUME-UNI

Au cinquième rang du sondage UK Small and Midcaps d'Extel 2016.

Cinq analystes classés parmi les meilleurs, selon le sondage UK Small and Midcaps d'Extel 2016.

Trois analystes classés parmi les meilleurs du 2016 Thomson Reuters Analyst Awards.



Quest^{MD} est l'outil de sélection de titres et de création d'idées exclusif de Canaccord Genuity. Depuis deux décennies, les clients font confiance à Quest^{MD} et à ses outils de protection de l'intégrité et d'analyse des données de qualité supérieure, qui permettent de générer des idées de placement objectives et non faussées dans tous les secteurs et tous les marchés et de les comparer.

En outre, Quest^{MD} constitue l'assise sur laquelle reposent de nombreux produits et services de Canaccord Genuity. La plateforme offre aux stratèges, aux analystes de recherche sur les actions et aux gestionnaires d'actifs à l'échelle mondiale la capacité de combiner des techniques exclusives d'analyse des actions avec une vaste gamme d'analyses financières plus traditionnelles.

Il y a un an, nous avons lancé une nouvelle plateforme plus solide, plus vaste et plus souple. Le nouveau Quest^{MD} couvre un ensemble d'actions de sociétés qui représentent 95 % de la capitalisation boursière mondiale totale et qui sont regroupées sur une plateforme extensible qui permet d'accroître la couverture et d'ajouter des fonctionnalités au fur et à mesure de l'évolution de la conjoncture du marché.

Après le succès du lancement au Royaume-Uni et en Europe, nous avons commencé à offrir Quest^{MD} à nos clients du Canada, des États-Unis et d'Asie-Pacifique. Nous avons également intégré les analyses de Quest^{MD} à bon nombre de nos solutions mondiales de recherche sur les actions. À plus long terme, nous nous attendons à ce que cet outil distinctif offre des possibilités de croissance des produits des activités ordinaires et devienne un outil utile pour améliorer nos relations dans toutes les régions où nous exerçons nos activités.

Nos recherches génèrent des idées pertinentes et indépendantes pour nos clients à l'échelle du vaste éventail de nos secteurs cibles.



Soupi



es

GRÂCE À NOTRE INDÉPENDANCE, NOTRE ENTREPRISE EST DOTÉE D'UNE GRANDE RÉACTIVITÉ QUI NOUS PERMET DE RESTER CONCURRENTIELS ET DE DÉPASSER LES ATTENTES DE NOS CLIENTS, TOUT EN NOUS AJUSTANT AUX NOUVELLES RÉALITÉS DU MARCHÉ.

Groupe Canaccord Genuity Inc. possède des atouts extraordinaires : un modèle d'affaires mieux intégré, une feuille de route établie en matière d'idées et de solutions de classe mondiale offertes à nos clients, un important fonds de roulement, une équipe de direction à l'écoute de nos actionnaires grâce à leur investissement direct et à l'attention particulière qu'ils accordent au résultat net.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity



Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins de nos clients. Nos conseillers veillent sur des actifs sous administration et sous gestion totalisant

32,7 milliards \$ pour le compte de nos clients et exercent leurs activités dans 20 bureaux au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Nos experts parcourent le monde à la recherche d'occasions d'investissement et offrent une vaste gamme de solutions pour aider nos clients à atteindre leurs objectifs financiers.

253 millions \$ de produits
des activités ordinaires
(mondial)

32,7 milliards \$ d'actifs
totaux sous administration
et sous gestion

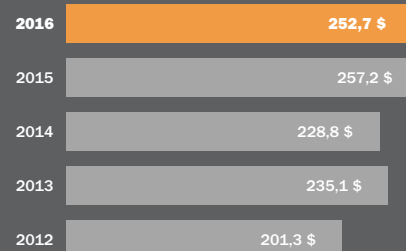
20 bureaux de gestion
de patrimoine à
l'échelle mondiale

Outre les produits de placement, de gestion de patrimoine et de planification successorale et une vaste gamme de produits de gestion d'actifs exclusifs et de tiers, nos équipes de consultation au Canada, au Royaume-Uni et en Europe et en Australie sont en mesure d'offrir à nos clients des idées, des possibilités et une expérience de classe mondiale sur notre plateforme mondiale. Nous nous engageons à améliorer l'expérience client et à collaborer avec nos équipes de consultation pour garantir notre succès à long terme.

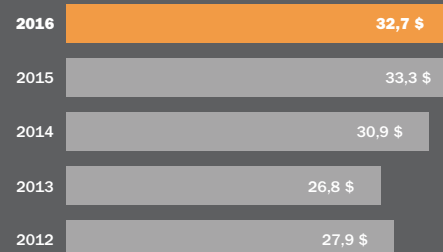
Au cours des dernières années, nous avons beaucoup investi dans l'amélioration des fonctions de guichet et d'arrière-guichet de nos activités mondiales. Ces améliorations procurent à nos conseillers une flexibilité complète pour offrir des solutions de placement et un service à la clientèle distinctifs, tout en fournissant l'infrastructure nécessaire à la progression de la portée et de l'étendue de nos activités.

À terme, nous chercherons à accroître nos actifs sous administration et sous gestion, notamment en formant des équipes de qualité dans toutes les régions, et à augmenter la proportion de nos produits tirés des honoraires, de façon à soutenir une croissance stable et récurrente des produits des activités ordinaires.

PRODUITS DE LA GESTION DE
PATRIMOINE MONDIALE
(en millions \$ CA, exercices)



ACTIFS MONDIAUX SOUS
ADMINISTRATION ET SOUS GESTION
(en milliards \$ CA, exercices)



Avec Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, les clients bénéficient du service personnalisé et attentionné auquel ils s'attendent d'un gestionnaire de placements local, en plus des avantages et du soutien d'une institution financière d'envergure mondiale.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a affiché des produits des activités ordinaires de 252,7 millions \$ pour l'exercice 2016.

Dans nos activités mondiales de gestion de patrimoine, nous avons travaillé fort pour faire de Canaccord Genuity un groupe de conseils indépendant de premier plan pour le marché de la clientèle fortunée. Nous continuons d'accorder la priorité à la croissance continue des actifs sous administration et sous gestion et, notamment, à l'accroissement des produits tirés des honoraires à l'échelle mondiale.

Royaume-Uni et Europe

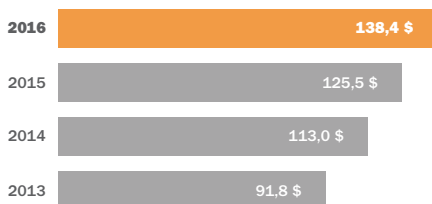
Nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe continuent d'être un facteur important de la croissance stable et récurrente des produits des activités ordinaires et un actif stratégique significatif pour notre Société. Malgré les difficultés qui ont touché le marché et les investissements considérables dans notre infrastructure d'arrière-guichet, cette entreprise a pu améliorer son rendement financier au cours de l'exercice.

Au cours de l'exercice 2016, cette entreprise a généré des produits des activités ordinaires de 138,4 millions \$, soit 10 % de plus qu'à l'exercice précédent. À la fin de l'exercice, les actifs sous gestion de cette entreprise s'établissaient à 22,8 milliards \$, une hausse de 1 milliard \$ CA d'un exercice à l'autre.

À la fin de l'exercice, les actifs sous gestion tarifés des activités de gestion de patrimoine du Royaume-Uni représentaient 70 % du total de l'actif. De plus, les avoirs des clients dans nos produits de gestion de placements élaborés en interne dans la région ont augmenté de 24 % au cours de l'exercice et le total de l'actif a été supérieur à 1 milliard \$. À l'appui de la poursuite du développement des services de gestion des placements de la Société, nous avons lancé le service de gestion de portefeuilles d'actions mondiales, qui fonctionne sous Quest^{MD}.

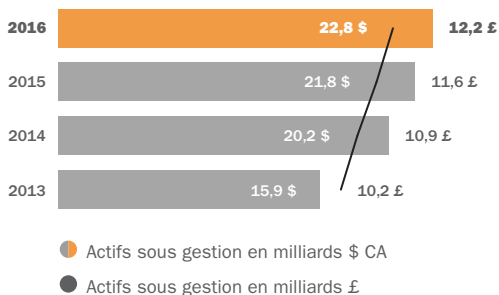
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

(en millions \$ CA, exercices)



ACTIFS SOUS GESTION

(exercices)



- Actifs sous gestion en milliards \$ CA
- Actifs sous gestion en milliards £

La qualité et le rendement de nos services de gestion des placements dans la région ont contribué à l'amélioration soutenue de nos actifs sous gestion et du soutien offert aux sociétés de fonds intermédiaires nationales et internationales. Au cours de l'exercice 2016, une société de fonds intermédiaires nationale a retenu les services de cette entreprise à titre de conseiller en placements exclusif. Nous avons aussi annoncé la conclusion d'une entente qui nous permet d'offrir le portefeuille d'actions négociées sur l'AIM aux fins de la gestion de l'impôt successoral de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity à des fonds intermédiaires sur le marché du Royaume-Uni. Nous prévoyons que cette entente permettra d'élargir davantage le réseau de fonds intermédiaires et soutiendra la croissance connexe des produits des activités ordinaires de notre Société.

Meilleur gestionnaire de patrimoine – 2015 – Magazine *Shares*

Notre processus de placement centralisé et notre solide réseau d'experts sectoriels mondiaux constituent une plateforme intéressante pour les professionnels de longue date, et nous avons eu la chance de recruter des professionnels de qualité pour nos activités au Royaume-Uni et outre-mer. Nous avons également accru notre capacité d'être un chef de file en matière de vente dans la région en allant chercher de nombreux professionnels chez nos principaux concurrents.

Nos investissements dans la mise en place de la meilleure plateforme opérationnelle et technologique nous aident à réaliser des économies de coûts et d'échelle et à améliorer notre efficacité opérationnelle, en plus de rehausser l'expérience client et d'accroître la capacité de croissance des volumes et des actifs sous gestion.

À plus long terme, nous prévoyons que les sociétés de fonds intermédiaires nationales et internationales nous permettront d'accélérer notre croissance interne, et nous continuons d'être à l'affût des possibilités d'accroître l'envergure de cette entreprise en recrutant et en saisissant les possibilités d'acquisition d'entreprises de choix.

Prix d'IFC 2016 – Société de gestion de placements de l'année – Îles de la Manche et île de Man

Canada

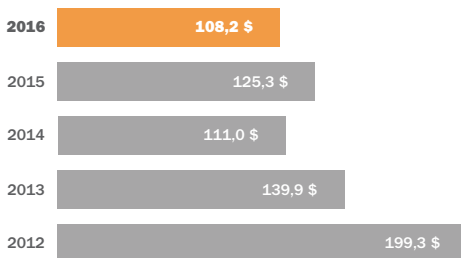
En raison de l'importance stratégique accordée à nos activités de gestion de patrimoine au Canada, nous avons accru notre part des actifs de clients, nous avons raffiné nos solutions de placement et nous avons apporté des modifications positives à la composition de nos produits des activités ordinaires.

Au cours de l'exercice 2016, nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont généré des produits des activités ordinaires de 108,2 millions \$. Au cours de l'exercice, la faiblesse des activités de financement de sociétés a exercé des pressions sur les commissions et les produits connexes générés par ces activités, qui sont un canal de distribution clé pour nos transactions sur les marchés des capitaux.

Par suite de la diminution des valeurs de marché au cours de l'exercice et d'une légère réduction du nombre de conseillers de nos équipes de consultation, les actifs sous administration ont reculé de 14 % en regard de ceux de l'exercice précédent, pour s'établir à 9,2 milliards \$. Toutefois, au cours de l'exercice 2016, les actifs tarifés de cette entreprise ont augmenté de 10,3 points de pourcentage depuis la fin de l'exercice précédent, pour représenter 44 % des produits des activités ordinaires de cette entreprise. Cette croissance a été soutenue par la hausse de 215 % des actifs de nos produits de placement élaborés en interne au Canada par rapport à ceux de l'exercice précédent, qui ont totalisé 285 millions \$.

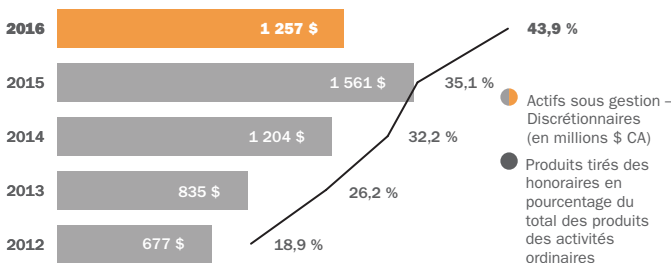
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

(en millions \$ CA, exercices)



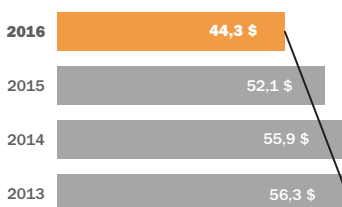
ACTIFS SOUS GESTION – DISCRÉTIONNAIRES ET PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES EN POURCENTAGE DU TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

(exercices)



CHARGES D'EXPLOITATION¹

(en millions \$ CA, exercices)



1) Les charges d'exploitation excluent les éléments importants et la rémunération au rendement.

Au début de l'exercice, notre repositionnement stratégique de cette entreprise a été soumis à un test, et les résultats ont été positifs. Par rapport à des périodes antérieures comparables sur le plan des produits des activités ordinaires, cette entreprise a réussi à limiter les pertes, mettant en évidence les progrès que nous avons réalisés à l'égard de la compression des coûts fixes et du passage à un modèle axé sur la génération de produits des activités ordinaires récurrents plus solides. Au cours de l'exercice, les charges en pourcentage des produits des activités ordinaires ont diminué de 3,0 points de pourcentage par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, et les frais d'administration ont reculé de 21,8 % d'un exercice à l'autre.

Nous continuons de conclure de nouveaux partenariats et d'ajouter des produits et services pour mieux servir le segment canadien des clients fortunés et accroître constamment la proportion de nos produits tirés des honoraires. Outre notre produit de gestion d'actifs exclusif, les Portefeuilles optimisés Solutions de portefeuilles sans frontières, nous avons également commencé à gérer nos portefeuilles de FNB élaborés en interne et investi pour élargir la gamme de nos FNB offerts au Canada. Enfin, nous avons annoncé la conclusion d'un partenariat exclusif avec Credit Suisse Asset Management aux fins de la distribution au Canada des portefeuilles d'actions gérés selon des stratégies de placement rigoureuses des capitaux.

Nous avons également déployé des efforts pour attirer et retenir des conseillers de qualité et avons nommé de nouveaux directeurs nationaux et régionaux pour nos activités de gestion de patrimoine au Canada, afin de faciliter la mise en œuvre des décisions de placement de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity à l'échelle des portefeuilles de nos clients et tirer parti de l'élargissement des ressources de notre plateforme mondiale intégrée.

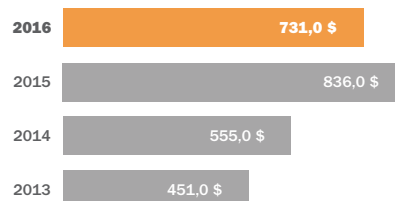
À l'avenir, nous continuerons de nous concentrer sur l'amélioration de la composition de nos infrastructures, de nos conseillers et de nos produits à l'échelle des activités mondiales de gestion de patrimoine, des initiatives qui devraient contribuer davantage à la croissance stable et uniforme des produits des activités ordinaires, tout en améliorant notre rentabilité.

Asie-Pacifique

Les bureaux de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont situés à Melbourne et à Sydney et notre équipe de sept conseillers offre des services exhaustifs de gestion de patrimoine à un nombre sans cesse croissant de clients en Australie et en Asie du Sud-Est. Bien que les activités de mobilisation de capitaux aient ralenti par rapport à la vigueur connue pendant les exercices précédents, nous prévoyons que ces activités croîtront grâce à un recrutement ciblé et à la croissance continue de l'offre de produits et services de gestion de patrimoine dans ce marché.

ACTIFS SOUS GESTION

(en millions \$ CA, exercices)



Réussir grâce à une culture solide

1

Nous sommes des partenaires

Notre culture dépend de la façon dont nous interagissons. À titre de banque d'investissement mondiale, nous nous distinguons chaque jour en offrant une perspective réellement mondiale qui, de par sa nature, est le fruit d'une grande collaboration et de la coopération transfrontalière et à l'échelle des divisions. *En tant que partenaires, nous partageons les bonnes idées et les meilleures pratiques, nous mettons en contact les gens et offrons de l'aide, et nous nous traitons avec dignité et respect.*

2

Nous sommes des entrepreneurs

Nous ne sommes pas une grande banque. C'est pourquoi nous devons nous efforcer d'être une société horizontale, en éliminant la bureaucratie et en favorisant l'innovation. *Nous avons la chance de disposer de la souplesse voulue pour savoir reconnaître les nouvelles possibilités et pour prendre des risques calculés, à l'heure où nous défendons vigoureusement les intérêts de nos clients.*

3

Nous encourageons la collégialité

Nous voulons être une société dans laquelle les gens sont habilités à répondre aux attentes de leurs clients avec l'aide de tous leurs partenaires. *Nous appuyons nos collègues à l'échelle internationale pour leur permettre de donner le meilleur d'eux-mêmes, en favorisant un environnement convivial, collaboratif et ouvert.*

4

Nous travaillons d'arrache-pied

À titre de banque d'investissement du marché intermédiaire, nous ne bénéficions pas de la plupart des avantages dont disposent nos concurrents plus importants. *Nous travaillons mieux et plus fort, nous nous préparons davantage en vue de chaque réunion avec les clients, nous saisissons toutes les possibilités d'acquérir de l'expérience et des compétences, et nous déployons toujours des efforts supplémentaires pour obtenir des résultats appréciables pour nos clients et notre entreprise.*

5

Nous agissons avec intégrité

Nous devons toujours agir avec rigueur et intégrité, que ce soit envers les clients que nous représentons ou à l'égard de la qualité de nos recherches et des gens que nous recrutons. *Nous nous efforçons de toujours agir de façon éthique et honnête.*

6

Nous mettons l'accent sur les bénéfiques

Nous sommes, pour la plupart, des actionnaires, et nous savons que le résultat final de tous nos efforts se mesure en fonction de la hausse durable du cours des actions. Pour ce faire, les produits doivent augmenter et, surtout, les coûts doivent diminuer. *Nous devons tous prendre des décisions éclairées en matière d'utilisation de nos précieuses ressources et d'amélioration de l'efficacité à l'échelle de notre entreprise.* Ainsi, nous obtiendrons de meilleurs résultats lorsque les temps seront durs, comme à l'heure actuelle, et nous pourrons nous démarquer lorsque les marchés se normaliseront.

Revue financière

30	Rapport de gestion	61	Centre financier international
30	Mesures non conformes aux IFRS	62	Transactions avec des parties liées
31	Vue d'ensemble des activités	63	Méthodes comptables critiques et estimations
32	Données sur le marché	67	Instruments financiers
33	Événements importants au cours de l'exercice 2016	67	Modifications futures des méthodes comptables et des estimations
35	Conjoncture du marché à l'exercice 2016	68	Contrôles et procédures de communication de l'information à fournir et contrôle interne à l'égard de l'information financière
35	Perspectives pour l'exercice 2017	68	Gestion des risques
36	Aperçu des exercices précédents – Exercice 2015 par rapport à l'exercice 2014	71	Politique en matière de dividendes
37	Aperçu financier	71	Déclaration de dividende
42	Informations financières trimestrielles	71	Renseignements supplémentaires
45	Résultats par secteur d'activité	72	Rapport des auditeurs indépendants
57	Situation financière	73	États financiers consolidés et notes annexes
58	Arrangements hors bilan	117	Informations supplémentaires
58	Situation de trésorerie et sources de financement	123	Glossaire
59	Actions privilégiées		
59	Données sur les actions en circulation		
60	Régimes de paiement fondé sur des actions		

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, le rendement ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats d'exploitation, le rendement et les perspectives et possibilités d'affaires de Groupe Canaccord Genuity. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Les informations désignées comme étant des « perspectives », notamment celles de la rubrique intitulée « Perspectives pour l'exercice 2017 », contiennent de l'information prospective. Par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, ainsi que les facteurs dont il est question aux rubriques « Gestion des risques » du présent rapport de gestion et « Facteurs de risque » dans la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2017 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier publiquement des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Rapport de gestion

Exercice 2016 clos le 31 mars 2016 – ce document est daté du 1^{er} juin 2016.

Le rapport de gestion suivant de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2016 par rapport à l'exercice précédent, en mettant l'accent sur l'exercice le plus récent. Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la « Société » s'entend de Groupe Canaccord Genuity Inc. et « Groupe Canaccord Genuity » désigne la Société et ses filiales directes et indirectes. « Canaccord Genuity » désigne le secteur du financement de sociétés et des marchés des capitaux de la Société. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 mars 2016 et 2015, à partir de la page 73 du présent rapport. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2016 et 2015 sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par Groupe Canaccord Genuity Inc. comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de la Société est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et privilégiés et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure de la performance. La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire après dilution, qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA – Canada, les ASG – Royaume-Uni et Europe ou les ASG – Australie représentent la valeur de marché des biens des clients qui sont gérés et administrés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, dont la Société tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients, de même que la valeur de marché globale de positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les ASA – Canada, les ASG – Canada, les ASG – Royaume-Uni et Europe ou les ASG – Australie peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celles d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont également administrés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et sont inclus dans les ASA – Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs et aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 38.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettront une meilleure évaluation du rendement d'exploitation des activités de la Société et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de Groupe Canaccord Genuity. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants. En effet, les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent en réalité les résultats financiers sous-jacents des activités de Groupe Canaccord Genuity; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux dans 10 pays à l'échelle mondiale, dont des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, en Australie, au Royaume-Uni et en Europe. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, mène des activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Irlande, à Hong Kong, en Chine, en Australie et à Dubaï.

Les actions de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto (TSX). Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

ACTIVITÉS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (financement de sociétés et activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Genuity

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, au Royaume-Uni, en Europe, aux États-Unis, en Chine, à Hong Kong, en Australie et à Dubaï.

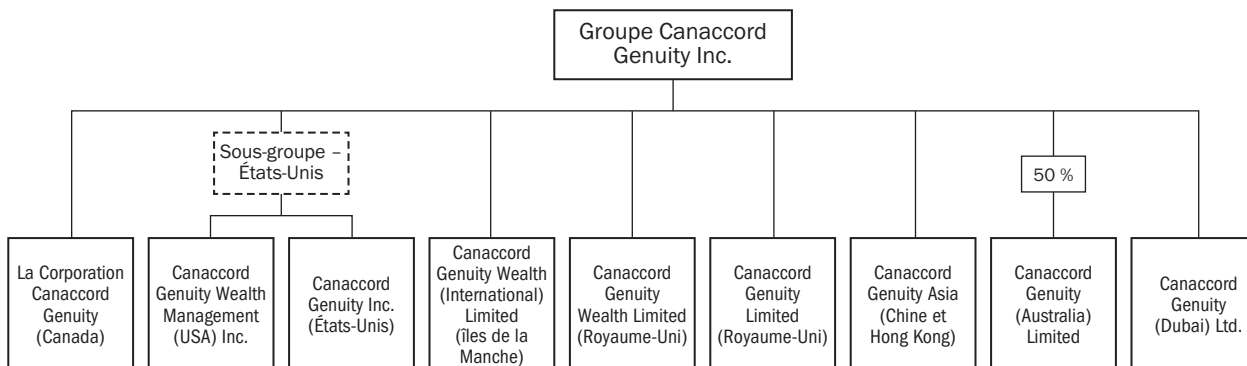
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, en Australie, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et de toutes les autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Structure de la Société



L'organigramme présente les principales sociétés en exploitation de Groupe Canaccord Genuity Inc.

La Société détient 50 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en date du 31 mars 2016, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd (60 % au 31 mars 2015).

ACTIVITÉS COMMERCIALES

Nos activités sont liées à la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux. La date de comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société. La majeure partie

des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation sont comptabilisés lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de nos activités sur les marchés des capitaux.

La Société a pris des mesures pour réduire son risque à l'égard des variations sur les marchés des actions et des économies locales en diversifiant non seulement sa couverture sectorielle, mais également sa présence à l'échelle internationale. Grâce à sa diversification dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions.

Données sur le marché

VALEUR TOTALE DE FINANCEMENT PAR BOURSE

	T1/16	T2/16	T3/16	T4/16	Exercice 2016	Exercice 2015	Variation 2016/2015
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX (en milliards \$ CA)	21,2	9,6	9,6	13,1	53,5	60,1	(11,0) %
AIM (en milliards £)	1,9	1,2	1,5	0,8	5,4	5,0	8,0 %
NASDAQ (en milliards \$ US)	32,4	20,8	12,5	10,0	75,7	84,4	(10,3) %

Sources : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

Les valeurs totales de financement à la Bourse de Toronto, à la Bourse de croissance TSX et au NASDAQ ont toutes enregistré une diminution par rapport à l'exercice précédent.

INCIDENCE DES SOUBRESAUTS DES MARCHÉS DES CAPITAUX

À titre de maison de courtage, la Société tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme et des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, principalement en Amérique du Nord et en Europe et, jusqu'à un certain point, en Asie et en Australie. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Groupe Canaccord Genuity menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires. Grâce à sa stratégie d'investissement conservatrice, la Société demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui en constante évolution.

Au cours de l'exercice 2016, les activités sur les marchés des capitaux de la Société ont été axées sur les secteurs suivants : technologie, soins de santé et sciences de la vie, immobilier et hôtellerie, énergie, produits financiers, produits de consommation et de détail, métaux et mines, infrastructures, médias et télécommunications, agriculture et fertilisants, transport et produits industriels, papier et produits forestiers, services de soutien, aérospatiale et matériel de défense, et placements privés. La couverture de ces secteurs englobait le financement de sociétés, les services de fusions et acquisitions et de consultation, et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche.

Événements importants au cours de l'exercice 2016

SIÈGE SOCIAL

- Le 4 août 2015, la Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA), qui lui procure la capacité de racheter, à sa discrétion, jusqu'à concurrence de 5 163 737 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto à des fins d'annulation. Au cours de l'exercice 2016, la Société a racheté et annulé 624 350 de ses actions ordinaires dans le cadre de l'OPRCNA actuelle.
- Le 11 septembre 2015, nous avons annoncé que Dan Daviau deviendrait président et chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity Inc. le 1^{er} octobre 2015. Par suite de cette nomination, M. Daviau s'est joint au conseil d'administration de Canaccord Genuity.
- Le 1^{er} octobre 2015, la Société a annoncé que des améliorations seraient apportées à son équipe de haute direction et son comité de gestion mondial, qui relèvent de Dan Daviau.
- Le 11 février 2016, la Société a annoncé qu'elle prévoyait réduire de 12 % son personnel dans les activités liées aux marchés des capitaux et aux infrastructures au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis (7 % du personnel à l'échelle de la Société).
- Le 1^{er} avril 2016, la Société a annoncé qu'elle s'était retirée de la Bourse de Londres.
- Le 4 avril 2016, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Canada) et Credit Suisse Asset Management ont annoncé un partenariat stratégique exclusif.
- Le 8 avril 2016, la Société et SAC Capital Private Limited ont annoncé la vente de Canaccord Genuity Singapore Limited et une entente de partenariat stratégique.

CANACCORD GENUITY

- Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 532,3 millions \$ à l'exercice 2016.
- La perte nette avant impôt compte non tenu des éléments importants¹ s'est établie à 10,2 millions \$, en baisse de 54,5 millions \$ par rapport à celle de l'exercice précédent.
- Canaccord Genuity a été chef de file pour 66 transactions à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$, mobilisant ainsi un produit total de 4,3 milliards \$ CA au cours de l'exercice 2016. Sur ces transactions :
 - le secteur du Canada a été chef de file pour 22 transactions, qui ont recueilli 1,4 milliard \$ CA;
 - le secteur du Royaume-Uni a été chef de file pour 11 transactions, qui ont totalisé 2,0 milliards \$ CA;
 - le secteur des États-Unis a été chef de file pour 9 transactions, qui ont totalisé 444,3 millions \$ CA;
 - le secteur de l'Asie et de l'Australie a été chef de file pour 24 transactions, qui ont mobilisé 509,2 millions \$ CA.
- Au cours de l'exercice 2016, Canaccord Genuity a participé à un total de 157 transactions dans le monde, chacune dépassant 1,5 million \$ CA, mobilisant ainsi un produit brut de 34,8 milliards \$ CA. Sur ces transactions :
 - le secteur du Canada a participé à 118 transactions, qui ont recueilli 23,1 milliards \$ CA;
 - le secteur du Royaume-Uni a participé à 2 transactions, qui ont recueilli 4,3 milliards \$ CA;
 - le secteur des États-Unis a participé à 36 transactions, qui ont recueilli 7,3 milliards \$ CA;
 - le secteur de l'Asie et de l'Australie a participé à 1 transaction, qui ont mobilisé 17,3 millions \$ CA.
- Au cours de l'exercice 2016, les transactions de financement de sociétés importantes pour Canaccord Genuity ont compris les suivantes :
 - Une transaction de 2,45 milliards £ pour Worldpay Group PLC à la Bourse de Londres
 - Une émission de droits souscrite par prise ferme de 451,0 millions £ pour Optimal Payments PLC à l'AIM dans le cadre de son projet d'acquisition de Skrill Group pour 1,1 milliard €
 - Une transaction de 531,3 millions \$ US pour Atlassian Corporation PLC au NASDAQ
 - Une transaction de 227,0 millions £ pour Playtech PLC à la Bourse de Londres
 - Deux transactions totalisant 205,8 millions £ pour The Renewables Infrastructure Group Limited à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 200,7 millions £ pour Market Tech Holdings Limited à l'AIM
 - Une transaction de vente de 121 millions £ pour Paysafe Group plc à la Bourse de Londres
 - Trois transactions totalisant 178,2 millions £ pour HICL Infrastructure Company Limited à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 460,1 millions \$ CA pour Pembina Pipeline Corporation à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 402,5 millions \$ CA pour Acasta Enterprises Inc. à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 250,3 millions \$ CA pour Canadian Apartment Properties Real Estate Investment Trust à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 206,9 millions \$ US pour Atara Biotherapeutics, Inc. au NASDAQ
 - Une transaction de 155,2 millions \$ US pour ConforMIS, Inc. au NASDAQ
 - Une transaction de 138,0 millions \$ US pour Penumbra Inc. à la Bourse de New York
 - Une transaction de 117,2 millions \$ US pour vTv Therapeutics Inc. au NASDAQ
 - Une transaction de 110,1 millions \$ US pour Hutchison China Medtech au NASDAQ
 - Une transaction de 250,3 millions \$ CA pour Canadian Apartment Properties Real Estate Investment Trust à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 200,0 millions \$ CA pour AltaGas Ltd. à la Bourse de Toronto
 - Deux transactions totalisant 157,3 millions \$ AU pour Orocobre Limited à la Bourse d'Australie
 - Une transaction de 102,0 millions \$ US pour DP Aircraft I Limited à la Bourse de Londres

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.

- Au Canada, Canaccord Genuity a participé à la mobilisation de 198,7 millions \$ pour des émissions d'obligations gouvernementales et d'obligations de sociétés au cours de l'exercice 2016.
- Au cours de l'exercice 2016, les transactions de fusions et acquisitions et de consultation importantes ont compris les suivantes :
 - Conseiller de Linxens SAS dans le cadre de sa vente à CVC Capital Partners par Astorg Partners pour un montant de 1,5 milliard €
 - Conseiller d'Amica Mature Lifestyles Inc. dans le cadre de sa vente à BayBridge Seniors Housing Inc. pour un montant de 986 millions \$ CA
 - Conseiller de Playtech PLC dans le cadre de l'acquisition de 91,1 % de TradeFX Limited pour un montant de 458,0 millions €
 - Conseiller de COM DEV International Ltd. dans le cadre de la vente de son entreprise d'équipement à Honeywell International Inc. pour un montant de 455 millions \$ CA et de la scission d'exactEarth pour un montant de 125 millions \$ CA
 - Conseiller de NTR Plc dans le cadre de la fermeture de son fonds de placement, NTR Wind, pour un montant de 250 millions €
 - Conseiller de Kicking Horse Energy Inc. dans le cadre de sa vente à ORLEN Upstream Canada pour un montant de 356 millions \$ CA
 - Conseiller de Distech Controls Inc. dans le cadre de sa vente à Acuity Brands Inc. pour un montant de 318 millions \$ CA
 - Conseiller de LED Linear dans le cadre de sa vente à Fagerhult pour un montant de 61 millions €
 - Conseiller de NYX Gaming Group Limited dans le cadre de son acquisition de Chartwell Technology Inc. et de Cryptologic Limited pour un montant de 150 millions \$
 - Conseiller d'Harvest International New Energy, Inc., une filiale de Sunshine Kaidi New Energy Group Co. of China, dans le cadre de l'acquisition d'Alter NRG Corporation pour un montant de 147,0 millions \$ CA
 - Conseiller d'Investcorp, par l'intermédiaire de son véhicule de placement, Orca Bidco Limited, dans le cadre de l'acquisition d'OpSec Security Group PLC pour un montant de 66,7 millions £
 - Conseiller d'Ephesus Lighting, Inc. dans le cadre de sa vente à Eaton Corporation PLC
 - Conseiller d'American Eagle Energy dans le cadre de sa vente à Resource Energy Can-AM LLC
 - Conseiller de CalAmp dans le cadre de l'acquisition de Lojack Corporation pour un montant de 134 millions \$ US
 - Conseiller de CryoLife, Inc. dans le cadre de l'acquisition de On-X Life Technologies Holdings, Inc. pour un montant de 130 millions \$ US
 - Conseiller d'Ashley Park Financial Services Corp. dans le cadre du financement transfrontalier de sa dette
 - Conseiller de Charles Bank Capital Partners dans le cadre de son acquisition de Six Degrees Technology Group Limited
 - Conseiller de Shoe Sensation, Inc. dans le cadre de sa vente à J.W. Childs Associates, L.P.
 - Conseiller de Bridgepoint Development Capital et des actionnaires de Siblu Holdings Limited dans le cadre de la vente de Siblu à Stirling Square Capital Partners
 - Conseiller de Data & Audio-Visual Enterprises Wireless Inc., qui mène ses activités sous le nom Mobilicity, dans le cadre de sa vente à Rogers Communications

GESTION DE PATRIMOINE (MONDIAL)

- À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 252,7 millions \$ au cours de l'exercice 2016.
- Les actifs sous administration au Canada et les actifs sous gestion au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'en Australie totalisaient 32,7 milliards \$ au 31 mars 2016².

GESTION DE PATRIMOINE (AMÉRIQUE DU NORD)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 108,2 millions \$ au cours de l'exercice 2016.
- La perte nette avant impôt compte non tenu des éléments importants s'est établie à 7,5 millions \$¹.
- Les actifs sous administration s'établissaient à 9,2 milliards \$ au 31 mars 2016, en baisse de 14,3 % par rapport à 10,7 milliards \$ à la fin de l'exercice 2015².
- Les actifs sous gestion s'établissaient à 1,3 milliard \$ au 31 mars 2016, en baisse par rapport à 1,6 milliard \$ à la fin de l'exercice 2015².
- Au 31 mars 2016, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 139 équipes de conseillers au Canada³, soit 13 équipes de moins qu'au 31 mars 2015.

GESTION DE PATRIMOINE (ROYAUME-UNI ET EUROPE)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) a généré des produits des activités ordinaires de 138,4 millions \$ et, compte non tenu des éléments importants, a comptabilisé un résultat net de 23,9 millions \$ avant impôt à l'exercice 2016¹.
- Les actifs sous gestion (discrétionnaires et non discrétionnaires) ont atteint 22,8 milliards \$ (12,2 milliards £), une hausse de 4,7 % par rapport à 21,8 milliards \$ (11,6 milliards £) à la fin de l'exercice 2015².
- Au 31 mars 2016, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity regroupait 118 gestionnaires en placement et gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe, soit 4 de plus qu'au 31 mars 2015.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.

3) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

Conjoncture du marché à l'exercice 2016

Au cours du premier semestre de l'exercice 2016, les conditions de la croissance économique dans les marchés émergents et les marchés développés se sont détériorées, ce qui a ravivé les craintes relatives à un ralentissement de la croissance mondiale. Le sentiment négatif des investisseurs a pesé lourdement sur les actifs risqués, plus particulièrement sur le prix des produits de base. La Réserve fédérale américaine (Fed) a également influé sur les marchés financiers mondiaux, alors que les devises des marchés émergents ont chuté sous le poids des attentes à l'égard d'une hausse des taux. De ce fait, de nombreuses banques centrales des marchés émergents ont été forcées de défendre leur devise et de combattre l'inflation en haussant les taux directeurs, ce qui s'est traduit par une croissance économique anémique dans la plupart des marchés émergents. En Chine, le marché boursier a connu un cycle baissier, mais les autorités ont finalement réussi à freiner la dégringolade des actions chinoises grâce à la relance monétaire et budgétaire. En Inde, la Reserve Bank of India (RBI) a également mis en place des mesures de relance dans la région, abaissant les taux d'intérêt de 50 points de base (pdb) en septembre 2015, soit au-delà des attentes. Dans l'ensemble, les conditions monétaires mondiales sont demeurées favorables, ce qui a conduit les banques centrales à accélérer le rythme de la relance monétaire et la Banque centrale européenne (BCE) à poursuivre son programme d'assouplissement quantitatif. Le Conseil de la Réserve fédérale américaine a maintenu son taux cible à zéro, du fait que les conditions de financement mondiales se sont considérablement resserrées. La force du dollar américain, la faiblesse de l'activité manufacturière, la stagnation des salaires et les faibles prix des produits de base sont au nombre des facteurs qui ont gardé la Fed sur la touche. Au Canada, par suite de la baisse des dépenses en immobilisations des producteurs de produits de base et du déficit de la balance commerciale, l'économie a enregistré sa première récession technique depuis la crise financière de 2008 et 2009. La Banque du Canada a reconnu la faiblesse de l'économie au cours du premier semestre de l'année civile 2015 et a réduit son taux cible de 25 pdb au début de juillet.

Au cours du second semestre de l'exercice 2016, la Fed a haussé son taux cible de 25 pdb pour la première fois depuis 2006, du fait de la forte croissance de l'emploi et de l'amélioration de la conjoncture des marchés financiers. Bien que l'inflation ait été inférieure à la cible de 2 % de la Fed, les membres du Federal Open Market Committee (FOMC) considéraient la plupart des facteurs à avoir pesé sur les prix à la consommation comme étant transitoires. Cela dit, la Fed a indiqué que ses futures décisions en matière de politique monétaire continueront de dépendre des données. Dans l'ensemble, l'activité manufacturière et les résultats des sociétés ont souffert du ralentissement de la croissance mondiale et de la force du dollar américain pondéré selon les échanges commerciaux. En mars 2016, la BCE a procédé à deux baisses de taux additionnelles, qui ont porté le taux de la facilité de dépôt à -0,4 %. Suivant l'exemple d'autres banques centrales, la Banque du Japon a elle aussi adopté une politique de taux d'intérêt négatifs en janvier 2016. Pendant ce temps, l'économie chinoise se transforme lentement en une économie axée sur les services plutôt que sur le secteur manufacturier. Les autorités chinoises ont dévalué de façon stable le yuan chinois afin de stimuler la croissance économique au moyen des exportations. Au Canada, l'élection d'un gouvernement libéral et le programme de dépenses très dynamique de celui-ci pourraient éventuellement atténuer l'incidence négative des réductions des dépenses en immobilisations dans les secteurs de l'énergie et des mines. Parallèlement, l'économie canadienne est demeurée au ralenti en raison des faibles prix de l'énergie. La lutte qui oppose les pays de l'OPEP et les autres pays non membres de l'OPEP (particulièrement les producteurs de pétrole de schiste américains) pour conquérir des parts de marché, l'offre excédentaire, la faible croissance de la demande et la force du dollar américain ont entraîné le pétrole brut dans une spirale baissière. Les perspectives d'un ajustement naturel du mécanisme de l'offre et de la demande ainsi qu'une possible interruption de la production par les pays de l'OPEP (qui ne s'est pas matérialisée) sont au nombre des facteurs ayant contribué à freiner la baisse des prix de l'énergie et des produits de base en février 2016. En raison de la dégringolade des prix du pétrole qui a poussé les attentes à l'égard de l'inflation dans un creux comparable à ceux observés pendant la crise financière mondiale de 2008 et 2009, des vives turbulences financières à l'échelle mondiale et de la croissance économique mondiale anémique, la Fed est restée sur la touche au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2016.

La faiblesse de la croissance économique mondiale et l'abondance de l'offre ont nui au prix des produits de base au cours de l'exercice 2016. Les prix du pétrole brut et du cuivre ont tous deux chuté de 20 %, alors que ceux de l'or (+3,9 %) ont profité de la dépréciation du dollar américain (-3,8 %), de la volatilité accrue sur les marchés et des transactions réalisées en vertu des politiques de taux d'intérêt négatifs en Europe et au Japon. L'incidence négative de la baisse des prix des produits de base sur le dollar canadien (-2,4 %) n'a rien d'étonnant. Dans l'ensemble, les actions des sociétés du secteur canadien des ressources (-17,8 %) ont dégagé un rendement inférieur à celui du marché, tandis que les actions cycliques des secteurs autres que celui des ressources (-2,5 %) et les actions défensives (+1,0 %) ont affiché un rendement supérieur à celui du S&P/TSX (-9,4 %). Moins sensible aux prix des produits de base, le S&P 500 a affiché un rendement stable à la clôture de l'exercice (-0,4 %), les rendements des obligations du Trésor américain à 10 ans ont glissé de 16 pdb, et les rendements des obligations de sociétés cotées BAA ont bondi de 41 pdb. Enfin, les faibles prix des produits de base ont particulièrement pesé sur le rendement de l'indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX (-8,4 %).

Perspectives pour l'exercice 2017

Nous sommes d'avis que le monde tirerait profit d'un dollar américain faible mais stable. Pour l'instant, les attentes à l'égard de la croissance mondiale correspondent à ce qui a été observé au cours des dernières années, soit environ 3 %. Il est devenu de plus en plus difficile pour les banques centrales des marchés développés de stimuler la croissance au moyen de politiques monétaires. D'après les nouvelles prévisions de croissance par pays du FMI, nous estimons que les États-Unis (12 %) et les marchés émergents (74 %) contribueront pour 85 % de la croissance du PIB mondial. S'il est vrai que la corrélation entre un fort dollar américain et l'activité économique est négative dans ces deux zones, nous nous attendons à ce qu'une dépréciation du dollar américain soutienne la croissance mondiale. Gardant cette perspective à l'esprit, nous croyons que la Fed restera prudente à l'égard du rythme de son resserrement. Si les avantages de la politique monétaire sont pratiquement épuisés dans les marchés développés, le fardeau relatif aux stimuli monétaires revient aux banques centrales des marchés émergents. La récente appréciation des devises des marchés émergents et les tendances en matière de désinflation sont de bon augure, car elles permettent aux banques centrales dans ces pays de mettre en

œuvre des mesures de relance monétaire et budgétaire pour stimuler la croissance. Ainsi, nous nous attendons à ce que la consommation reste relativement vigoureuse dans les marchés émergents et que l'activité manufacturière se redresse vers la fin de l'exercice à la faveur d'une appréciation des prix des produits de base.

Nous prévoyons que l'activité manufacturière connaîtra une recrudescence à l'échelle mondiale au second semestre de l'exercice 2017, ce qui entraînera une reprise modeste mais synchronisée des économies des marchés développés et des marchés émergents. La réaccélération de la croissance mondiale devrait soutenir les prix des actions et des produits de base. Grâce à la force gravitationnelle des rendements obligataires européens et japonais ainsi qu'à la baisse des taux directeurs dans les marchés émergents, les rendements obligataires américains ne devraient pas afficher un rebond marqué, un autre facteur positif pour les actifs risqués. Bien que l'on s'attende à ce que la Fed normalise graduellement les taux d'intérêt, les conditions du marché de l'emploi aux États-Unis, l'inflation, le dollar américain et les conditions financières à l'échelle mondiale dicteront probablement le rythme de cette normalisation. À notre avis, il est invraisemblable que la Fed hausse les taux d'intérêt avant que l'économie mondiale soit assez robuste pour absorber les conséquences d'un dollar américain plus fort. Cela dit, si les rapports sur l'emploi et l'inflation aux États-Unis restent favorables, la Fed restera probablement sur la touche et les marchés boursiers mondiaux resteront volatils. Dans l'ensemble, nous pensons que les conditions sont en place pour que les marchés boursiers dégagent de meilleurs rendements qu'au cours de l'exercice 2016. Les actions canadiennes devraient continuer de dégager un rendement supérieur à celui de leurs contreparties mondiales, compte tenu de la forte pondération de l'indice S&P/TSX dans le secteur des ressources. La demande pour des titres du secteur des ressources devrait rester vigoureuse, à la faveur de l'amélioration des perspectives de croissance dans les marchés émergents, d'un dollar américain relativement faible et de l'équilibre entre l'offre et la demande qui a été atteint dans de nombreux marchés des produits de base au cours de l'exercice.

En ce qui a trait aux activités sur les marchés des capitaux, nous nous attendons à ce qu'une reprise économique mondiale plus vaste se traduise par des apports plus importants des diverses plateformes géographiques de Canaccord Genuity. Plus particulièrement, nous pensons que, grâce à la remontée des prix des produits de base et des actions dans le secteur des ressources, de meilleures possibilités d'affaires se présenteront. D'abord, la volatilité supérieure à la moyenne dans les régions axées sur les ressources devrait favoriser la vigueur des activités de placement pour compte secondaires. Ensuite, les émissions d'actions devraient être plus nombreuses, car de nombreuses sociétés dans le secteur des ressources doivent encore assainir leur bilan. Enfin, les occasions d'acquisition d'actifs dévalorisés dans le secteur des ressources devraient stimuler les activités de fusions et acquisitions et de consultation. Cela dit, l'incertitude à l'égard du calendrier et de l'ampleur du processus de normalisation de la Fed pourrait donner lieu à plusieurs épisodes de volatilité sur les marchés au cours de l'exercice. Cependant, grâce à la modération des perspectives en matière de récession, à l'abondance des liquidités et aux attentes à l'égard d'une amélioration modérée de l'économie mondiale, les actifs risqués seront davantage favorisés au cours de l'exercice 2017.

Aperçu des exercices précédents – Exercice 2015 par rapport à l'exercice 2014

Le total des produits des activités ordinaires pour l'exercice clos le 31 mars 2015 (exercice 2015) s'est élevé à 880,8 millions \$, en hausse de 25,5 millions \$, ou 3,0 %, par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2014.

Groupe Canaccord Genuity a inscrit une perte nette de 11,3 millions \$ au cours de l'exercice 2015, comparativement à un résultat net de 52,1 millions \$ à l'exercice 2014, attribuable surtout à certains éléments importants qui comprennent les charges de dépréciation du goodwill, les frais de restructuration et le devancement des attributions d'actions en cours par suite du décès de l'ancien chef de la direction. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net pour l'exercice 2015 a été de 39,3 millions \$, en baisse de 29,5 millions \$ par rapport à l'exercice 2014.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.

Aperçu financier

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2016	2015	2014	Variation 2016/2015	
Groupe Canaccord Genuity (GCGI)					
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	376 817 \$	374 058 \$	361 647 \$	2 759 \$	0,7 %
Financement de sociétés	134 207	238 517	221 410	(104 310)	(43,7) %
Honoraires de consultation	158 002	151 336	139 142	6 666	4,4 %
Négociation à titre de contrepartiste	85 559	75 217	91 313	10 342	13,7 %
Intérêts	16 830	22 212	24 549	(5 382)	(24,2) %
Autre	16 390	19 423	17 183	(3 033)	(15,6) %
Total des produits des activités ordinaires	787 805	880 763	855 244	(92 958)	(10,6) %
Charges					
Rémunération au rendement	417 876	455 480	413 289	(37 604)	(8,3) %
Charges salariales	92 981	85 770	91 135	7 211	8,4 %
Autres charges indirectes ³	302 530	305 822	280 746	(3 292)	(1,1) %
Frais de restructuration ⁴	17 352	24 813	5 486	(7 461)	(30,1) %
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs ⁵	321 037	14 535	—	306 502	négl.
Total des charges	1 151 776	886 420	790 656	265 356	29,9 %
Résultat avant impôt sur le résultat	(363 971)	(5 657)	64 588	(358 314)	négl.
Résultat net	(358 567) \$	(11 318) \$	52 057 \$	(347 249) \$	négl.
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(358 471) \$	(13 184) \$	51 413 \$	(345 287) \$	négl.
Participations ne donnant pas le contrôle	(96) \$	1 866 \$	644 \$	(1 962) \$	(105,1) %
Résultat par action ordinaire (RPA) – de base	(4,09) \$	(0,27) \$	0,42 \$	(3,82) \$	négl.
RPA – après dilution	(4,09) \$	(0,27) \$	0,39 \$	(3,82) \$	négl.
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(50,4) %	(2,9) %	4,4 %	(47,5) p.p.	
Dividendes par action ordinaire	0,10 \$	0,25 \$	0,20 \$	(0,15) \$	
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁶	4,99 \$	8,71 \$	9,05 \$	(3,72) \$	
Compte non tenu des éléments importants⁷					
Total des charges	793 862 \$	827 458 \$	770 587 \$	(33 596) \$	(4,1) %
Résultat avant impôt sur le résultat	(6 057) \$	53 305 \$	84 657 \$	(59 362) \$	(111,4) %
Résultat net	(5 995) \$	39 330 \$	68 846 \$	(45 325) \$	(115,2) %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(6 620) \$	36 448 \$	67 211 \$	(43 068) \$	(118,2) %
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	625 \$	2 882 \$	1 635 \$	(2 257) \$	(78,3) %
RPA – après dilution	(0,21) \$	0,25 \$	0,54 \$	(0,46) \$	(184,0) %
Données tirées de l'état de la situation financière					
Total de l'actif	3 424 546 \$	4 369 905 \$	5 014 622 \$	(945 359) \$	(21,6) %
Total du passif	2 665 895	3 242 088	3 831 030	(576 193)	(17,8) %
Participations ne donnant pas le contrôle	8 722	10 275	14 912	(1 553)	(15,1) %
Total des capitaux propres	749 929	1 117 542	1 168 680	(367 613)	(32,9) %
Nombre d'employés	1 795	1 928	2 004	(133)	(6,9) %

- Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne le RCP, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.
- Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée à l'exercice 2016 (40 % à l'exercice 2015 et 50 % à l'exercice 2014).
- Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.
- Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2016 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, à la fermeture de notre bureau à la Barbade dans les Autres établissements à l'étranger, ainsi qu'à des charges liées aux réductions de personnel et à certains changements à la haute direction dans notre secteur Non sectoriel et autres. Les frais de restructuration de l'exercice 2015 se rapportaient à certains changements à la haute direction de notre secteur Non sectoriel et autres, à la fermeture de notre bureau de Genève au sein de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, à certains coûts liés aux biens immobiliers et frais liés à la fermeture de bureaux, ainsi qu'à la réorganisation de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'aux États-Unis. Les frais de restructuration de l'exercice 2014 comprennent des charges engagées principalement relativement à la restructuration de nos activités de ventes et de négociation au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe et certains frais liés à la fermeture de bureaux.
- La dépréciation du goodwill et d'autres actifs pour l'exercice clos le 31 mars 2016 est liée à nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Canada et aux activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour et en Australie. La charge de dépréciation du goodwill comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015 est liée à nos activités à Singapour et en Chine.
- La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre d'actions ordinaires, après dilution, en circulation, y compris les montants estimés relativement aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, et ajusté pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'OPRCNA mais non encore annulées et du nombre estimatif de renoncations relativement aux actions dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.
- Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » ci-dessous.

négl. : négligeable

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2016	2015	2014	Variation 2016/2015	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	787 805 \$	880 763 \$	855 244 \$	(92 958) \$	(10,6) %
Total des charges selon les IFRS	1 151 776	886 420	790 656	265 356	29,9 %
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>					
<i>Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	5 409	6 823	6 742	(1 414)	(20,7) %
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs	321 037	14 535	—	306 502	négl.
Frais de restructuration	11 305	20 997	5 486	(9 692)	(46,2) %
Frais de développement	1 157	—	—	1 157	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>					
<i>Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	6 055	7 591	7 841	(1 536)	(20,2) %
Frais de restructuration	165	783	—	(618)	(78,9) %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur</i>					
<i>Non sectoriel et autres</i>					
Frais de restructuration	5 882	3 033	—	2 849	93,9 %
Frais de développement	6 904	5 200	—	1 704	32,7 %
Total des éléments importants	357 914	58 962	20 069	298 952	négl.
Total des charges compte non tenu des éléments importants	793 862	827 458	770 587	(33 596)	(4,1) %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	(6 057) \$	53 305 \$	84 657 \$	(59 362) \$	(111,4) %
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – ajusté	(62)	13 975	15 811	(14 037)	(100,4) %
Résultat net – ajusté	(5 995) \$	39 330 \$	68 846 \$	(45 325) \$	(115,2) %
RPA – de base, ajusté	(0,21) \$	0,27 \$	0,59 \$	(0,48) \$	(177,8) %
RPA – après dilution, ajusté	(0,21) \$	0,25 \$	0,54 \$	(0,46) \$	(184,0) %

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.
négl. : négligeable

CHANGE

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. Au cours de l'exercice 2016, en regard de l'exercice 2015, la livre sterling et le dollar américain se sont appréciés d'environ respectivement 7,0 % et 14,3 % par rapport au dollar canadien. Cette appréciation a contribué à la hausse de certains postes de produits des activités ordinaires et de charges en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) qui suit.

GOODWILL

Pour déterminer si un test de dépréciation doit être effectué, la Société prend en considération des facteurs tels que sa capitalisation boursière, les conditions du marché et la conjoncture économique générale ainsi que les conditions du marché dans les secteurs clés où elle exerce des activités et l'incidence que ces facteurs pourraient avoir sur les activités de la Société.

L'incidence combinée de la faiblesse des marchés boursiers à l'échelle mondiale et de chacune des principales régions où les unités d'exploitation de la division des marchés des capitaux de la Société mènent leurs activités a entraîné le fléchissement des activités commerciales, la baisse des produits des activités ordinaires et la diminution de la rentabilité de ces unités d'exploitation. Du fait de l'évolution défavorable du contexte commercial, de la faiblesse continue des prix des produits de base et des perspectives moroses pour l'année civile 2016 alors que persistent les conditions économiques négatives, il a été déterminé que la valeur comptable de chacune de nos unités d'exploitation de la division des marchés des capitaux dépassait leur juste valeur, comme établie conformément aux normes comptables applicables. Selon ces normes, la juste valeur doit correspondre à une estimation du prix auquel un actif serait vendu ou un passif serait transféré dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la clôture de la période de présentation de l'information financière dans les conditions du marché à cette date (une valeur de sortie à la date d'évaluation). Au troisième trimestre de l'exercice 2016, la Société a donc établi que la valeur comptable de chacune des unités d'exploitation de la division des marchés des capitaux était supérieure à ses estimations de leur valeur recouvrable, et que le goodwill affecté à ces unités d'exploitation s'était déprécié. Par conséquent, elle a comptabilisé des charges de dépréciation relatives au goodwill affecté aux unités d'exploitation suivantes du secteur Canaccord Genuity : i) Canada – 150,0 millions \$, ii) Royaume-Uni et Europe – 106,9 millions \$, iii) États-Unis – 10,0 millions \$, iv) Autres établissements à l'étranger en Australie – 22,1 millions \$ et v) Autres établissements à l'étranger

à Singapour – 24,3 millions \$. En outre, la Société a comptabilisé des charges de dépréciation respectivement de 1,6 million \$ et de 0,2 million \$ relatives aux immobilisations incorporelles non amorties affectées aux activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour et en Australie. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a également comptabilisé une charge de dépréciation de 6,0 millions \$ liée au matériel et aux aménagements des locaux loués relativement à nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

À partir des estimations préliminaires faites par la direction en ce qui a trait aux produits des activités ordinaires et à la performance opérationnelle, des taux de croissance et d'autres hypothèses qui sont habituellement formulées à l'égard des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé, au 31 mars 2016, que le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée affectés à ses unités d'exploitation de la division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe n'avaient pas subi de perte de valeur. Cette situation pourrait changer du fait de l'incertitude persistante à l'égard de la situation économique. Si le contexte commercial demeurait incertain et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation relative au goodwill affecté aux unités d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ou au goodwill résiduel affecté à Canaccord Genuity au Canada. Si des changements défavorables raisonnablement possibles étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des UGT applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

S'établissant à 787,8 millions \$, les produits des activités ordinaires de l'exercice 2016 ont reculé de 10,6 %, ou 93,0 millions \$, en regard de ceux de l'exercice 2015, principalement en raison d'une baisse des produits tirés des activités de financement de sociétés dans l'ensemble des régions géographiques. Les produits tirés de nos activités sur les marchés des capitaux ont connu un recul de 80,8 millions \$, ou 13,2 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont été 17,1 millions \$, ou 13,7 %, moins élevés à l'exercice 2016 qu'à l'exercice 2015. Notre secteur Non sectoriel et autres a représenté 7,8 millions \$ de la baisse globale des produits des activités ordinaires. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont augmenté de 12,8 millions \$, ou 10,2 %, par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2015.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. Les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 2,8 millions \$, ou 0,7 %, par rapport à ceux de l'exercice 2015 pour s'établir à 376,8 millions \$ à l'exercice 2016. L'apport à cette augmentation de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe et de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis a été respectivement de 12,9 millions \$ et 4,9 millions \$; celui-ci a cependant été contrebalancé par une diminution des produits tirés des commissions et des honoraires dans les autres activités.

Par suite de l'affaiblissement des conditions du marché, les produits tirés des activités de financement de sociétés ont reculé de 104,3 millions \$ pour s'établir à 134,2 millions \$ à l'exercice 2016, par rapport à 238,5 millions \$ à l'exercice 2015. Les produits tirés du financement de sociétés ont reculé dans toutes les régions géographiques, plus particulièrement dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, où ils ont baissé de 57,4 millions \$ sur douze mois. En plus du fléchissement des activités de financement à la période considérée, la clôture de la transaction visant Amaya Gaming au T2/15 avait grandement contribué aux produits tirés du financement de sociétés dans nos activités au Canada pour l'exercice 2015, ce qui explique que les produits tirés du financement de sociétés étaient beaucoup plus élevés à l'exercice précédent qu'à l'exercice considéré.

Les honoraires de consultation de 158,0 millions \$ représentent une augmentation de 6,7 millions \$, ou 4,4 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'intensification des activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, où les honoraires de consultation se sont accrus de 11,2 millions \$, alors qu'un plus grand nombre de transactions a été réalisé à l'exercice 2016 par rapport à l'exercice précédent. La plus forte baisse a été enregistrée dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, soit 4,4 millions \$. Cette baisse provient surtout de la réduction des activités des sociétés.

L'augmentation de 10,3 millions \$ des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste, qui se sont établis à 85,6 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2016, s'explique surtout par la hausse des produits des activités ordinaires enregistrés par le groupe Actions internationales dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis. La hausse des produits tirés des activités de négociation aux États-Unis à titre de contrepartiste ont été contrebalancés par des baisses respectivement de 2,3 millions \$ et 1,2 million \$ dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe. En plus, une perte de 4,0 millions \$ a été enregistrée dans le secteur Non sectoriel et autres relativement à une charge de dépréciation liée à notre placement dans Canadian First Financial Group Inc.

Les produits d'intérêts ont reculé de 5,4 millions \$ par rapport à l'exercice 2016, ce qui est en grande partie imputable à une réduction dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada. Les autres produits qui se sont établis à 16,4 millions \$ ont reculé de 3,0 millions \$, ou 15,6 %, par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2015, en partie en raison de la baisse des profits de change.

CHARGES

Charges en pourcentage des produits des activités ordinaires

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation 2016/2015
Rémunération au rendement	53,0 %	51,7 %	1,3 p.p.
Charges salariales	11,8 %	9,8 %	2,0 p.p.
Autres charges indirectes ¹	38,4 %	34,7 %	3,7 p.p.
Frais de restructuration ^{2, 3}	2,2 %	2,8 %	(0,6) p.p.
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs ⁴	40,8 %	1,6 %	39,2 p.p.
Total	146,2 %	100,6 %	45,6 p.p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

2) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 38.

3) Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2016 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, à la fermeture de notre bureau à la Barbade dans les Autres établissements à l'étranger, ainsi qu'à des charges liées aux réductions de personnel et à certains changements à la haute direction dans notre secteur Non sectoriel et autres. Les frais de restructuration de l'exercice 2015 se rapportaient à certains changements à la haute direction de notre secteur Non sectoriel et autres, à la fermeture de notre bureau de Genève au sein de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, à certains coûts liés aux biens immobiliers et frais liés à la fermeture de bureaux, ainsi qu'à la réorganisation de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'aux États-Unis.

4) La dépréciation du goodwill et d'autres actifs pour l'exercice clos le 31 mars 2016 est liée à nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Canada et à nos activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour et en Australie. La charge de dépréciation du goodwill comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015 est liée à nos activités à Singapour et en Chine.

p.p. : points de pourcentage

Les charges de l'exercice 2016 ont été de 1,2 milliard \$, en hausse de 29,9 %, ou 265,4 millions \$, comparativement à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges s'est établi à 793,9 millions \$, en baisse de 33,6 millions \$, ou 4,1 %, par rapport à celui de l'exercice 2015. En raison de la baisse des produits des activités ordinaires enregistrés au cours de l'exercice et de la nature invariable de certains coûts liés aux infrastructures et coûts indirects, le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 6,8 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2015.

Charge de rémunération

La charge de rémunération au rendement s'est inscrite à 417,9 millions \$, en baisse de 37,6 millions \$, ou 8,3 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, en partie du fait du recul de 10,6 % des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a augmenté de 1,3 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice 2015, pour s'établir à 53,0 % à l'exercice 2016. L'augmentation s'explique principalement par des ajustements apportés à certains comptes de rémunération au rendement au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016. Sous l'effet des conditions de marché défavorables, le solde de certains comptes de rémunération au rendement établis selon notre méthode habituelle a été jugé insuffisant par rapport au solde requis pour fournir une rémunération nécessaire aux principaux employés clés du secteur de la production; par conséquent, par suite d'ajustements à ces comptes, notre charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires a été plus élevée qu'aux trimestres précédents. Les charges salariales de 93,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2016 ont été 7,2 millions \$, ou 8,4 %, plus élevées qu'à l'exercice précédent, principalement en raison de l'incorporation à l'actif, au cours de l'exercice 2015, des coûts salariaux engagés dans le cadre du développement de systèmes et de logiciels dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, alors que ces coûts sont traités comme une charge d'exploitation à l'exercice 2016. Pour ces raisons, la charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a augmenté de 3,3 points de pourcentage en regard de celle de l'exercice 2015, passant de 61,5 % à 64,8 %.

Autres charges indirectes

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation 2016/2015
Frais de négociation	56 998 \$	52 795 \$	8,0 %
Locaux et matériel	40 863	40 281	1,4 %
Communications et technologie	55 975	51 758	8,1 %
Intérêts	10 222	13 424	(23,9) %
Frais d'administration	87 004	94 688	(8,1) %
Amortissement ¹	25 339	28 428	(10,9) %
Frais de développement	26 129	24 448	6,9 %
Total des autres charges indirectes	302 530 \$	305 822 \$	(1,1) %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles respectivement de 11,5 millions \$ et 14,4 millions \$ pour les exercices clos les 31 mars 2016 et 2015. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 38.

Les autres charges indirectes ont diminué de 3,3 millions \$, ou 1,1 %, au cours de l'exercice 2016, ce qui, en pourcentage des produits des activités ordinaires, représente une hausse de 3,7 points de pourcentage par rapport à l'exercice 2015. La diminution globale des autres charges indirectes est principalement attribuable aux baisses des frais d'administration, de la dotation aux amortissements et de la charge d'intérêts, contrebalancées par des hausses des frais de négociation, des frais de développement et des frais liés aux communications et à la technologie.

Les frais d'administration, qui comprennent les réserves, les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les dons, ont baissé de 7,7 millions \$ dans la plupart de nos secteurs d'activité, sous l'effet du fléchissement de l'activité et de l'accent mis sur la compression des coûts. Nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont connu une augmentation de 1,4 million \$ des frais d'administration au cours de l'exercice 2016 par rapport à ceux de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable surtout à la hausse des frais de promotion et de déplacement ainsi que des frais associés au règlement de questions réglementaires.

La dotation aux amortissements a diminué de 3,1 millions \$, ou 10,9 %, comparativement à celle de l'exercice précédent, en partie en raison de la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada. La charge d'intérêts a reculé de 3,2 millions \$ par rapport à celle de l'exercice clos le 31 mars 2015, en raison surtout de la baisse des charges dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis.

Les frais de développement ont augmenté de 1,7 million \$ en regard de l'exercice clos le 31 mars 2015, principalement en raison d'une charge de dépréciation liée à la renonciation d'une attribution d'actions à notre nouveau chef de la direction dans le cadre du régime d'intéressement à long terme par suite de sa nomination au cours de l'exercice 2016. La charge était liée au solde non amorti de cette prime au 31 mars 2016, conformément aux normes comptables applicables. En outre, au cours de l'exercice 2016, une charge de 2,3 millions \$ a été comptabilisée à titre de frais de développement en lien avec un projet de développement de logiciels et le passage à une solution de rechange. Au cours de l'exercice 2015, une charge de 5,2 millions \$ a été comptabilisée dans les frais de développement par suite du devancement du moment de la comptabilisation du coût non constaté des droits attribués à titre de rémunération fondée sur des actions qui étaient détenus par l'ancien chef de la direction de la Société, par suite de son décès à la fin de l'exercice 2015.

La hausse des frais de négociation dans notre groupe Actions internationales aux États-Unis est le principal facteur qui a contribué à l'augmentation de 4,2 millions \$ des frais de négociation à l'exercice 2016 par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2015. Les frais liés aux communications et à la technologie ont augmenté de 4,2 millions \$, essentiellement sous l'effet des hausses enregistrées dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe et dans nos activités de gestion de patrimoine.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a également comptabilisé des frais de restructuration de 17,4 millions \$. Les frais de restructuration engagés au cours de l'exercice 2016 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Canada, à la fermeture de notre bureau à la Barbade, ainsi qu'aux réductions de personnel et à certains changements à la haute direction dans notre secteur Non sectoriel et autres. Les frais de restructuration de 24,8 millions \$ engagés au cours de l'exercice 2015 se rapportent à certains changements à la haute direction de notre secteur Non sectoriel et autres, à la fermeture de notre bureau de Genève au sein de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe et aux coûts liés à la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe de même qu'aux États-Unis.

Au cours de l'exercice 2016, après avoir subi des pertes d'exploitation, un fléchissement des activités commerciales, des baisses des produits des activités ordinaires et après avoir revu à la baisse les prévisions de produits des activités ordinaires, la Société a comptabilisé des charges de dépréciation relatives au goodwill affecté aux activités sur les marchés des capitaux suivantes :

- i) Canada – 150,0 millions \$, ii) Royaume-Uni et Europe – 106,9 millions \$, iii) États-Unis – 10,0 millions \$, iv) Autres établissements à l'étranger en Australie – 22,1 millions \$ et v) Autres établissements à l'étranger à Singapour – 24,3 millions \$.

En outre, la Société a comptabilisé des charges de dépréciation respectivement de 1,6 million \$ et de 0,2 million \$ relatives aux immobilisations incorporelles non amorties affectées aux activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour et en Australie. À l'exercice 2016, la Société a également comptabilisé une charge de dépréciation de 6,0 millions \$ liée au matériel et aux aménagements des locaux loués relativement à nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 14,5 millions \$ relativement au goodwill affecté aux Autres établissements à l'étranger en Chine et à Singapour.

Au cours du deuxième semestre de l'exercice, la Société a pris des mesures visant à rationaliser son infrastructure mondiale et à nous départir de gammes de service au rendement inadéquat, afin de pouvoir réduire considérablement nos coûts fixes et stabiliser notre entreprise pour l'avenir. Bien que ces développements aient eu une incidence négative sur les résultats de l'exercice 2016, la Société prévoit réaliser des économies de coûts au cours du prochain exercice, étant donné que les initiatives de compression des coûts définies au cours de l'exercice 2016 ont été mises en œuvre.

PERTE NETTE

La perte nette de l'exercice 2016 s'est établie à 358,6 millions \$, comparativement à 11,3 millions \$ à l'exercice 2015; cette hausse de 347,2 millions \$ de la perte nette s'explique en grande partie par les charges de dépréciation relatives au goodwill et aux autres actifs qui a été comptabilisée, les frais de restructuration et la baisse importante des produits des activités ordinaires. La perte par action ordinaire a été de 4,09 \$ à l'exercice 2016, comparativement à 0,27 \$ à l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments

importants¹, la perte nette de l'exercice 2016 s'est chiffrée à 6,0 millions \$, contre un résultat net de 39,3 millions \$ à l'exercice 2015, et la perte par action ordinaire a été de 0,21 \$, par rapport à un résultat par action après dilution de 0,25 \$ à l'exercice 2015.

Le recouvrement d'impôt sur le résultat a été de 5,4 millions \$ pour l'exercice 2016, reflétant un taux d'impôt effectif de 1,5 %, comparativement à un taux d'impôt effectif de 100,1 % à l'exercice précédent. La variation du taux d'impôt effectif est principalement attribuable à l'accroissement des éléments non déductibles influant sur le calcul du résultat fiscal, ainsi qu'aux pertes fiscales et aux autres différences temporaires non comptabilisées à l'exercice considéré et aux exercices précédents par certaines filiales à l'extérieur du Canada. Pour une analyse plus détaillée de nos impôts, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables critiques et estimations » du rapport de gestion à la page 63.

Informations financières trimestrielles^{1, 2}

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres jusqu'au 31 mars 2016. Ces informations ne sont pas auditées, mais reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2016				Exercice 2015			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	97 915 \$	95 014 \$	89 182 \$	94 706 \$	100 869 \$	92 123 \$	86 240 \$	94 826 \$
Financement de sociétés	16 898	20 406	31 490	65 413	57 255	27 601	66 289	87 372
Honoraires de consultation	54 616	37 809	43 912	21 665	40 283	22 618	55 741	32 694
Négociation à titre de contrepartiste	25 199	20 202	17 592	22 566	22 621	14 612	17 708	20 276
Intérêts	3 441	3 981	4 334	5 074	4 961	5 045	5 902	6 304
Autre	2 843	4 425	4 092	5 030	6 476	4 472	4 391	4 084
Total des produits des activités ordinaires	200 912	181 837	190 602	214 454	232 465	166 471	236 271	245 556
Total des charges	228 210	532 456	189 103	202 007	260 835	191 991	211 326	222 268
Résultat net avant impôt sur le résultat	(27 298)	(350 619)	1 499	12 447	(28 370)	(25 520)	24 945	23 288
Résultat net	(22 709) \$	(346 388) \$	(431) \$	10 961 \$	(26 322) \$	(21 479) \$	17 614 \$	18 869 \$
Résultat par action – de base	(0,29) \$	(3,91) \$	(0,03) \$	0,08 \$	(0,33) \$	(0,27) \$	0,16 \$	0,16 \$
Résultat par action – après dilution	(0,29) \$	(3,91) \$	(0,03) \$	0,08 \$	(0,33) \$	(0,27) \$	0,14 \$	0,15 \$
Compte non tenu des éléments importants³								
Résultat net	(2 113) \$	(19 144) \$	1 943 \$	13 319 \$	8 820 \$	(14 253) \$	20 746 \$	24 017 \$
Résultat par action – de base	(0,06) \$	(0,25) \$	(0,01) \$	0,10 \$	0,05 \$	(0,19) \$	0,19 \$	0,22 \$
Résultat par action – après dilution	(0,06) \$	(0,25) \$	(0,01) \$	0,10 \$	0,05 \$	(0,19) \$	0,17 \$	0,20 \$

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.

2) Les résultats d'exploitation de nos activités en Australie ont été entièrement consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée à l'exercice 2016 (40 % à l'exercice 2015).

3) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter au tableau « Informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments importants » à la page suivante.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.

INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2016				Exercice 2015			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	200 912 \$	181 837 \$	190 602 \$	214 454 \$	232 465 \$	166 471 \$	236 271 \$	245 556 \$
Total des charges selon les IFRS	228 210	532 456	189 103	202 007	260 835	191 991	211 326	222 268
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>								
Frais de restructuration	8 328	2 977	—	—	20 997	—	—	—
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 346	1 333	1 320	1 410	1 691	1 684	1 707	1 741
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs	—	321 037	—	—	10 000	4 535	—	—
Frais de développement	1 157	—	—	—	—	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>								
Frais de restructuration	165	—	—	—	—	—	—	783
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 471	1 560	1 557	1 467	1 467	1 660	2 224	2 240
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Frais de restructuration	4 582	1 300	—	—	1 433	—	—	1 600
Frais de développement	6 904	—	—	—	5 200	—	—	—
Total des éléments importants	23 953	328 207	2 877	2 877	40 788	7 879	3 931	6 364
Total des charges compte non tenu des éléments importants	204 257	204 249	186 226	199 130	220 047	184 112	207 395	215 904
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	(3 345)	(22 412)	4 376	15 324	12 418	(17 641)	28 876	29 652
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – ajusté	(1 232)	(3 268)	2 433	2 005	3 598	(3 388)	8 130	5 635
Résultat net – ajusté	(2 113) \$	(19 144) \$	1 943 \$	13 319 \$	8 820 \$	(14 253) \$	20 746 \$	24 017 \$
Résultat par action – de base – ajusté	(0,06) \$	(0,25) \$	(0,01) \$	0,10 \$	0,05 \$	(0,19) \$	0,19 \$	0,22 \$
Résultat par action – après dilution – ajusté	(0,06) \$	(0,25) \$	(0,01) \$	0,10 \$	0,05 \$	(0,19) \$	0,17 \$	0,20 \$

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.

2) Les résultats d'exploitation de nos activités en Australie ont été entièrement consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée à l'exercice 2016 (40 % à l'exercice 2015).

Tendances et risques du trimestre

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois la transaction pratiquement conclue. Par conséquent, la date de comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Au cours de l'exercice 2016, nos produits des activités ordinaires ont subi les contrecoups du déclin de la conjoncture des marchés dans les différentes régions géographiques. La division Canaccord Genuity, qui a été touchée par le déclin de la conjoncture des marchés particulièrement au deuxième et au troisième trimestre de l'exercice 2016, a enregistré une augmentation de 13,5 % des produits des activités ordinaires au T4/16 par rapport au T3/16. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont connu une augmentation de 17,8 % des produits des activités ordinaires au T4/16 par rapport au trimestre précédent, mais une diminution de 19,0 % par rapport au T4/15. Nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont continué de souffrir du ralentissement du marché, particulièrement au second semestre de l'exercice 2016. Nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont enregistré une augmentation 10,9 % des produits des activités ordinaires au T4/16 par rapport au T3/16, mais ont enregistré une diminution de 15,7 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du T3/16 et du T4/16, certains

ajustements apportés aux comptes de rémunération au rendement, comme il a été indiqué précédemment, ont nui aux résultats d'exploitation dans nos activités au Canada et au Royaume-Uni.

Les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont diminué légèrement, soit de 2,2 %, par rapport à ceux du T4/15. Au cours des derniers trimestres, les résultats d'exploitation de nos activités aux États-Unis ont subi l'incidence de frais additionnels résultant de certaines initiatives de croissance, notamment l'expansion de nos activités liées aux titres à revenu fixe. Cette expansion a toutefois nettement ralenti en raison des efforts de restructuration déployés au cours des exercices 2015 et 2016. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, les résultats d'exploitation de nos activités aux États-Unis ont été minés par la hausse des frais de négociation tirés des activités de négociation du groupe Actions internationales, l'augmentation des frais associés au règlement de questions réglementaires, ainsi qu'en raison de frais de restructuration.

En raison du fléchissement de l'activité sur les marchés, les produits des activités ordinaires des Autres établissements à l'étranger ont reculé à l'exercice 2016 par rapport à l'exercice 2015. Les produits des activités ordinaires ont reculé de 26,9 % au quatrième trimestre de 2016 par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2015, mais ont augmenté de 43,1 % en regard de ceux du troisième trimestre de 2016.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont souffert de l'affaiblissement de la conjoncture, diminuant de 22,8 % au cours du T4/16 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et demeurent pratiquement inchangés par rapport à ceux du T3/16. Les actifs sous gestion ont également diminué de 19,5 % au T4/16 par rapport à ceux du T4/15, pour s'établir à 1,3 milliard \$ en raison de la détérioration des valeurs de marché et de la baisse du nombre d'équipes de conseillers en placement. Grâce aux efforts soutenus de compression des coûts, les charges ont diminué de 21,7 % par rapport à celle du T4/15 et nos produits tirés des honoraires ont augmenté au cours de l'exercice 2016, pour atteindre 45,7 % au T4/16.

Au cours de l'exercice 2016, la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe a continué de dégager des produits des activités ordinaires stables, générant environ 35,0 millions \$ par trimestre. À la fin du T4/16, les produits tirés des honoraires représentaient 70,8 %, soit 6,2 points de pourcentage de plus qu'au T4/15. Les actifs sous gestion pour ce groupe ont augmenté de 1,0 milliard \$, pour atteindre 22,8 milliards \$ à la fin du T4/16, comparativement à 21,8 milliards \$ à la fin du T4/15.

La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique en grande partie par les profits et les pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien. La charge de dépréciation liée à notre placement dans Canadian First Financial Group Inc. et les frais de développement de logiciels ont également contribué à la perte subie au T3/16.

Rendement du quatrième trimestre de 2016

Les produits des activités ordinaires pour le quatrième trimestre se sont inscrits à 200,9 millions \$, soit 31,6 millions \$, ou 13,6 %, de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout d'une baisse des produits tirés du financement de sociétés, contrebalancée par une croissance des honoraires de consultation. La baisse des produits tirés du financement de sociétés de 40,4 millions \$ par rapport à ceux du T4/15 est attribuable au fléchissement de l'activité dans toutes nos activités, du fait de l'affaiblissement de la conjoncture des marchés. Les produits tirés des honoraires de consultation ont augmenté de 14,3 millions \$ par rapport à ceux du T4/15, essentiellement en raison d'une hausse de 8,5 millions \$ dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada.

Les produits tirés des commissions et des honoraires ont glissé de 3,0 millions \$, surtout dans nos activités de gestion de patrimoine au Canada. Les produits d'intérêts se sont établis à 3,4 millions \$ au T4/16 une baisse de 1,5 million \$ par rapport à ceux du T4/15, principalement en raison de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada. Les autres produits ont baissé de 3,6 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en partie en raison des profits de change moins élevés enregistrés dans notre secteur Non sectoriel et autres. Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont augmenté de 2,6 millions \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2016 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, principalement grâce à la hausse des produits des activités ordinaires générés dans nos activités aux États-Unis, contrebalancée par une baisse dans nos activités au Royaume-Uni et en Europe.

Les charges se sont inscrites à 228,2 millions \$, en baisse de 32,6 millions \$, ou 12,5 %, en regard de celles du T4/15. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 204,3 millions \$, en baisse de 15,8 millions \$, ou 7,2 %, en regard de celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ a baissé en grande partie sous l'effet de la diminution des frais d'administration comparativement au T4/15. Les frais d'administration ont diminué de 3,8 millions \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2016 par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la baisse des frais de promotion et de déplacement et des honoraires professionnels par suite des compressions de coûts et du ralentissement des activités.

Les frais de développement ont augmenté de 3,4 millions \$ par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2015, principalement en raison d'une charge de dépréciation liée à la renonciation d'une attribution d'actions dans le cadre du régime d'intéressement à long terme en octobre 2015 au chef de la direction de la Société, par suite de sa nomination le 1er octobre 2015. La charge était liée au solde non amorti de cette prime au 31 mars 2016, conformément aux normes comptables applicables. À l'exercice 2015, les frais de développement comprenaient une charge de 5,2 millions \$ liée au devancement du moment de la comptabilisation du coût non constaté des droits attribués à titre de rémunération fondée sur des actions qui étaient détenus par l'ancien chef de la direction de la Société, par suite de son décès à la fin de l'exercice 2015.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2016, la Société a comptabilisé des frais de restructuration de 13,1 millions \$ qui se rapportent aux réductions de personnel dans notre secteur des marchés des capitaux et notre secteur Non sectoriel et autres.

La perte nette pour le quatrième trimestre de 2016 s'est établie à 22,7 millions \$, en regard d'une perte nette de 26,3 millions \$ au T4/15. La perte par action ordinaire pour le trimestre considéré a été de 0,29 \$, contre une perte par action ordinaire de 0,33 \$ au T4/15. La valeur comptable par action ordinaire après dilution a diminué, passant de 8,71 \$ au T4/15 à 4,99 \$ au T4/16.

Au T4/16, compte non tenu des éléments importants¹, la perte nette s'est chiffrée à 2,1 millions \$, contre un résultat net de 8,8 millions \$ au T4/15, et la perte par action ordinaire a été de 0,06 \$, par rapport à un résultat par action après dilution de 0,05 \$.

Résultats par secteur d'activité^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars							
	2016				2015			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires								
Canada	131 399 \$	106 654 \$	8 968 \$	247 021 \$	204 585 \$	123 972 \$	16 768 \$	345 325 \$
Royaume-Uni et Europe	145 444	138 359	—	283 803	155 942	125 551	—	281 493
États-Unis	217 411	1 554	—	218 965	202 972	1 367	—	204 339
Autres établissements à l'étranger	38 016	—	—	38 016	49 606	—	—	49 606
Total des produits des activités ordinaires	532 270	246 567	8 968	787 805	613 105	250 890	16 768	880 763
Charges	864 293	214 542	72 941	1 151 776	599 263	223 110	64 047	886 420
Imputations intersectorielles	17 087	21 854	(38 941)	—	11 910	21 683	(33 593)	—
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat	(349 110) \$	10 171 \$	(25 032) \$	(363 971) \$	1 932 \$	6 097 \$	(13 686) \$	(5 657) \$
Compte non tenu des éléments importants ³								
Charges	525 385	208 322	60 155	793 862	556 908	214 736	55 814	827 458
Imputations intersectorielles	17 087	21 854	(38 941)	—	11 910	21 683	(33 593)	—
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat	(10 202) \$	16 391 \$	(12 246) \$	(6 057) \$	44 287 \$	14 471 \$	(5 453) \$	53 305 \$
Nombre d'employés	841	666	288	1 795	901	703	324	1 928

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 20 des états financiers consolidés audités à la page 112.

2) Les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée et incluse dans le secteur Canaccord Genuity à l'exercice 2016 (40 % à l'exercice 2015).

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 38.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity sont divisées en trois secteurs : Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont les principaux secteurs opérationnels, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

CANACCORD GENUITY

Aperçu

Le secteur Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, des services de recherche et des services de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans la région de l'Asie-Pacifique. Canaccord Genuity compte des établissements dans 19 villes réparties dans 9 pays à l'échelle mondiale.

Nos résultats d'exploitation témoignent de la force de notre entreprise mondiale et du succès de nos initiatives visant à diversifier nos sources de produits des activités ordinaires. Pour l'exercice 2016, 75,3 % du total des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity ont été tirés d'activités à l'extérieur du Canada.

Grâce aux initiatives d'expansion mises en œuvre par Canaccord Genuity au cours des dernières années, la Société s'est taillé une place solide à titre de banque d'investissement indépendante mondiale chef de file tournée vers le marché intermédiaire.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.

Au cours de l'exercice 2016, la Société a pris des mesures visant à rationaliser sa structure de direction et à réduire la taille de son effectif mondial afin de simplifier ses activités dans le contexte économique actuel. Ces changements ont été effectués dans le but d'améliorer la collaboration entre les équipes mondiales et d'accélérer la mise en place d'un modèle de service uniforme proposé à nos clients.

Au cours de l'exercice 2016, Canaccord Genuity a participé à un total de 157 transactions de plus de 1,5 million \$ CA pour le compte de clients mondiaux, mobilisant un produit brut de 34,8 milliards \$¹. De ce nombre, Canaccord Genuity a été chef de file pour 66 transactions à l'échelle mondiale, mobilisant un produit total de 4,3 milliards \$. La diversification sectorielle demeure un élément essentiel de la stratégie de la Société. Les produits tirés des ressources ont représenté 10 % du total des produits tirés du financement de sociétés de Canaccord Genuity à l'exercice 2016, contre 14 % à l'exercice 2015. Les transactions liées aux ressources ont représenté 15 % du nombre total de transactions de financement de sociétés de Canaccord Genuity à l'exercice 2016, une légère baisse par rapport à 22 % à l'exercice 2015.

Perspectives

Canaccord Genuity demeure très bien positionnée dans bon nombre des principaux marchés de la Société. Pour l'exercice à venir, la direction prévoit mettre l'accent sur les gains d'efficacité opérationnelle et l'accroissement de la rentabilité en intégrant davantage les aspects de sa plateforme mondiale des marchés des capitaux et en encourageant une plus grande coordination transfrontalière entre nos bureaux partout dans le monde. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice, la Société a commencé à offrir Quest^{MD}, gamme d'outils d'analyse de données, de modèles d'évaluation et de commentaires sur le marché exclusifs et en ligne de Canaccord Genuity, aux clients au Canada et aux États-Unis. D'après le succès suscité par la relance qui a eu lieu au Royaume-Uni et en Europe l'an dernier, la Société s'attend à ce que Quest offre des possibilités de croissance des produits des activités ordinaires et un outil utile pour améliorer nos relations avec les clients.

Selon nous, la plateforme mondiale intégrée de Canaccord Genuity procure un avantage concurrentiel à l'entreprise par rapport à quantité de sociétés axées sur le marché national auxquelles nous livrons concurrence. Les plus petits courtiers régionaux ou locaux sont de plus en plus poussés à se diversifier, et les concurrents internationaux de plus grande envergure affectent des ressources limitées au service des sociétés de croissance. Nous croyons que ce paysage concurrentiel procure à Canaccord Genuity d'importantes possibilités dans le marché intermédiaire mondial, qui est relativement négligé à l'heure actuelle par d'autres banques d'investissement mondiales. Grâce à sa stratégie à l'égard du marché intermédiaire et à l'accent mis sur des secteurs de croissance clés, Canaccord Genuity se distingue de ses concurrents.

On prévoit que le virage persistant vers les systèmes de négociation électroniques et les activités de négociation sur des plateformes parallèles enlèvera aux principales Bourses une part du marché des activités de négociation. Pour faire face à cette situation, Canaccord Genuity offre déjà des services de négociation sur de nombreux systèmes de négociation parallèles (Chi-X, CX2, Alpha, Aequitas, Pure, CSE (Bourse canadienne), Omega, Lynx et Triact). La Société est aussi bien présente aux États-Unis grâce aux services de négociation de certificats américains d'actions étrangères (CAAÉ) et d'actions de sociétés étrangères de notre groupe Actions internationales. La Société continuera de surveiller étroitement l'évolution des marchés des capitaux et du contexte réglementaire.

Canaccord Genuity demeure déterminée à exercer ses activités aussi efficacement que possible pour soutenir sa plateforme mondiale pendant les périodes de ralentissement de l'activité sur les marchés des capitaux. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette dernière continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts d'exploitation à long terme.

Bien que nous ayons confiance en l'avenir, la Société a pris la décision prudente d'équilibrer les investissements dans les initiatives de croissance et sa capacité à générer des profits dans la conjoncture actuelle. En raison de la nature dynamique de notre environnement d'exploitation, nous devons continuer d'afficher une certaine agilité dans la composition de nos activités afin de rester concurrentiels et de répondre aux besoins changeants de nos clients. Pour cette raison, la Société investira de manière disciplinée dans l'ajout de petites équipes dans des marchés verticaux précis ou des gammes de services clés afin de renforcer nos activités dans des régions où nous croyons pouvoir accroître notre part de marché.

L'équipe de direction croit que les investissements réalisés par la Société pour améliorer la présence de Canaccord Genuity dans le monde et élargir son offre de services l'ont très bien positionnée pour l'avenir.

1) Transactions de plus de 1,5 million \$.

RENDEMENT FINANCIER^{1, 2}

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	2016					2015				
	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établissements à l'étranger	Total	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établissements à l'étranger	Total
Produits des activités ordinaires	131 399 \$	145 444 \$	217 411 \$	38 016 \$	532 270 \$	204 585 \$	155 942 \$	202 972 \$	49 606 \$	613 105 \$
Charges										
Rémunération au rendement	68 316	93 110	121 448	24 614	307 488	99 366	100 217	107 787	28 146	335 516
Charges salariales	5 982	7 223	11 669	3 651	28 525	5 226	7 037	9 986	3 404	25 653
Autres charges indirectes	38 313	53 943	88 089	15 593	195 938	49 344	56 562	81 365	15 291	202 562
Frais de restructuration	3 427	3 344	2 039	2 495	11 305	4 006	9 143	7 348	500	20 997
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs	150 000	106 858	15 957	48 222	321 037	—	—	—	14 535	14 535
Total des charges	266 038	264 478	239 202	94 575	864 293	157 942	172 959	206 486	61 876	599 263
Imputations intersectorielles ³	12 074	2 012	3 001	—	17 087	9 508	(602)	3 004	—	11 910
Résultat avant charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat ³	(146 713) \$	(121 046) \$	(24 792) \$	(56 559) \$	(349 110) \$	37 135 \$	(16 415) \$	(6 518) \$	(12 270) \$	1 932 \$
Compte non tenu des éléments importants⁴										
Total des charges	109 052	154 276	221 204	40 853	525 385	150 216	163 816	199 133	43 743	556 908
Imputations intersectorielles ³	12 074	2 012	3 001	—	17 087	9 508	(602)	3 004	—	11 910
Résultat avant charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat ³	10 273 \$	(10 844) \$	(6 794) \$	(2 837) \$	(10 202) \$	44 861 \$	(7 272) \$	835 \$	5 863 \$	44 287 \$
Nombre d'employés	180	279	291	91	841	201	329	269	102	901

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.

2) Les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée et incluse dans le secteur Canaccord Genuity à l'exercice 2016 (40 % à l'exercice 2015).

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 56.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 38.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES**PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY**

Pour les exercices clos les 31 mars

Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :	Variation		
	2016	2015	2016/2015
Canada	24,7 %	33,4 %	(8,7) p.p.
Royaume-Uni et Europe	27,3 %	25,4 %	1,9 p.p.
États-Unis	40,8 %	33,1 %	7,7 p.p.
Autres établissements à l'étranger	7,2 %	8,1 %	(0,9) p.p.
	100,0 %	100,0 %	

p.p. : points de pourcentage

Canaccord Genuity a dégagé des produits des activités ordinaires de 532,3 millions \$, soit 80,8 millions \$, ou 13,2 %, de moins qu'à l'exercice 2015, du fait du ralentissement des activités sur les marchés. Les produits des activités ordinaires ont chuté dans la plupart de nos régions, notamment au Canada, où ils ont diminué de 73,2 millions \$, ou 35,8 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires de nos activités au Royaume-Uni et en Europe et dans nos Autres établissements à l'étranger ont également reculé respectivement de 6,7 % et 23,4 %, du fait de la détérioration de la conjoncture et du déclin des activités des entreprises dans nos secteurs clés dans ces régions. Nos activités aux États-Unis ont généré des produits des activités ordinaires de 217,4 millions \$, en hausse de 7,1 % par rapport à ceux de l'exercice 2015.

Activités de financement de sociétés

Au cours de l'exercice 2016, la Société a davantage diversifié ses secteurs cibles, 85 % des transactions s'étant produites dans les secteurs autres que ceux des mines et métaux et de l'énergie, qui contribuent traditionnellement pour une importante partie des produits des activités ordinaires de la Société.

Les transactions réalisées par Canaccord Genuity par secteurs cibles, et les produits qui en sont tirés, sont présentés en détail ci-après.

CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE

Transactions et produits de financement de sociétés par secteur

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2016	
	En % des transactions de financement de sociétés	En % des produits de financement de sociétés
Technologie	10,3 %	22,6 %
Soins de santé et sciences de la vie	19,6 %	26,8 %
Métaux et mines	8,8 %	7,6 %
Immobilier et hôtellerie	13,7 %	10,2 %
Développement durable	2,0 %	4,1 %
Énergie	5,9 %	2,7 %
Produits financiers	29,9 %	13,2 %
Produits de consommation et de détail	3,9 %	6,8 %
Infrastructure	2,0 %	1,2 %
Médias et télécommunications	0,0 %	0,2 %
Services de soutien	0,0 %	(0,1) %
Transport et produits industriels	0,0 %	1,6 %
Divers	3,9 %	3,1 %
Total	100,0 %	100,0 %

CANACCORD GENUITY – PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE**Transactions de financement de sociétés par secteur (en % des transactions de financement de sociétés pour chaque région géographique)**

Pour l'exercice clos le 31 mars 2016

Secteurs	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établissements à l'étranger
Technologie	4,2 %	21,4 %	11,1 %	29,6 %
Soins de santé et sciences de la vie	5,1 %	14,3 %	60,0 %	18,5 %
Métaux et mines	8,5 %	7,1 %	0,0 %	25,9 %
Immobilier et hôtellerie	14,4 %	28,8 %	11,2 %	7,5 %
Développement durable	0,8 %	7,1 %	4,4 %	0,0 %
Énergie	5,1 %	0,0 %	8,9 %	7,4 %
Produits financiers	50,0 %	7,1 %	0,0 %	3,7 %
Produits de consommation et de détail	3,4 %	7,1 %	4,4 %	3,7 %
Infrastructure	1,7 %	7,1 %	0,0	3,7 %
Médias et télécommunications	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Services de soutien	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Transport et produits industriels	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Divers	6,8 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Produits tirés du financement de sociétés par secteur (en % des produits tirés du financement de sociétés par secteur pour chaque région géographique)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2016

Secteurs	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établissements à l'étranger
Technologie	23,4 %	41,2 %	10,8 %	11,7 %
Soins de santé et sciences de la vie	13,2 %	3,8 %	57,6 %	26,6 %
Métaux et mines	8,6 %	0,2 %	0,3 %	31,9 %
Immobilier et hôtellerie	21,5 %	13,3 %	3,4 %	2,5 %
Développement durable	0,0 %	3,1 %	7,3 %	5,2 %
Énergie	7,4 %	0,0 %	2,5 %	1,3 %
Produits financiers	18,8 %	28,7 %	2,0 %	0,7 %
Produits de consommation et de détail	1,3 %	1,0 %	15,1 %	8,8 %
Infrastructure	0,3 %	2,1 %	0,0 %	3,0 %
Médias et télécommunications	0,8 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Services de soutien	(0,3) %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Transport et produits industriels	0,0 %	5,6 %	0,0 %	0,0 %
Divers	5,0 %	1,0 %	1,0 %	8,3 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

CHARGES

Les charges de l'exercice 2016 se sont élevées à 864,3 millions \$, en hausse de 265,0 millions \$, ou 44,2 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges s'est établi à 525,4 millions \$ pour l'exercice 2016, en baisse de 31,5 millions \$, ou 5,7 %, par rapport à celui de l'exercice 2015.

Rémunération au rendement et charges salariales

Pour l'exercice 2016, la charge de rémunération au rendement a baissé de 28,0 millions \$, ou 8,4 %, par rapport à celle de l'exercice 2015, en partie du fait du recul des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a augmenté de 3,0 points de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2015, pour s'établir à 57,8 % à l'exercice 2016. Les charges salariales pour l'exercice 2016 se sont accrues de 2,9 millions \$, ou 11,2 %, par rapport à celles de l'exercice 2015. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est élevée à 63,1 %, en hausse de 4,2 points de pourcentage pour l'exercice clos le 31 mars 2016.

Sous l'effet des conditions de marché défavorables, le solde de certains comptes de rémunération au rendement établis selon notre méthode habituelle a été jugé insuffisant par rapport au solde requis pour fournir une rémunération nécessaire aux principaux employés clés du secteur de la production; par conséquent, par suite d'ajustements à ces comptes, notre charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires a été plus élevée qu'aux exercices précédents. En raison de ces ajustements, nos activités aux États-Unis ont connu une hausse de 3,2 points de pourcentage de leur ratio de rémunération totale, laquelle a été neutralisée par une augmentation des produits des activités ordinaires. Au Canada, la rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 5,4 points de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2015, pour atteindre 56,5 % à l'exercice 2016, par suite d'ajustements apportés aux comptes de rémunération; cette augmentation a été contrebalancée par une diminution de la rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions. Dans nos activités au Royaume-Uni et en Europe ainsi que dans nos Autres établissements à l'étranger, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté respectivement de 0,2 point de pourcentage et 10,7 points de pourcentage par suite des ajustements apportés aux comptes de rémunération ainsi que d'une baisse des produits des activités ordinaires.

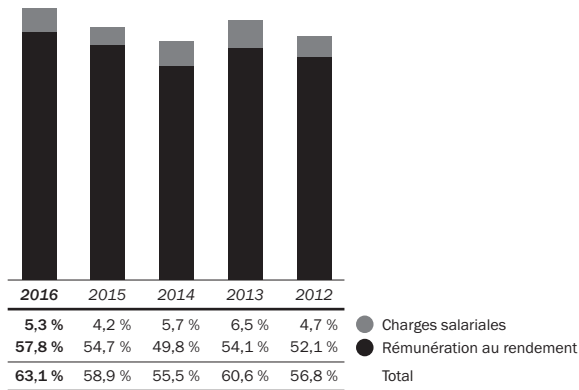
Charge de rémunération au rendement de Canaccord Genuity exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires par région

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation 2016/2015
Charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires			
Canada	52,0 %	48,6 %	3,4 p.p.
Royaume-Uni et Europe	64,0 %	64,3 %	(0,3) p.p.
États-Unis	55,9 %	53,1 %	2,8 p.p.
Autres établissements à l'étranger	64,7 %	56,7 %	8,0 p.p.
Canaccord Genuity (total)	57,8 %	54,7 %	3,1 p.p.

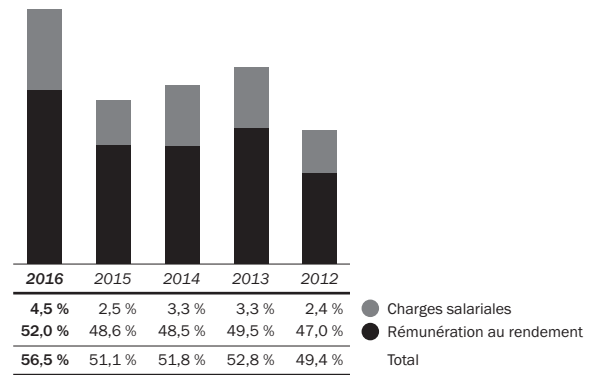
p.p. : points de pourcentage

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.

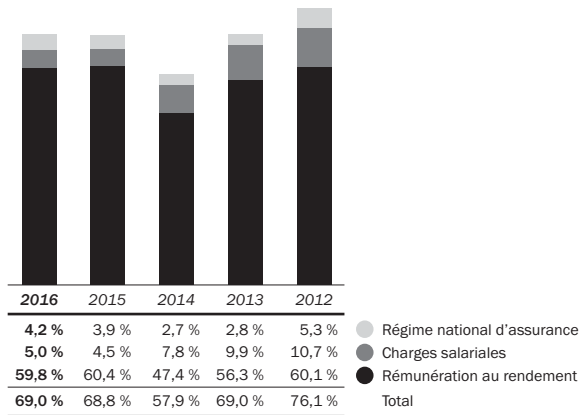
RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE



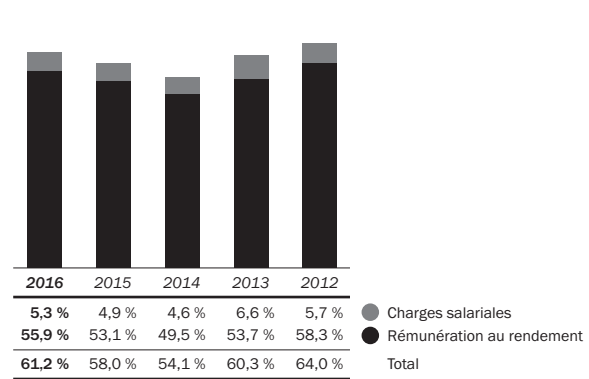
RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – CANADA



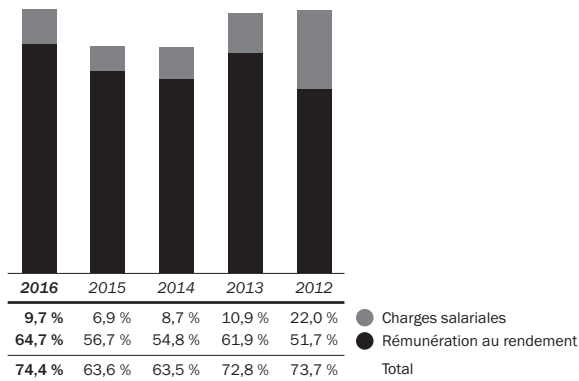
RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – ROYAUME-UNI ET EUROPE



RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – ÉTATS-UNIS



RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – AUTRES ÉTABLISSEMENTS À L'ÉTRANGER



Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes compte non tenu des éléments importants¹ ont été de 189,4 millions \$ pour l'exercice 2016, soit 6,3 millions \$ de moins qu'à l'exercice précédent. Les plus importantes fluctuations des autres charges indirectes ont été une baisse de 4,2 millions \$ des frais d'administration, une diminution de 2,9 millions \$ de la charge d'intérêts, un recul de 1,5 million \$ de la dotation aux amortissements et une réduction de 1,6 million \$ des frais de développement; ces éléments ont été contrebalancés par une hausse de 3,0 millions \$ des frais liés aux communications et à la technologie.

La diminution de 2,9 millions \$ de la charge d'intérêts par rapport à celle de l'exercice précédent est attribuable au ralentissement de nos activités au Canada.

Les frais d'administration ont baissé de 4,2 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice 2015, ce qui s'explique principalement par le recul des honoraires professionnels dans nos activités aux États-Unis et la diminution des frais de promotion et de déplacement dans nos activités au Canada et au Royaume-Uni.

S'élevant à 13,9 millions \$, la dotation aux amortissements a reculé de 1,5 million \$ en regard de celle de l'exercice précédent, par suite de la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles dans nos activités au Canada.

S'établissant à 37,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2016, les frais liés aux communications et à la technologie ont connu une hausse de 3,0 millions \$, principalement dans nos activités aux États-Unis.

Les frais de développement ont diminué de 1,6 million \$ en regard de l'exercice précédent, pour s'établir à 7,9 millions \$ à l'exercice 2016, en raison essentiellement de la diminution des primes de recrutement dans nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe, laquelle a été contrebalancée par une hausse au Canada.

Au cours de l'exercice 2016, le secteur Canaccord Genuity a comptabilisé des frais de restructuration de 11,3 millions \$ qui se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Canada ainsi qu'à la fermeture de notre bureau à la Barbade. En outre, la Société a comptabilisé des charges de dépréciation relatives au goodwill affecté aux activités sur les marchés des capitaux suivantes : i) Canada – 150,0 millions \$, ii) Royaume-Uni et Europe – 106,9 millions \$, iii) États-Unis – 10,0 millions \$, iv) Autres établissements à l'étranger en Australie – 22,1 millions \$ et v) Autres établissements à l'étranger à Singapour – 24,3 millions \$. La Société a aussi comptabilisé des charges de dépréciation respectivement de 1,6 million \$ et de 0,2 million \$ relatives aux immobilisations incorporelles non amorties affectées aux activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour et en Australie. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a également comptabilisé une charge de dépréciation de 6,0 millions \$ liée au matériel et aux aménagements des locaux loués relativement à nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 349,1 millions \$ pour l'exercice 2016, contre un résultat net de 1,9 million \$ pour l'exercice 2015. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 10,2 millions \$, contre un résultat net de 44,3 millions \$ pour l'exercice 2015. La baisse du résultat net compte non tenu des éléments importants¹ s'explique principalement par le recul des produits des activités ordinaires, la hausse du ratio de rémunération par suite de certains ajustements aux comptes de rémunération ainsi que par des augmentations de certaines charges indirectes qui ont été engagées pour soutenir les activités.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Aperçu

La division de gestion de patrimoine de Groupe Canaccord Genuity offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement pour des transactions de financement de sociétés et des transactions mettant en jeu du capital de risque. La Société mène maintenant des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'en Australie.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity compte des bureaux à cinq établissements au Royaume-Uni et en Europe, notamment au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man. Les produits des activités ordinaires de cette entreprise proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille. À 70,1 % pour l'exercice 2016, la proportion des produits des activités ordinaires tirés des activités de gestion de patrimoine tarifées dans cette région est beaucoup plus importante qu'au Canada et en Australie. L'entreprise sert des clients au Royaume-Uni et hors du Royaume-Uni et leur offre des options de placement dans des produits financiers exclusifs ou de tierces parties, y compris 25 fonds gérés par les gestionnaires de portefeuille de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Au 31 mars 2016, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity avait 13 bureaux dans l'ensemble du Canada, y compris cinq bureaux de gestion de patrimoine indépendante. Au cours de l'exercice 2016, la Société a poursuivi le repositionnement stratégique de sa division canadienne de gestion de patrimoine pour satisfaire les besoins d'une clientèle vieillissante plus conservatrice en fournissant des services complets de planification financière. La Société a grandement amélioré ses programmes de formation au cours des dernières

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.

années pour que les équipes de conseillers, ses experts en placement et ses gestionnaires de fonds possèdent l'expertise nécessaire pour fournir des conseils complets en gestion de patrimoine.

Perspectives

Les priorités de la direction en ce qui concerne Gestion de patrimoine Canaccord Genuity consisteront à accroître les actifs sous administration et sous gestion et à augmenter la proportion des produits tirés des activités tarifées. En disposant d'un plus grand nombre de sources récurrentes de produits, nous nous attendons à réduire considérablement notre dépendance aux produits tirés des transactions au cours des années à venir, ce qui rendra notre entreprise moins sensible aux variations des conditions de marché.

La division tirant 70,1 % de ses produits des activités ordinaires des activités tarifées récurrentes, les sources de revenus générées par les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe contribuent à améliorer la stabilité de son rendement global. Les avoirs des clients dans nos produits de gestion de placement internes se chiffrent à plus de 1 milliard \$ et suscitent un intérêt de plus en plus marqué chez les sociétés de fonds intermédiaires nationales et internationales. La Société continuera à saisir des occasions de croissance stratégiques afin d'accroître la présence de son entreprise de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

Au Canada, la Société mettra l'accent sur l'amélioration des marges, la gestion des coûts et la croissance de l'entreprise grâce à un recrutement et à une formation ciblés. Bien que le contexte d'embauche demeure compétitif, nous nous attendons à avoir du succès à long terme en la matière dans des marchés choisis, grâce aux avantages tirés de notre plateforme mondiale améliorée. La Société prévoit également investir davantage dans ses programmes de formation pour les conseillers en placement, nouveaux et actuels, afin de poursuivre le perfectionnement de nos équipes de conseillers et de soutenir la croissance des services tarifés de notre entreprise canadienne. Malgré les conditions de marché difficiles, nous restons fortement déterminés à attirer et à retenir des conseillers compétents, à investir dans des programmes de formation et à bâtir une gamme complète de produits de grande qualité visant à attirer des investisseurs fortunés et à aider nos conseillers à élargir leurs activités.

Les activités de gestion de patrimoine de la Société en Australie sont toujours relativement modestes. Toutefois, il devrait y avoir une expansion grâce à un recrutement ciblé et au développement de services et de produits de gestion de patrimoine dans ce marché.

RENDEMENT FINANCIER – AMÉRIQUE DU NORD^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2016	2015	Variation 2016/2015	
Produits des activités ordinaires	108 208 \$	125 339 \$	(17 131) \$	(13,7) %
Charges				
Rémunération au rendement	51 707	62 813	(11 106)	(17,7) %
Charges salariales	11 652	12 188	(536)	(4,4) %
Autres charges indirectes	32 675	39 957	(7 282)	(18,2) %
Frais de restructuration	165	—	165	100,0 %
Total des charges	96 199	114 958	(18 759)	(16,3) %
Imputations intersectorielles ³	19 664	17 483	2 181	12,5 %
Résultat avant charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat ³	(7 655) \$	(7 102) \$	(553) \$	(7,8) %
ASG – Canada (discrétionnaires) ⁴	1 257	1 561	(304)	(19,5) %
ASA – Canada ⁵	9 192	10 729	(1 537)	(14,3) %
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	139	152	(13)	(8,6) %
Nombre d'employés	354	400	(46)	(11,5) %
Compte non tenu des éléments importants⁶				
Total des charges	96 034 \$	114 958 \$	(18 924) \$	(16,5) %
Imputations intersectorielles ³	19 664	17 483	2 181	12,5 %
Résultat avant charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat ³	(7 490)	(7 102)	(388)	(5,5) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, des ASA, des ASG, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.

2) Comprend les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 56.

4) Les ASG représentent les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT.

5) Les ASA représentent la valeur de marché des biens du client qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires.

6) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 38.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont chiffrés à 108,2 millions \$, une baisse de 17,1 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice 2015, qui s'explique par une détérioration des conditions du marché et une baisse des activités des clients et des transactions de financement de sociétés. Bien que nos produits de comptes à frais fixes et de gestion d'actifs exclusifs poursuivent leur croissance, la faiblesse continue des activités de financement de sociétés pèse toujours sur les commissions et les honoraires dans nos activités canadiennes de gestion de patrimoine, un canal de distribution clé pour nos transactions sur les marchés des capitaux.

Les ASA – Canada ont affiché un recul de 14,3 %, passant de 10,7 milliards \$ au 31 mars 2015 à 9,2 milliards \$ au 31 mars 2016, qui s'explique par la détérioration des valeurs de marché et un moins grand nombre d'équipes de conseillers en placement. Au Canada, les ASG ont également reculé de 19,5 % par rapport à ceux de l'exercice 2015. On comptait 139 équipes de conseillers au Canada, soit 13 de moins qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Amérique du Nord ont crû de 10,3 points de pourcentage par rapport à ceux de l'exercice précédent et ont représenté 43,9 % des produits de gestion de patrimoine générés au Canada au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016.

Pour l'exercice considéré, les charges se sont élevées à 96,2 millions \$, en baisse de 18,8 millions \$, ou 16,3 %, par rapport à celles de l'exercice 2015. Les efforts constants de compression des coûts ont entraîné une diminution du total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires de 2,8 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement a reculé de 11,1 millions \$ par rapport à celle de l'exercice 2015, du fait de la diminution des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 1,3 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent du fait de la baisse de la rémunération fixe.

Les charges autres que de rémunération pour l'exercice clos le 31 mars 2016 ont été de 7,3 millions \$ moins élevées que celles de l'exercice 2015. L'accent maintenu sur les compressions des coûts a donné lieu à une baisse de 2,3 millions \$ des frais d'administration et à un recul de 1,1 million \$ des frais de développement. Les frais de négociation ont diminué de 1,3 million \$ en raison d'une modification apportée à la manière d'imputer certains frais de négociation, de compensation et de règlement de notre secteur Non sectoriel et autres. Les frais de restructuration ont été de 0,2 million \$ pour l'exercice 2016 du fait des réductions du personnel.

La perte avant impôt sur le résultat pour l'exercice 2016 s'est inscrite à 7,7 millions \$ par rapport à 7,1 millions \$ à l'exercice 2015, une légère hausse de 0,6 million \$ malgré le recul de 13,7 % des produits des activités ordinaires.

RENDEMENT FINANCIER – ROYAUME-UNI ET EUROPE¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2016	2015	Variation 2016/2015	
Produits des activités ordinaires	138 359 \$	125 551 \$	12 808 \$	10,2 %
Charges				
Rémunération au rendement	50 146	45 407	4 739	10,4 %
Charges salariales	23 454	18 573	4 881	26,3 %
Autres charges indirectes	44 743	43 389	1 354	3,1 %
Frais de restructuration	—	783	(783)	(100,0) %
Total des charges	118 343	108 152	10 191	9,4 %
Imputations intersectorielles ²	2 190	4 200	(2 010)	(47,9) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	17 826 \$	13 199 \$	4 627 \$	35,1 %
ASG – Royaume-Uni et Europe ³	22 791	21 763	1 028	4,7 %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds –				
Royaume-Uni et Europe	118	114	4	3,5 %
Nombre d'employés	312	303	9	3,0 %
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Total des charges	112 288 \$	99 778 \$	12 510 \$	12,5 %
Imputations intersectorielles ²	2 190	4 200	(2 010)	(47,9) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	23 881	21 573	2 308	10,7 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, des ASG, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 56.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 38.

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations des conditions. Pour l'exercice 2016, les produits des activités ordinaires ont atteint 138,4 millions \$, une hausse de 10,2 % par rapport à ceux de l'exercice 2015, essentiellement attribuable aux produits tirés des honoraires par suite de l'augmentation de la taille et de la valeur de marché des comptes gérés.

Au 31 mars 2016, les ASG – Royaume-Uni et Europe se sont inscrits à 22,8 milliards \$, soit 1,0 milliard \$ de plus qu'au 31 mars 2015, alors qu'ils étaient de 21,8 milliards \$. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont représenté 70,1 % du total des produits des activités ordinaires de cette région, soit une augmentation de 1,8 point de pourcentage par rapport à l'exercice 2015. Ces activités affichent une proportion plus élevée de produits tirés des honoraires et de comptes gérés que nos activités de gestion de patrimoine au Canada.

La charge de rémunération au rendement s'est établie à 50,1 millions \$, en hausse de 4,7 millions \$, ou 10,4 %, par rapport à celle de l'exercice 2015, ce qui est conforme à l'augmentation de 10,2 % des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement.

S'établissant à 23,5 millions \$ au 31 mars 2016, les charges salariales ont connu une hausse de 4,9 millions \$. Cette hausse est en grande partie attribuable à l'incorporation à l'actif, au cours de l'exercice 2015, des coûts salariaux engagés à l'égard du développement de systèmes et de logiciels avant leur mise en service. Ces coûts sont maintenant traités comme une charge d'exploitation. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est accrue de 2,2 points de pourcentage pour atteindre 53,2 % pour l'exercice clos le 31 mars 2016.

Les autres charges indirectes ont enregistré une hausse de 1,4 million \$ en regard de celles de l'exercice précédent, sous l'effet d'une augmentation de 1,0 million \$ des frais de négociation et d'une augmentation de 1,3 million \$ des frais liés aux communications et à la technologie, principalement à l'appui de la croissance dans cette région.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 17,8 millions \$, comparativement à 13,2 millions \$ pour l'exercice précédent, surtout grâce à la hausse des produits des activités ordinaires inscrits au cours de l'exercice 2016. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 23,9 millions \$, en hausse de 10,7 % par rapport à l'exercice précédent.

SECTEUR NON SECTORIEL ET AUTRES

Aperçu

Le secteur Non sectoriel et autres comprend Services de correspondants Pinnacle, les intérêts, les produits liés au change et les charges qui ne sont pas spécifiquement attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les Services de correspondants Pinnacle offrent des services d'exécution d'ordres, de compensation, de règlement, de garde ainsi que d'autres services de suivi de marché et d'arrière-guichet à des remisiers, à des gestionnaires de portefeuille et à d'autres intermédiaires financiers. Cette division a été créée en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que la Société a fait dans son infrastructure de technologie de l'information et d'exploitation.

Ce secteur comprend également les groupes de services d'administration, d'exploitation et de soutien de Groupe Canaccord Genuity Inc., qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des services juridiques, des finances et des autres fonctions administratives. La Société compte 288 employés dans le secteur Non sectoriel et autres. La plupart des fonctions de soutien administratif de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont établies à Vancouver et à Toronto, au Canada.

Notre groupe de l'exploitation est responsable de toutes les activités liées au traitement des transactions sur titres, dont la compensation et le règlement des transactions sur titres, la gestion de comptes ainsi que la garde des titres des clients. Le service des finances s'occupe de la comptabilité et des contrôles financiers internes et de la présentation de l'information financière et réglementaire externe; quant au service de la conformité, il est responsable de la surveillance de la solvabilité et des comptes de la clientèle conformément à certaines exigences réglementaires de nature juridique et financière. Les activités de gestion des risques et les activités de conformité de Groupe Canaccord Genuity Inc. incluent des procédures qui permettent de repérer, de contrôler, de mesurer et de surveiller l'exposition au risque de la Société à tout moment.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.

Perspectives

RENDEMENT FINANCIER¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2016	2015	Variation 2016/2015	
Produits des activités ordinaires	8 968 \$	16 768 \$	(7 800) \$	(46,5) %
Charges				
Rémunération au rendement	8 535	11 744	(3 209)	(27,3) %
Charges salariales	29 350	29 356	(6)	—
Autres charges indirectes	29 174	19 914	9 260	46,5 %
Frais de restructuration	5 882	3 033	2 849	93,9 %
Total des charges	72 941	64 047	8 894	13,9 %
Imputations intersectorielles ²	(38 941)	(33 593)	(5 348)	(15,9) %
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ²	(25 032) \$	(13 686) \$	(11 346) \$	(82,9) %
Nombre d'employés	288	324	(36)	(11,1) %
Compte non tenu des éléments importants³				
Total des charges	60 155 \$	55 814 \$	4 341 \$	7,8 %
Imputations intersectorielles ²	(38 941)	(33 593)	(5 348)	(15,9) %
Résultat avant charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat ²	(12 246)	(5 453)	(6 793)	(124,6) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.

2) Le résultat avant la charge ou le recouvrement d'impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » ci-après.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 38.

S'établissant à 9,0 millions \$, les produits des activités ordinaires ont connu une baisse de 7,8 millions \$, ou 46,5 %, au cours de l'exercice 2016 par rapport à l'exercice 2015, essentiellement en raison d'une charge de dépréciation de 4,0 millions \$ relative à notre placement dans Canadian First Financial Group Inc. et ainsi que d'un recul des profits de change.

Le total des charges s'est élevé à 72,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2016, soit 8,9 millions \$, ou 13,9 %, de plus qu'à l'exercice précédent. Les autres charges indirectes ont augmenté de 9,3 millions \$ sur douze mois, essentiellement sous l'effet de la hausse de 4,9 millions \$ des frais de négociation par suite d'une modification apportée à la manière d'imputer certains frais de négociation, de compensation et de règlement dans les secteurs Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les frais de développement ont enregistré une hausse de 4,6 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2015, principalement en raison de la charge comptable hors trésorerie liée à la renonciation à une prime à long terme octroyée à notre nouveau chef de la direction dans le cadre de sa nomination à l'exercice 2016. La charge comptable a trait au solde non amorti de cette prime au 31 mars 2016 conformément aux normes comptables applicables. Des frais de développement de logiciels de 2,3 millions \$ ont également été comptabilisés à l'exercice 2016, du fait qu'un projet de développement de logiciels a pris fin. À l'exercice 2015, les frais de développement comprenaient une charge de 5,2 millions \$ liée au devancement du moment de la comptabilisation du coût non amortis des droits attribués à titre de rémunération fondée sur des actions qui étaient détenus par l'ancien chef de la direction de la Société. Les frais liés aux locaux et au matériel ont aussi augmenté de 1,3 million \$ par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2015. Ces éléments ont été annulés par une baisse de 1,0 million \$ des frais d'administration et par une diminution de 0,8 million \$ de la dotation aux amortissements.

Des frais de restructuration de 5,9 millions \$ ont été comptabilisés au cours de l'exercice 2016 relativement à certains changements à la haute direction et aux réductions de personnel au Canada.

La perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 25,0 millions \$ pour l'exercice 2016, contre 13,7 millions \$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 12,2 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2016, comparativement à 5,5 millions \$ pour l'exercice précédent.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation dans la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces divisions.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 30.

Situation financière

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous.

(en milliers \$ CA)	Données du bilan aux 31 mars				
	2016	2015	2014	2013	2012
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	428 329 \$	322 324 \$	364 296 \$	491 012 \$	814 238 \$
Titres détenus	564 746	848 128	1 143 201	924 337	1 171 988
Créances clients	2 041 150	2 491 488	2 785 898	2 513 958	3 081 640
Impôt sur le résultat à recevoir	12 537	5 295	3 983	—	8 301
Actifs d'impôt différé	11 221	10 148	9 735	12 552	3 959
Placements	5 578	8 693	9 977	3 695	9 493
Matériel et aménagements des locaux loués	37 049	43 373	50 975	42 979	51 084
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	323 936	640 456	646 557	614 969	622 020
Total de l'actif	3 424 546 \$	4 369 905 \$	5 014 622 \$	4 603 502 \$	5 762 723 \$
Passif et capitaux propres					
Dettes bancaires	14 910 \$	20 264 \$	— \$	66 138 \$	75 141 \$
Facilité de crédit à court terme	—	—	—	—	150 000
Titres vendus à découvert	427 435	654 639	913 913	689 020	914 649
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 185 047	2 527 636	2 877 933	2 726 735	3 550 600
Provisions	18 811	14 320	10 334	20 055	39 666
Impôt sur le résultat à payer	4 242	8 172	10 822	4 428	—
Contrepartie éventuelle	—	—	—	14 218	—
Passifs d'impôt différé	450	2 057	3 028	2 576	8 088
Dettes subordonnées	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Capitaux propres	749 929	1 117 542	1 168 680	1 049 163	992 125
Participations ne donnant pas le contrôle	8 722	10 275	14 912	16 169	17 454
Total du passif et des capitaux propres	3 424 546 \$	4 369 905 \$	5 014 622 \$	4 603 502 \$	5 762 723 \$

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 428,3 millions \$ au 31 mars 2016, contre 322,3 millions \$ au 31 mars 2015. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation de trésorerie et sources de financement ».

S'établissant à 564,9 millions \$ au 31 mars 2016, les titres détenus ont baissé en regard de 848,1 millions \$ au 31 mars 2015, surtout en raison d'une baisse des titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus.

Les créances clients s'inscrivaient à 2,0 milliards \$ au 31 mars 2016, en comparaison de 2,5 milliards \$ au 31 mars 2015; cette baisse s'explique surtout par une diminution des montants à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières.

Au 31 mars 2016, le goodwill atteignait 203,7 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 120,2 millions \$. Au 31 mars 2015, le goodwill et les immobilisations incorporelles s'établissaient respectivement à 505,6 millions \$ et à 134,9 millions \$, ce qui représente le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'une participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. Comme expliqué dans les sections précédentes, la Société a comptabilisé des charges de dépréciation du goodwill affecté aux activités sur les marchés des capitaux suivantes au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016 : i) Canada – 150,0 millions \$, ii) Royaume-Uni et Europe – 106,9 millions \$, iii) États-Unis – 10,0 millions \$, iv) Autres établissements à l'étranger en Australie – 22,1 millions \$ et v) Autres établissements à l'étranger à Singapour – 24,3 millions \$. En outre, la Société a comptabilisé des charges de dépréciation respectivement de 1,6 million \$ et 0,2 million \$ relatives aux immobilisations incorporelles non amorties affectées aux activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour et en Australie. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a également comptabilisé une charge de dépréciation de 6,0 millions \$ liée au matériel et aux aménagements des locaux loués relativement à nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, atteignaient 66,4 millions \$ au 31 mars 2016, comparativement à 67,5 millions \$ au 31 mars 2015.

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Le 31 mars 2016, Groupe Canaccord Genuity disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni et en Europe d'un montant total de 697,3 millions \$ (770,0 millions \$ au 31 mars 2015). Ces facilités de crédit, constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2016, la Société avait une dette bancaire de 14,9 millions \$, comparativement à 20,3 millions \$ au 31 mars 2015.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, se sont établies à 2,2 milliards \$, une baisse par rapport à 2,5 milliards \$ au 31 mars 2015, attribuable principalement à une diminution des sommes dues aux clients et aux courtiers en valeurs mobilières.

Les titres vendus à découvert s'inscrivaient à 427,4 millions \$ au 31 mars 2016, contre 654,6 millions \$ au 31 mars 2015, essentiellement en raison d'une diminution des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer et les passifs d'impôt différé, étaient de 19,7 millions \$ au 31 mars 2016, une diminution par rapport à 25,2 millions \$ à l'exercice précédent.

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 8,7 millions \$ au 31 mars 2016, en regard de 10,3 millions \$ au 31 mars 2015.

Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables garanties auprès d'une institution financière totalisant 2,6 millions \$ (2,0 millions \$ US) (1,1 million \$ (0,9 million \$ US) au 31 mars 2015) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de Groupe Canaccord Genuity au 31 mars 2016.

(en milliers \$ CA)	Total	Obligations contractuelles – paiements exigibles par période			Par la suite
		Exercice 2017	Exercice 2018 – Exercice 2019	Exercice 2020 – Exercice 2021	
Contrats de location simple relatifs					
aux locaux et au matériel	151 098 \$	31 196 \$	50 195 \$	32 886 \$	36 821 \$

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global. Le 31 mars 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 428,3 millions \$, en hausse de 106,0 millions \$ par rapport à 322,3 millions \$ le 31 mars 2015. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, un montant de 86,1 millions \$ a été affecté aux activités de financement, en raison essentiellement des dividendes en espèces versés et des actions ordinaires acquises dans le cadre du RILT. Un montant de 14,7 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement pour l'acquisition de matériel, l'aménagement des locaux loués et l'acquisition d'immobilisations incorporelles. Un montant de 205,6 millions \$ a été tiré des activités d'exploitation, essentiellement grâce aux variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une hausse de 1,2 million \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont été 0,3 million \$ plus élevés qu'à l'exercice clos le 31 mars 2015. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont reculé de 14,8 millions \$ comparativement à ceux de l'exercice précédent, en raison surtout de l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle au cours de l'exercice 2015 et de l'importance moindre des acquisitions d'immobilisations incorporelles. Les variations du fonds de roulement ont entraîné une augmentation des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation de 134,2 millions \$.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Actions privilégiées

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

Au cours de l'exercice 2012, la Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 septembre 2016. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série A ont le droit à leur gré de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série B), sous réserve de certaines conditions, le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série B auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

La Société a l'option de racheter les actions privilégiées de série A le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série B sont rachetables au gré de la Société le 30 septembre 2021 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

Au cours de l'exercice 2013, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série C) à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 juin 2017. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série C ont le droit à leur gré de convertir la totalité ou une partie de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série D) sous réserve de certaines conditions le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série D auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

La Société peut racheter les actions privilégiées de série C le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série D sont rachetables au gré de la Société le 30 juin 2022 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 31 mars	
	2016	2015
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	89 083 622	91 794 667
Nombre d'actions émises et en circulation ²	103 812 814	102 607 705
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	109 072 060	104 704 483
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	90 552 860	91 693 485
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution ⁴	s. o.	s. o.

1) Exclut 2 557 568 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions à des fins de recrutement et 12 171 624 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par les fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

2) Inclut 2 557 568 actions dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions à des fins de recrutement et 12 171 624 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par les fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 5 259 246 actions.

4) S'entend du nombre d'actions diluées utilisé pour calculer le RPA après dilution. Pour les exercices ayant des pertes nettes attribuables aux actionnaires ordinaires, tous les instruments comportant des actions ordinaires potentielles ont été exclus des calculs du résultat par action après dilution, ces instruments étant antidilutifs.

Du 13 août 2014 au 12 août 2015, un total de 1 075 432 actions ont été rachetées à un prix moyen pondéré de 7,9555 \$ l'action dans le cadre de l'OPRCNA. La totalité de ces actions ont été annulées. Le 5 août 2015, la Société a déposé un avis de renouvellement de son OPRCNA qui lui permet de racheter, du 13 août 2015 au 12 août 2016, jusqu'à concurrence de 5 163 737 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la TSX et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la TSX. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 1^{er} avril 2015 et le 31 mars 2016, un total de 624 350 actions ont été rachetées à un prix moyen pondéré de 5,4980 \$ l'action et annulées dans le cadre de l'OPRCNA.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

Les achats effectués aux termes de l'OPRCNA actuelle ont commencé le 13 août 2015 et se poursuivront pendant un an (jusqu'au 12 août 2016) à la discrétion de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto et aux conditions de négociation en vertu de la réglementation de l'Union européenne sur le rachat et la stabilisation, les rachats quotidiens sont limités à 41 767 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à a) 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2015 à juillet 2015, ou, si ce montant est inférieur, à b) 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours du mois de juillet 2015). Pour se conformer à ses exigences réglementaires au Canada et au Royaume-Uni, la Société publiera un communiqué de presse au plus tard à la fin de la septième séance boursière quotidienne suivant la date d'exécution des achats.

Au 31 mai 2016, 103 820 406 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

ÉMISSION ET ANNULATION D' ACTIONS ORDINAIRES

	Exercice 2016
Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2015	102 607 705
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	1 806 115
Actions émises dans le cadre des régimes de remplacement	77 830
Actions annulées	(678 836)
Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2016	103 812 814

Régimes de paiement fondé sur des actions

RILT

En vertu du RILT, des unités d'actions temporairement incessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni, une fiducie pour les avantages du personnel a été constituée.

La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiducies des fonds que les fiduciaires utiliseront pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI. La Société peut aussi émettre des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants du régime par suite de l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction. Ces prêts font l'objet d'une renonciation sur une période d'acquisition des droits. Aucun intérêt n'est imputé relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

RÉGIMES DE REMPLACEMENT D' ACTIONS

Par suite de l'acquisition de CSHP, la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui remplaçait les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existants à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient au régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP se sont vu attribuer des droits en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. De plus, la Société a mis sur pied le régime d'intéressement à long terme (RILT) de remplacement, qui remplaçait les RILT de CSHP, pour les employés admissibles, existants à la date d'acquisition.

RÉGIME INCITATIF DE CSH

Dans le cadre de l'acquisition de CSHP, la Société a convenu de mettre sur pied un programme de maintien en fonction à l'intention des employés clés de CSHP. Chaque date d'acquisition des droits, les UATI permettent au bénéficiaire de l'attribution de recevoir une somme au comptant ou des actions ordinaires de la Société. Si, à la date d'acquisition des droits, le cours de l'action est inférieur à 8,50 \$ par action, la Société, à sa discrétion, versera à l'employé une somme au comptant équivalant à a) 8,50 \$ multiplié par le nombre d'UATI dont les droits sont acquis à cette date ou b) la différence entre 8,50 \$ et le cours de l'action à la date d'acquisition des droits multipliée par le nombre d'UATI dont les droits sont acquis à cette date, majoré du nombre d'actions équivalant au nombre d'UATI dont les droits sont acquis à cette date. Si le cours de l'action est supérieur à 8,50 \$, la Société réglera les UATI en actions ordinaires.

OPTIONS SUR ACTIONS

Dans le passé, la Société a attribué des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Les administrateurs indépendants et les hauts dirigeants se sont vu attribuer des options visant l'achat d'actions ordinaires de la Société. Au 31 mars 2016, il y avait 1 509 354 options en cours. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquièrent sur une période de quatre à cinq ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 9,38 \$ l'action ordinaire.

UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants peuvent choisir que les honoraires qui leur sont dus leur soient versés sous forme d'UAD ou de trésorerie. Les administrateurs doivent tous les ans indiquer s'ils souhaitent ou non que leur rémunération leur soit ainsi versée et peuvent préciser le pourcentage de leur rémunération qui sera versé sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD octroyées étant multiplié par le cours de clôture de l'action à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

AUTRES PROGRAMMES DE MAINTIEN EN FONCTION ET RÉGIMES D'INTÉRESSEMENT

Au cours de l'exercice, d'autres programmes de maintien en fonction et régimes d'intéressement ont été offerts à certains employés, y compris le régime d'actionariat des employés, dont le coût total n'était pas important.

Centre financier international

Groupe Canaccord Genuity est membre de l'AdvantageBC International Business Centre Society (auparavant connu sous le nom de International Financial Centre British Columbia Society) et du Centre financier international de Montréal, deux organismes fournissant certains avantages financiers et fiscaux en vertu de la loi *International Business Activity Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'impôt global de la Société est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les filiales agissant à titre de contrepartistes et les sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2016	31 mars 2015
La Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Singapore Pte Ltd**	Singapour	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd*	Australie	50 %	50 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited*	Australie	50 %	50 %
加通贝祥（北京）投资顾问有限公司 (Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited)	Chine	100 %	100 %
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	s. o.

* La Société détient 50 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en date du 31 mars 2016, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd (60 % au 31 mars 2015).

** Le 8 avril 2016, la Société a conclu un contrat visant la vente de ses actions dans Canaccord Genuity Singapore Pte Ltd. Cette vente est assujettie à l'approbation réglementaire de l'Autorité monétaire de Singapour et devrait avoir lieu au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2017.

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Groupe Canaccord Genuity Inc. se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit tiré des commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Groupe Canaccord Genuity.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, et des options sur actions. Les administrateurs ont également reçu des options sur actions et peuvent acheter des UAD.

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2016 et 2015.

	31 mars 2016	31 mars 2015
Avantages du personnel à court terme	4 668 \$	8 063 \$
Paiements fondés sur des actions	2 526	9 412
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	7 194 \$	17 475 \$

Dans le cadre de l'accord de rémunération globale se rapportant à sa nomination à titre de chef de la direction le 1^{er} octobre 2015, le chef de la direction s'est vu attribuer 1,5 million d'unités d'actions temporairement incessibles. Il a renoncé à cette prime en date du 31 mars 2016, et le montant de la prime n'est pas inclus dans le tableau ci-dessus.

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

	31 mars 2016	31 mars 2015
Créances clients	61 \$	— \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	4 035 \$	1 041 \$

Méthodes comptables critiques et estimations

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Groupe Canaccord Genuity. Les principales méthodes comptables de la Société sont conformes aux IFRS et sont présentées à la note 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2016. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2015 et 2014 ont aussi été préparés conformément aux IFRS.

La préparation des états financiers consolidés audités au 31 mars 2016 selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat, les pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, les immobilisations incorporelles à durée indéterminée et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation à l'actif des coûts des logiciels et les provisions. Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2016.

CONSOLIDATION

Au 31 mars 2016, la Société détenait 50 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (CGAL). La Société a aussi évalué son entente contractuelle avec les autres actionnaires et le pouvoir qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles de CGAL et elle a déterminé qu'elle devrait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), en date du 31 mars 2016 et du 31 mars 2015. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL ont donc été consolidés. Même si elle détient 50 % des actions émises de CGAL, à des fins comptables, en date du 31 mars 2016, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en raison des actions détenues par une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd; par conséquent, la Société a comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % (40 % au 31 mars 2015), représentant la portion de l'actif net identifiable de CGAL qui n'appartient pas à la Société. À la date d'acquisition, la participation ne donnant pas le contrôle a été établie au moyen de la méthode de la consolidation proportionnelle. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société a constitué des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc, afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les dépenses de développement des technologies d'un projet individuel sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique de l'actif en question. L'actif est comptabilisé au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement de l'actif commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être mis en service. L'actif est amorti sur la durée des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT). La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris isolément à moins que l'actif ne génère pas des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans le compte de résultat.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs isolés sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Pour les périodes plus longues, un taux de croissance à long terme est calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés dans les catégories de charges qui correspondent à la fonction de l'actif déprécié.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans le compte de résultat sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, auquel cas la reprise est traitée comme une réévaluation positive.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs iront à la Société et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire.

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de la transaction, et ceux générés par la vente de produits et services tarifés, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés comme une réduction des produits tirés des commissions.

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. Les produits tirés des prises fermes et des autres transactions de financement de sociétés sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste consistent en des produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont constatés selon la date de transaction.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés de nos services de courtage de correspondance et les produits tirés des frais d'administration.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat fiscal.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation, et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des participations dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle les différences temporaires s'inverseront et s'il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction et les administrateurs) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des UAD qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie). L'effet dilutif des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Le coût est comptabilisé graduellement.

La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Les transactions réglées en trésorerie sont évaluées initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD est passée à titre de charge au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société a également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Instruments financiers

Les instruments financiers représentent une partie importante de l'actif et du passif de la Société. Celle-ci a recours aux instruments financiers dans le cadre de ses activités de négociation et autres que de négociation. Les activités de négociation de Groupe Canaccord Genuity comprennent l'achat et la vente de titres à des fins de facilitation de transactions pour le compte de clients et la prise de positions de négociation à titre de contrepartiste dans le but de dégager un profit.

L'utilisation d'instruments financiers peut entraîner ou atténuer l'exposition aux risques de marché, de crédit ou de liquidité. Pour de plus amples renseignements sur la façon dont ces risques sont gérés, se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion. Pour connaître les principales hypothèses qui ont été formulées pour évaluer les instruments financiers et autres instruments, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables critiques et estimations » du présent rapport de gestion. Pour de plus amples renseignements sur les instruments financiers de la Société, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2016.

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 31 mars 2016, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 2,0 millions \$ US, une diminution de 5,5 millions \$ US par rapport au 31 mars 2015. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 1,5 million \$ US, une diminution de 10,5 millions \$ US par rapport au 31 mars 2015. La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Singapour, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 mars 2016, le notionnel des contrats à terme standardisés sur obligations en cours s'établissait à une position acheteur de 10,9 millions \$ (1,6 million \$ au 31 mars 2015).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 mars 2016, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain en cours en position vendeur s'établissait à 12,3 millions \$ (9,5 millions \$ US) (néant au 31 mars 2015).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

La Société surveille les modifications potentielles qui sont proposées par l'International Accounting Standards Board et analyse l'incidence qu'elles pourraient avoir sur ses activités.

Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2016 pour de plus amples renseignements.

Contrôles et procédures de communication de l'information à fournir et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 31 mars 2016, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances et de la gestion des risques, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances et de la gestion des risques ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2016 et pendant l'exercice clos à cette date.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances et de la gestion des risques, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les IFRS. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances et de la gestion des risques ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement en date du 31 mars 2016 et pendant l'exercice clos à cette date, et qu'il n'y avait aucune lacune importante au niveau du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

CHANGEMENTS DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Groupe Canaccord Genuity.

Gestion des risques

APERÇU

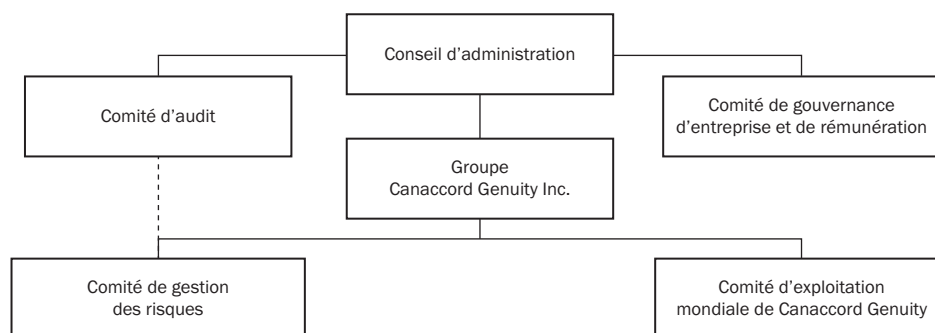
L'incertitude et le risque sont inhérents lorsque des activités sont menées sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, Groupe Canaccord Genuity s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et d'autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de la Société. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Groupe Canaccord Genuity.

STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES ET GOUVERNANCE

Le processus de gestion des risques rigoureux de Groupe Canaccord Genuity s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques, des procédures et des rapports qui permettent à la Société d'évaluer et de maîtriser ses risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de Groupe Canaccord Genuity en matière de risque, le prolongement de la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale, aux chefs de service et aux directeurs des bureaux de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de la Société sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de la Société comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration (le conseil) surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité est déléguée aux comités d'audit et de gestion des risques. Se reporter à la notice annuelle de l'exercice considéré de Groupe Canaccord Genuity pour de plus amples renseignements sur le mandat des comités d'audit en ce qui a trait à la gestion des risques.

Le comité d'audit aide le conseil à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. En outre, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef des finances, qui agit également à titre de chef de la gestion des risques, et les membres du comité comprennent le chef de la direction et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de Groupe Canaccord Genuity. Le comité identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de Canaccord, de même que les politiques, procédures et limites/seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du cadre de gestion des risques de la Société. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, les contrôles internes et l'analyse financière, la trésorerie, les finances de même que les questions juridiques.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que sa position est prudente par rapport au risque de marché. En outre, la Société a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

Groupe Canaccord Genuity est exposée à un risque lié aux cours boursiers, à un risque de liquidité et à un risque de fluctuation du fait de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste. La Société est également exposée à un risque de taux d'intérêt, à un risque d'écart de taux et à un risque de liquidité précis à l'égard de ses transactions de négociation à titre de contrepartiste sur des titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Groupe Canaccord Genuity atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. La Société gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation et par négociateur. Groupe Canaccord Genuity exploite un système d'analyse de scénarios et de mesure de la valeur à risque (VaR) pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe. De plus, la direction examine et surveille régulièrement le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, l'âge des positions et les niveaux de concentration. Par conséquent, la Société s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et des secteurs d'activité sur marge de particuliers sont la principale source de risque de crédit pour Groupe Canaccord Genuity. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, la Société applique certaines normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard de clients et des nouveaux comptes.

Groupe Canaccord Genuity fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'une transaction sur marge, la Société consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande d'une transaction sur titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Le prêt sur marge est garanti par les titres dans le compte du client. Dans le cadre de ces activités de prêt, Groupe Canaccord Genuity est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si la Société est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, Groupe Canaccord Genuity a établi des plafonds qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables. En outre, Groupe Canaccord Genuity a établi des limites à l'égard des prêts consentis sur un titre individuel ou un groupe de titres dans un seul secteur afin de restreindre le risque de concentration.

Groupe Canaccord Genuity est aussi exposée à un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. La Société a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

La Société se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, Groupe Canaccord Genuity peut être exposée à un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie ou de l'émetteur de l'instrument. La Société gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de position

individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

Groupe Canaccord Genuity comptabilise une provision pour créances douteuses dans les frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de processus internes inadéquats ou ayant échoué, de fraudes, de gens et de systèmes, ou d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de la Société, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché ou de crédit.

Groupe Canaccord Genuity exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés et à ses systèmes pour traiter un nombre élevé de transactions. Pour atténuer ce risque, la Société a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement, des transactions et des limites de valeur quotidiennes de toutes les applications de négociation, des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, la Société a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique « Contrôle et autoévaluation des risques » ci-après) qui aide Groupe Canaccord Genuity à mesurer, à gérer, à signaler et à surveiller les questions concernant le risque opérationnel. Groupe Canaccord Genuity a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, la Société conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

Contrôle et autoévaluation des risques

Le contrôle et l'autoévaluation des risques ont pour but :

- de recenser et d'évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise et de les catégoriser en fonction de leur gravité et de leur fréquence;
- d'évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;
- d'atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- de fournir aux membres de la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- de satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

Groupe Canaccord Genuity a mis en place un processus visant à établir quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, à évaluer et à quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Les résultats du contrôle et de l'autoévaluation des risques servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour les activités au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions. Le contrôle et l'autoévaluation des risques sont mis à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité de gestion des risques et au comité d'audit.

AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante défavorable sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. Groupe Canaccord Genuity a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés, les conflits d'intérêts et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre Groupe Canaccord Genuity qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. Groupe Canaccord Genuity compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour défendre ses intérêts dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans les frais d'administration dans les états financiers consolidés audités de Groupe Canaccord Genuity.

Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant un ralentissement des produits des activités ordinaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements ou au fait d'agir comme chef de file dans le cadre d'une opération de financement non réussie. Groupe Canaccord Genuity pourrait faire face au risque de réputation découlant de son association avec des clients passés ou présents de ses activités de financement de sociétés qui sont visés par un examen réglementaire ou judiciaire. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, Groupe Canaccord Genuity s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

FACTEURS DE RISQUE

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de Groupe Canaccord Genuity et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que Groupe Canaccord Genuity juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

RISQUE DE CONTRÔLE

En date du 31 mars 2016, les hauts dirigeants et administrateurs de la Société détenaient collectivement environ 6,9 % des actions ordinaires émises et en circulation de Groupe Canaccord Genuity Inc. (11,1 % des actions ordinaires après dilution). Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissent ou votent ensemble, ils pourront exercer une influence sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions ou la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Groupe Canaccord Genuity de conclure des transactions qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société.

En outre, au 31 mars 2016, l'actionnaire le plus important que connaissait la direction était 1832 Asset Management (« 1832 »). Selon la plus récente confirmation, 1832 détenait au total 6 146 925 actions de Groupe Canaccord Genuity Inc, soit 5,9 % des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2016.

Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre de transactions de gré à gré, pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques de l'entreprise, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de Groupe Canaccord Genuity.

Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Groupe Canaccord Genuity pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

Politique en matière de dividendes

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de Groupe Canaccord Genuity ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Déclaration de dividende

Le 1^{er} juin 2016, le conseil d'administration a examiné la politique de dividende de la Société à la lumière du contexte de marché et des activités commerciales de Canaccord et a approuvé la suspension continue du dividende trimestriel versé sur les actions ordinaires. Cette suspension sera revue chaque trimestre et sera fonction du contexte commercial et de la rentabilité.

Le 1^{er} juin 2016, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A et un dividende en espèces de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C, tous deux payables le 30 juin 2016 aux actionnaires inscrits le 17 juin 2016.

Renseignements supplémentaires

D'autres renseignements concernant le Groupe Canaccord Genuity Inc., y compris notre notice annuelle, se trouvent sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Rapport des auditeurs indépendants

Aux actionnaires de
Groupe Canaccord Genuity Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Groupe Canaccord Genuity Inc. qui comprennent les états de la situation financière consolidés aux 31 mars 2016 et 2015, et les comptes de résultat consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Groupe Canaccord Genuity Inc. aux 31 mars 2016 et 2015, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates conformément aux Normes internationales d'information financière.

Ernst & Young S.N.L./S.E.N.C.R.L.

Comptables professionnels agréés
Vancouver, Canada
Le 1^{er} juin 2016

États de la situation financière consolidés

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2016	31 mars 2015
ACTIFS			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		428 329 \$	322 324 \$
Titres détenus	6	564 746	848 128
Créances clients	9	2 041 150	2 491 488
Impôt sur le résultat à recevoir		12 537	5 295
Total des actifs courants		3 046 762	3 667 235
Actifs d'impôt différé	13	11 221	10 148
Placements	10	5 578	8 693
Matériel et aménagements des locaux loués	11	37 049	43 373
Immobilisations incorporelles	12	120 204	134 877
Goodwill	12	203 732	505 579
		3 424 546 \$	4 369 905 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Dettes bancaires	7	14 910 \$	20 264 \$
Titres vendus à découvert	6	427 435	654 639
Dettes fournisseurs et charges à payer	9, 19	2 185 047	2 527 636
Provisions	23	18 811	14 320
Impôt sur le résultat à payer		4 242	8 172
Dettes subordonnées	14	15 000	15 000
Total des passifs courants		2 665 445	3 240 031
Passifs d'impôt différé	13	450	2 057
		2 665 895	3 242 088
Capitaux propres			
Actions privilégiées	15	205 641	205 641
Actions ordinaires	16	617 756	620 858
Surplus d'apport		86 235	85 597
Résultats non distribués (déficit)		(294 586)	92 815
Cumul des autres éléments du résultat global		134 883	112 631
Total des capitaux propres		749 929	1 117 542
Participations ne donnant pas le contrôle		8 722	10 275
Total des capitaux propres		758 651	1 127 817
		3 424 546 \$	4 369 905 \$

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration,

« Daniel Daviau »

DANIEL DAVIAU
Administrateur

« Terrence A. Lyons »

TERRENCE A. LYONS
Administrateur

Comptes de résultat consolidés

Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	31 mars 2016	31 mars 2015
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES			
Commissions et honoraires		376 817 \$	374 058 \$
Financement de sociétés		134 207	238 517
Honoraires de consultation		158 002	151 336
Négociation à titre de contrepartiste		85 559	75 217
Intérêts		16 830	22 212
Divers		16 390	19 423
		787 805	880 763
CHARGES			
Rémunération au rendement		417 876	455 480
Charges salariales		92 981	85 770
Frais de négociation		56 998	52 795
Locaux et matériel		40 863	40 281
Communications et technologie		55 975	51 758
Intérêts		10 222	13 424
Frais d'administration		87 004	94 688
Amortissement	11, 12	25 339	28 428
Frais de développement		26 129	24 448
Frais de restructuration	23	17 352	24 813
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs	12	321 037	14 535
		1 151 776 \$	886 420 \$
Perte avant impôt sur le résultat		(363 971)	(5 657)
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	13		
Exigible		(3 190)	7 261
Différé		(2 214)	(1 600)
		(5 404)	5 661
Perte nette de l'exercice		(358 567) \$	(11 318) \$
Résultat net attribuable aux :			
Actionnaires de GCGI		(358 471) \$	(13 184) \$
Participations ne donnant pas le contrôle		(96) \$	1 866 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)			
De base	16	90 553	91 693
Après dilution	16	s. o.	s. o.
Perte nette par action ordinaire			
De base	16	(4,09) \$	(0,27) \$
Après dilution	16	(4,09) \$	(0,27) \$
Dividendes par action privilégiée de série A	17	1,375 \$	1,375 \$
Dividendes par action privilégiée de série C	17	1,4375 \$	1,4375 \$
Dividendes par action ordinaire	17	0,10 \$	0,25 \$

Voir les notes ci-jointes.

États du résultat global consolidés

Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)	31 mars 2016	31 mars 2015
Perte nette de l'exercice	(358 567) \$	(11 318) \$
Autres éléments du résultat global qui seront reclassés dans le résultat net au cours de périodes ultérieures		
Reclassement de profits latents à la cession d'un placement disponible à la vente	(747)	—
Variation nette de la valeur des placements disponibles à la vente, nette de l'impôt	—	(314)
Variation nette des profits latents à la conversion des établissements à l'étranger, nette de l'impôt	23 471	22 945
Résultat global de l'exercice	(335 843) \$	11 313 \$
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	(336 219) \$	8 433 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	376 \$	2 880 \$

Voir les notes ci-jointes.

États des variations des capitaux propres consolidés

Aux et pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2016	31 mars 2015
Actions privilégiées au début et à la fin de l'exercice	15	205 641 \$	205 641 \$
Actions ordinaires au début de l'exercice		620 858	653 189
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions		11 772	21 321
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT)		(46 616)	(58 240)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par la fiducie pour les avantages du personnel		25 768	20 867
Actions annulées		(4 779)	(11 702)
Prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		10 753	(4 577)
Actions ordinaires à la fin de l'exercice	16	617 756	620 858
Surplus d'apport au début de l'exercice		85 597	74 037
Paiements fondés sur des actions		5 084	5 595
Actions annulées		1 340	656
Vente (achat) de participations ne donnant pas le contrôle		1 517	(3 092)
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		(7 303)	8 401
Surplus d'apport à la fin de l'exercice		86 235	85 597
Résultats non distribués au début de l'exercice		92 815	144 799
Perte nette attribuable aux actionnaires de GCGI		(358 471)	(13 184)
Dividendes sur actions ordinaires	17	(16 938)	(26 806)
Dividendes sur actions privilégiées	17	(11 992)	(11 994)
Résultats non distribués (déficit) à la fin de l'exercice		(294 586)	92 815
Cumul des autres éléments du résultat global au début de l'exercice		112 631	91 014
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires de GCGI		22 252	21 617
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de l'exercice		134 883	112 631
Total des capitaux propres		749 929	1 117 542
Participations ne donnant pas le contrôle au début de l'exercice		10 275	14 912
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle		605	(1 171)
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		376	2 880
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(2 952)	(1 723)
Vente (achat) de participations ne donnant pas le contrôle		418	(4 623)
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de l'exercice		8 722	10 275
Total des capitaux propres		758 651 \$	1 127 817 \$

Voir les notes ci-jointes.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés

Notes	31 mars 2016	31 mars 2015
Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)		
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
	(358 567) \$	(11 318) \$
Perte nette de l'exercice		
Éléments sans effet de trésorerie		
Amortissement	25 339	28 428
Recouvrement d'impôt différé	(2 214)	(1 600)
Charge au titre de paiements fondés sur des actions	51 900	61 305
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs	321 037	14 535
Dépréciation du placement dans Canadian First Financial Group Inc.	4 000	1 000
Sortie du bilan d'immobilisations incorporelles	2 350	—
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement		
Diminution des titres détenus	286 128	305 250
Diminution des créances clients	410 704	341 381
Augmentation de l'impôt sur le résultat à recevoir, montant net	(10 667)	(1 153)
Diminution des titres vendus à découvert	(227 758)	(266 619)
Diminution des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions	(296 632)	(399 788)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	205 620	71 421
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
(Diminution) augmentation de la dette bancaire	(4 529)	20 264
Achat d'actions aux fins d'annulation	(3 439)	(9 936)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du RILT	(46 616)	(58 240)
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires	(16 839)	(26 806)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées	(11 992)	(11 994)
Somme versée au titre du régime incitatif de CSH	(2 700)	(1 295)
Produit tiré de l'exercice d'options sur actions	—	2 222
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(86 115)	(85 785)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Achat de matériel et aménagements des locaux loués	(10 565)	(5 232)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(4 170)	(16 636)
Achat de participations ne donnant pas le contrôle	—	(7 715)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(14 735)	(29 583)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	1 235	1 975
Augmentation (diminution) de la situation de trésorerie	106 005	(41 972)
Situation de trésorerie au début de l'exercice	322 324	364 296
Situation de trésorerie à la fin de l'exercice	428 329	322 324
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie		
Intérêts reçus	16 892 \$	22 187 \$
Intérêts payés	8 524 \$	12 836 \$
Impôt sur le résultat payé	10 572 \$	16 020 \$

Voir les notes ci-jointes.

Notes des états financiers consolidés

Aux 31 mars 2016 et 2015

et pour les exercices clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

NOTE 01

Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « Société »), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine et à Dubaï. La Société a aussi des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe et en Australie. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constitué le 14 février 1997 lorsqu'il a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); il est maintenu sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 1000 – 840 Howe Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 2M1.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto (TSX). Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la TSX sous le symbole CF.PR.A. Les actions privilégiées de série C de la Société sont négociées à la TSX sous le symbole CF.PR.C.

Les produits et le résultat tirés des activités de la Société connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Ses activités sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

NOTE 02

Base d'établissement

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés ont été dressés selon les normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les états financiers consolidés sont fondés sur le coût historique, sauf pour les placements, les titres détenus, les titres vendus à découvert et certains actifs non courants dépréciés, qui ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes.

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens et toutes les valeurs le sont en milliers de dollars, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés audités le 1^{er} juin 2016.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société, de ses filiales et d'entités ad hoc contrôlées.

Les résultats financiers d'une filiale ou d'une entité ad hoc contrôlée doivent être consolidés si la Société acquiert le contrôle. Il y a contrôle lorsqu'une entité détient le pouvoir sur une entité émettrice, qu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci.

Les résultats des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont inclus dans les comptes de résultat à compter de la date réelle de l'acquisition ou jusqu'à la date réelle de la cession, selon le cas.

Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés. Dans les cas où une méthode comptable d'une filiale diffère des méthodes comptables de la Société, la Société a effectué les ajustements appropriés pour assurer leur conformité aux fins de la préparation des présents états financiers consolidés. Les états financiers des filiales sont dressés pour la même période de présentation de l'information financière que ceux de la société mère.

UTILISATION DE JUGEMENTS, D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers consolidés exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions.

Consolidation

Au 31 mars 2016, la Société détenait 50 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (CGAL). La Société a aussi évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CGAL et le pouvoir qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles de CGAL et elle a déterminé qu'elle doit procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), en date du 31 mars 2016 et du 31 mars 2015. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL ont donc été consolidés. Même si la Société détenait 50 % des actions émises de CGAL en date du 31 mars 2016, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. Par conséquent, la Société a consolidé l'entité et comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % au 31 mars 2016 (40 % au 31 mars 2015) représentant la portion de l'actif net identifiable de CGAL qui n'appartient pas à la Société. À la date d'acquisition, la participation ne donnant pas le contrôle a été établie au moyen de la méthode de la consolidation proportionnelle. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société détient des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc (note 18), afin de remplir ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques iront à la Société et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. Il peut toutefois être nécessaire de faire une estimation pour établir le montant des produits des activités ordinaires qui peut être comptabilisé ainsi que le moment où les transactions de financement de sociétés ou de consultation sous-jacentes sont quasi achevées.

Paiements fondés sur des actions

La Société détermine le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres et des transactions réglées en trésorerie conclues avec des employés et des administrateurs selon la juste valeur des attributions. La juste valeur est calculée d'après les cours du marché observables ou au moyen d'un modèle d'évaluation approprié. Le recours à des modèles d'évaluation des options aux fins de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation d'hypothèses hautement subjectives, notamment la volatilité attendue des cours, la échéance attendue, la durée de vie attendue de l'attribution et le taux de dividende attendu. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Les hypothèses et modèles utilisés pour l'estimation de la juste valeur des paiements fondés sur des actions, le cas échéant, figurent à la note 18.

Impôt sur le résultat et évaluation de l'impôt différé

La comptabilisation des passifs d'impôt sur le résultat exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle porte des jugements à l'égard du résultat ultime des déclarations et des cotisations fiscales. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La Société exerce ses activités dans diverses juridictions fiscales et est assujettie à des cotisations individuelles par ces juridictions. Les déclarations fiscales peuvent faire intervenir des questions complexes, dont la résolution peut se prolonger considérablement en cas d'un litige ou d'une nouvelle cotisation par les administrations fiscales. Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables auxquels ces pertes fiscales pourront être imputées. La direction doit faire preuve de beaucoup de jugement pour déterminer le montant de l'actif d'impôt différé qui peut être comptabilisé en fonction du moment où les bénéfices imposables futurs seront réalisés et de leur montant.

L'interprétation de règlements fiscaux complexes, la modification de la législation fiscale et le montant des bénéfices imposables futurs, ainsi que le moment où ils seront réalisés, comportent de nombreuses incertitudes. La Société établit des provisions pour impôt d'après des estimations raisonnables à l'égard des conséquences possibles des contrôles par l'administration fiscale respective des pays dans lesquels elle exerce ses activités. Le montant de ces provisions est fondé sur divers facteurs, comme l'expérience de contrôles fiscaux précédents de la Société.

Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an ou lorsqu'un événement ou un changement de circonstances indique qu'une dépréciation a pu se produire, afin d'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont attribués est supérieure ou égale à leur valeur comptable.

Pour déterminer la valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité, la direction a recours à des modèles d'évaluation qui prennent en compte des facteurs comme le résultat projeté, le multiple cours-bénéfice, l'exonération des redevances liées aux marques et les taux d'actualisation. La direction doit faire preuve de jugement pour choisir l'approche de détermination de la valeur recouvrable et formuler les hypothèses requises. Ce jugement peut influencer sur la valeur recouvrable et sur toute réduction de valeur pour dépréciation. Les hypothèses clés utilisées pour déterminer les valeurs recouvrables des diverses UGT sont présentées à la note 12.

Dépréciation des autres actifs à long terme

La Société évalue ses actifs à long terme amortissables chaque date de clôture pour déterminer s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT contenant l'actif au moyen des meilleures estimations de la direction et de l'information disponible.

Provision pour pertes sur créances

La Société comptabilise des provisions pour pertes sur créances associées aux créances clients, prêts, avances et autres créances. La Société constitue une provision pour pertes sur créances en fonction de l'estimation faite par la direction des valeurs non recouvrables probables. Il faut faire preuve de jugement à l'égard du moment où il faut constituer une provision pour pertes sur créances et du montant des provisions spécifiques requises, en tenant compte de la solvabilité de la contrepartie, des tendances économiques actuelles et de l'expérience. Les soldes des créances clients sont en général garantis par des titres; par conséquent, la provision est habituellement établie après avoir tenu compte de la valeur de marché de la garantie, le cas échéant.

Juste valeur des instruments financiers

La Société évalue ses instruments financiers à la juste valeur. La juste valeur est calculée d'après les cours de marché fournis par des sources indépendantes, s'ils sont disponibles. Si aucun cours de marché n'est disponible, la juste valeur est calculée au moyen de modèles d'évaluation. Les données utilisées dans ces modèles, comme la volatilité attendue et les décotes de liquidité, proviennent de données de marché observables, si possible, mais si aucune donnée observable n'est disponible, le jugement est requis pour sélectionner ou déterminer les données à utiliser pour le modèle d'évaluation de la juste valeur.

L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la juste valeur et l'estimation des justes valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision, surtout lorsqu'aucune donnée observable n'est disponible. Toute modification des hypothèses et des données utilisées pour évaluer les instruments financiers pourrait avoir une incidence sur les justes valeurs présentées.

Provisions

La Société comptabilise une provision pour les questions juridiques en suspens ou en cours et les enquêtes réglementaires. La détermination des provisions liées aux questions juridiques fait appel au jugement de la direction après consultation d'un conseiller juridique, qui prend en compte des facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité d'une action fautive d'un employé de la Société et les précédents. Des provisions pour litiges éventuels sont comptabilisées par la Société lorsqu'il est probable que celle-ci subira une perte par suite d'un événement passé et que le montant de la perte peut être estimé de manière fiable. La Société comptabilise également des provisions liées aux frais de restructuration lorsque les critères de comptabilisation s'appliquant à ces provisions sont respectés.

NOTE 03

Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

La Société a adopté la modification suivante, comme il est indiqué ci-après. Elle n'a adopté aucune nouvelle norme ou norme modifiée au cours de l'exercice.

Améliorations annuelles – Cycle 2011–2013

Les Améliorations annuelles – Cycle 2011–2013 comprennent une modification à l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. La modification apportée à l'IFRS 13 précise que l'exception relative aux portefeuilles peut s'appliquer non seulement aux actifs financiers et aux passifs financiers, mais aussi aux autres contrats compris dans le champ d'application de l'IAS 39.

NOTE 04

Modifications futures des méthodes comptables

La Société surveille les modifications potentielles aux normes qui sont proposées par l'IASB et analyse l'incidence qu'elles pourraient avoir sur ses activités. Les modifications potentielles sont les suivantes :

IFRS 9, *Instruments financiers*

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui tient compte de toutes les phases du projet lié aux instruments financiers et qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, ainsi que toutes les versions précédentes de l'IFRS 9. La norme présente de nouvelles exigences en matière de classement et d'évaluation, de dépréciation et de comptabilité de couverture. L'IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'application anticipée est permise. L'application rétrospective est exigée, mais la présentation des informations comparatives n'est pas obligatoire. La Société poursuit son évaluation de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 9.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Au cours du mois de juillet 2015, en raison d'importants commentaires formulés par des parties prenantes et afin de s'aligner sur le Financial Accounting Standards Board des États-Unis, l'IASB a décidé de reporter d'un an la date d'entrée en vigueur de l'IFRS 15. Par conséquent, l'IFRS 15 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'adoption anticipée est permise. La Société poursuit son évaluation de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 15.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié la nouvelle norme, qui exige que les preneurs comptabilisent les actifs et les passifs pour la plupart des contrats de location. La nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption anticipée est permise, à condition que la nouvelle norme sur les produits des activités ordinaires (IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*) ait été appliquée ou soit appliquée à la même date que l'IFRS 16. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16 sur ses états financiers.

NOTE 05**Résumé des principales méthodes comptables****CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES**

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société détient également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisé aux comptes de résultat consolidés à titre de charge d'amortissement.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice.

Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (Genuity), de la participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (Canaccord Genuity Australia), Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) et Eden Financial comprennent les relations clients, les ententes de non-concurrence, les permis de négociation et la technologie qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. Les marques acquises dans le cadre de l'acquisition de Genuity sont considérées comme ayant une durée indéterminée du fait qu'elles offriront à la Société des avantages sur

une période continue. En outre, un logiciel en développement est devenu prêt à être mis en service au cours de l'exercice 2016, et la Société en a commencé l'amortissement sur la durée d'utilité estimative de l'actif. Les périodes d'amortissement estimatives de ces immobilisations incorporelles amortissables sont comme suit :

	Acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises				Développé en interne	
	Genuity	Canaccord Genuity Australia	CSHP	Eden Financial	Logiciel	
Marques	Durée indéterminée	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	
Relations clients	11 ans	5 ans	8 à 24 ans	8 ans	s. o.	
Ententes de non-concurrence	5 ans	4,5 ans	s. o.	s. o.	s. o.	
Permis de négociation	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	
Technologie	s. o.	s. o.	3 ans	s. o.	10 ans	

Logiciel développé en interne

Les dépenses relatives au développement d'un projet individuel sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique de l'actif en question. L'actif est comptabilisé au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. Les coûts capitalisés sont des dépenses directement attribuables au développement du logiciel, comme les coûts liés à l'embauche de personnel, les honoraires de consultation et les honoraires professionnels. L'amortissement de l'actif commence lorsque son développement est terminé et que l'actif est prêt à être mis en service. L'actif est amorti sur la période des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe une indication qu'un actif a pu se déprécier. Si une telle indication existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une UGT. La valeur recouvrable est déterminée pour un actif isolé à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs isolés sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Un taux de croissance à long terme est ensuite calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts en espèces, les titres de papier commercial et les acceptations bancaires ayant une échéance de moins de trois mois à partir de la date d'achat, dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Un instrument financier est un contrat qui donne lieu à un actif financier pour l'une des entités et un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour l'autre entité.

i] Actifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, des prêts et créances, des placements détenus jusqu'à leur échéance ou des actifs financiers disponibles à la vente, le cas échéant.

Les actifs financiers sont comptabilisés lorsque l'entité devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. En ce qui a trait aux actifs financiers, le principe de la comptabilisation à la date de transaction s'applique, la date de transaction étant la date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre l'actif.

Tous les actifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Les coûts de transaction liés aux instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés lorsque engagés. Les coûts de transaction engagés pour tous les instruments financiers autres que ceux classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont inclus dans le coût de l'actif.

Classement et évaluation ultérieure

Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les actifs financiers détenus à des fins de transaction et les actifs financiers désignés à la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les actifs financiers acquis aux fins des activités de négociation sont classés comme détenus à des fins de transaction et sont évalués à la juste valeur, les profits latents et pertes latentes en découlant étant comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés. En outre, l'IAS 39 permet à une entité de désigner un instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale ou de l'adoption de cette norme même si cet instrument ne répond pas à tous autres égards à la définition d'un instrument classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net tel qu'il est précisé dans l'IAS 39, dans la mesure où la juste valeur peut être déterminée de manière fiable. La Société n'a désigné aucun actif financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale. Les actifs financiers de la Société classés comme détenus à des fins de transaction comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les titres détenus, y compris les instruments financiers dérivés.

La Société évalue périodiquement le classement de ses actifs financiers comme détenus à des fins de transaction, si son intention de vendre les actifs financiers à court terme est toujours appropriée. Lorsque la Société est dans l'incapacité de négocier ces actifs financiers parce que les marchés sont inactifs ou que la direction modifie considérablement son intention de les vendre dans un avenir prévisible, la Société peut décider, dans des cas rares, de reclasser ces actifs financiers.

Actifs financiers classés comme disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur, et les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, nettes de l'impôt, jusqu'à ce que les actifs soient vendus ou dépréciés, auquel moment la variation est comptabilisée dans le résultat net de l'exercice. Les placements en instruments de capitaux propres classés comme disponibles à la vente pour lesquels on ne dispose pas de prix cotés sur un marché actif sont évalués à la juste valeur, sauf si la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable. Les investissements de la Société dans Euroclear et Canadian First Financial Holdings Limited sont classés comme disponibles à la vente et évalués à leur juste valeur estimée.

Actifs financiers classés comme prêts et créances et comme détenus jusqu'à l'échéance

Les actifs financiers classés comme prêts et créances et comme détenus jusqu'à l'échéance sont évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, moins les pertes de valeur. Le coût amorti est calculé en tenant compte des primes ou des escomptes à l'acquisition et des honoraires ou des frais qui sont une partie intégrante de la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif est inclus dans les comptes de résultat consolidés. La Société classe les créances clients comme prêts et créances. La Société ne possédait pas de placements détenus jusqu'à leur échéance au cours des exercices clos les 31 mars 2016 et 2015.

Dépréciation d'actifs financiers

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société détermine s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est réputé être déprécié s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif et que ces événements ont eu une incidence importante et prolongée sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers, qui peut être estimée de façon fiable. Il faut faire preuve de jugement pour déterminer si une incidence est importante ou prolongée. En posant ce jugement, la Société évalue, entre autres, la durée ou la mesure dans laquelle la juste valeur d'un placement est inférieure au coût.

Dans le cas d'instruments d'emprunt classés comme étant disponibles à la vente, la dépréciation est établie selon les mêmes critères que les actifs financiers comptabilisés au coût amorti. Cependant, le montant comptabilisé au titre de la dépréciation correspond à la perte cumulée évaluée comme étant la différence entre le coût amorti et la juste valeur actuelle, diminuée de la perte de valeur sur le placement comptabilisé auparavant au compte de résultat.

S'il existe une indication objective de dépréciation, le montant de la perte est comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés et est évalué comme l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur.

Décomptabilisation

Un actif financier est décomptabilisé essentiellement lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif sont échus ou que la Société a transféré ses droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif.

ii] Passifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

À la comptabilisation initiale, les passifs financiers sont classés comme des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, ou comme prêts et emprunts. Tous les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée, dans le cas des autres passifs financiers, des coûts de transaction directement attribuables.

Classement et évaluation ultérieure

Passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Les passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net incluent les passifs financiers détenus à des fins de transaction et les passifs financiers désignés à la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être vendus dans un proche avenir. Les profits ou les pertes sur les passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans les comptes de résultat. La Société n'a désigné aucun passif financier qui ne répondait pas à tous autres égards à la définition de passif à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale à titre de passif à la juste valeur par le biais du résultat net. La dette bancaire, la contrepartie éventuelle et les titres vendus à découvert, y compris les instruments financiers dérivés, sont classés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés à la juste valeur.

Passifs financiers classés comme prêts et emprunts

Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers classés comme prêts et emprunts sont évalués ultérieurement au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et les pertes sont comptabilisés dans les comptes de résultat au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et emprunts comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer et la dette subordonnée. La valeur comptable des prêts et emprunts s'approche de leur juste valeur.

iii] Compensation d'instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le montant net est comptabilisé dans les états de la situation financière consolidés si, et seulement si, la Société a un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net, ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

iv] Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

La Société négocie des contrats à terme standardisés qui sont des contrats d'achat ou de vente de montants standardisés d'un instrument financier, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque de courbe de rendement et le risque de liquidité.

La Société négocie également des contrats à terme, lesquels sont des contrats non standardisés d'achat ou de vente d'un instrument financier à une date future et à un prix prédéterminé. La Société négocie des contrats à terme afin de tenter d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La Société évalue les instruments financiers à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière. La juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif, ou versé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une transaction volontaire entre des participants au marché, à la date d'évaluation. L'évaluation de la juste valeur est fondée sur l'hypothèse que la transaction de vente d'un actif ou de transfert d'un passif est réalisée sur le marché principal de l'actif ou du passif ou, en l'absence de marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif.

Lorsqu'ils sont disponibles, les cours du marché ou les cotations de courtiers (le cours acheteur pour les positions acheteur et le cours vendeur pour les positions vendeur), sans aucune déduction au titre des coûts de transaction, sont utilisés afin de déterminer la juste valeur. Dans le cas des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation appropriées et fiables. Ces techniques peuvent comprendre l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou d'autres modèles d'évaluation. Les techniques d'évaluation peuvent nécessiter l'utilisation d'estimations ou d'hypothèses posées par la direction s'il n'existe pas de données de marché observables. Lorsque la juste valeur ne peut pas être évaluée de façon fiable au moyen d'une technique d'évaluation, l'instrument financier est évalué au coût.

La Société classe ses évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie à trois niveaux. La hiérarchie accorde un ordre de priorité aux données utilisées dans les techniques d'évaluation de la Société. Un niveau est attribué à chaque évaluation à la juste valeur en fonction des données de plus bas niveau ayant une importance dans l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble (note 7). Dans le cas des actifs et des passifs qui sont comptabilisés dans les états financiers consolidés sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont comptabilisés à la juste valeur d'après le prix coté sur un marché actif ou selon un modèle d'évaluation, s'il n'y a pas de prix de marché disponible. Les profits latents et les pertes latentes sont présentés en résultat. Certains titres détenus ont été donnés en garantie pour les transactions d'emprunt de titres. Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont classés comme instruments financiers détenus à des fins de transaction.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. Les titres empruntés et les titres prêtés sont comptabilisés au montant des garanties en trésorerie livrées et reçues dans le cadre des transactions. Les transactions d'emprunt de titres exigent que la Société dépose un montant en trésorerie, des lettres de crédit ou une autre garantie auprès du prêteur. Pour les titres prêtés, la Société reçoit une garantie sous la forme d'un montant en trésorerie ou sous une autre forme qui est généralement supérieure à la valeur de marché des titres prêtés. La Société surveille chaque jour la juste valeur des titres prêtés et empruntés par rapport à la garantie en trésorerie et, le cas échéant, elle peut exiger que les contreparties déposent une garantie additionnelle ou elle peut remettre la garantie déposée pour s'assurer que ces transactions sont assorties d'une garantie suffisante.

Les transactions de prise en pension et de mise en pension de titres représentent des transactions de financement garanties. La Société reçoit des titres pris en pension, assure la livraison des titres mis en pension, surveille chaque jour la valeur de marché de ces titres et donne ou reçoit une garantie additionnelle, s'il y a lieu.

La Société gère son risque de crédit en établissant des limites globales par client pour ces transactions et en surveillant le respect de ces limites. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable.

TITRES PRIS EN PENSION ET OBLIGATIONS LIÉES AUX TITRES MIS EN PENSION

La Société comptabilise ces transactions au coût amorti à la date de règlement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les titres mis en pension restent inscrits à l'état de la situation financière consolidé. Les mises en pension et les prises en pension sont traitées comme des transactions de prêts et d'emprunts garantis.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs iront à la Société et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire.

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services tarifés, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés comme une réduction des produits tirés des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2016 ont totalisé 14,3 millions \$ (13,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2015).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. Les produits tirés des prises fermes et des autres transactions de financement de sociétés sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste consistent en des produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont constatés selon la date de transaction.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés de nos services de courtage de correspondance et les produits tirés des frais d'administration.

MATÉRIEL ET AMÉNAGEMENTS DES LOCAUX LOUÉS

Le matériel informatique, le mobilier et le matériel, et les aménagements des locaux loués sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé. L'amortissement est comptabilisé comme suit :

Matériel informatique	33 %, solde dégressif
Mobilier et matériel	10 % à 20 %, solde dégressif
Aménagements des locaux loués	Méthode linéaire, sur la plus courte entre la durée d'utilité ou la durée des baux respectifs

Un élément d'immobilisation corporelle et toute partie spécifique initialement comptabilisée sont décomptabilisés lors de leur sortie ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de leur utilisation ou de leur sortie. Le profit ou la perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé comme l'écart entre le produit net de la sortie et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans les comptes de résultat consolidés au moment de la décomptabilisation de l'actif.

La valeur résiduelle de l'actif, sa durée d'utilité et la méthode d'amortissement utilisées sont examinées chaque date de clôture et ajustées prospectivement, le cas échéant.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat fiscal.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié aux éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où elles sont générées par des placements dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour les différences temporaires imposables dans le cas de placements dans des filiales où le passif d'impôt différé est généré par des profits non distribués et des écarts de change, la Société étant capable de contrôler la date à laquelle ces différences temporaires se résorberont. La Société ne prévoit pas ou n'a pas l'intention de prendre des mesures qui feraient en sorte que les différences temporaires se résorbent dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et lorsque l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

ACTIONS AUTODÉTENUES

Les instruments de capitaux propres faisant partie du capital autorisé de la Société qui sont rachetés (actions autodétenues) sont comptabilisés au coût et déduits des capitaux propres. Cela comprend les actions détenues dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT) et des prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis et les actions privilégiées. Aucun profit ni aucune perte n'est comptabilisé dans les comptes de résultat au moment de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation des instruments de capitaux propres de la Société. Tout écart entre la valeur comptable et la contrepartie, en cas de réémission, est comptabilisé dans le surplus d'apport. Les droits de vote liés aux actions autodétenues sont annulés par la Société et aucun dividende ne leur est attribué.

PERTE PAR ACTION ORDINAIRE

La perte de base par action ordinaire est calculée en divisant la perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires de la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat par action ordinaire après dilution reflète l'effet dilutif lié au RILT et aux autres régimes de rémunération dont le paiement est fondé sur des actions, lequel est basé sur la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction et les administrateurs) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (UAD) qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie). L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Le coût est comptabilisé graduellement.

La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD est passée à titre de charge au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits (note 18). Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges sont comptabilisées lorsqu'il est probable que la Société sera responsable de l'obligation future par suite d'un événement passé lié aux questions juridiques et qu'il est possible de les estimer de façon raisonnable.

Provisions pour frais de restructuration

Les provisions pour frais de restructuration ne sont comptabilisées que lorsque les critères de comptabilisation sont pleinement respectés. Afin que les critères de comptabilisation soient respectés, la Société doit avoir en place un plan officiel détaillé quant à l'entreprise ou une partie de l'entreprise concernée, à l'emplacement et au nombre d'employés touchés, une estimation détaillée des frais connexes et un calendrier approprié. En outre, les employés touchés doivent aussi s'attendre valablement à ce que la restructuration ait cours ou que sa mise en œuvre ait commencé. La provision pour frais de restructuration inclut les frais de restructuration du personnel, les charges de réorganisation, les provisions pour contrats de location déficitaires, et la dépréciation du matériel et des aménagements des locaux loués.

CONTRATS DE LOCATION

Pour déterminer si un accord est, ou contient, un contrat de location, il convient de se fonder sur la substance de l'accord à la date de passation et d'apprécier si l'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un ou de plusieurs actifs spécifiques, ou si l'accord confère un droit d'utiliser l'actif, même si ce droit n'est pas explicitement mentionné dans l'accord. La Société a évalué ses contrats de location et conclu qu'elle détient uniquement des contrats comportant des caractéristiques d'un contrat de location simple. Un contrat de location simple est un contrat qui ne transfère pas la quasi-totalité des risques et des avantages et la propriété d'un actif à un locataire. Les paiements au titre de la location simple sont comptabilisés à titre de charge dans les comptes de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

FONDS DES CLIENTS

Les établissements de la Société au Royaume-Uni et en Europe détiennent des fonds pour le compte de leurs clients, conformément aux règles relatives aux fonds des clients de la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni. Ces fonds et les passifs correspondants attribuables aux clients ne sont pas inclus dans les états de la situation financière consolidés, la Société n'étant pas leur détenteur réel. Les montants détenus pour le compte de clients à la date de clôture sont inclus à la note 22.

INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle de la Société est fondée sur les secteurs d'exploitation suivants : Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et Non sectoriel et autres. Les activités de la Société sont groupées dans les régions suivantes : Canada, Royaume-Uni et Europe, Autres établissements à l'étranger et États-Unis.

NOTE 06

Titres détenus et titres vendus à découvert

	31 mars 2016		31 mars 2015	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	402 779 \$	341 264 \$	638 551 \$	555 792 \$
Actions et débetures convertibles	161 967	86 171	209 577	98 847
	564 746 \$	427 435 \$	848 128 \$	654 639 \$

Au 31 mars 2016, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2016 à 2097 (de 2015 à 2097 au 31 mars 2015) et portaient intérêt à des taux allant de 0,00 % à 15,00 % (de 0,0 % à 15,00 % au 31 mars 2015).

NOTE 07

Instruments financiers

CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Au 31 mars 2016, les catégories d'instruments financiers, autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et la dette bancaire, détenues par la Société se présentaient comme suit :

	Détenus à des fins de transaction		Disponibles à la vente		Prêts et créances		Prêts et emprunts		Total	
	31 mars 2016	31 mars 2015	31 mars 2016	31 mars 2015	31 mars 2016	31 mars 2015	31 mars 2016	31 mars 2015	31 mars 2016	31 mars 2015
Actifs financiers										
Titres détenus	564 746 \$	848 128 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	564 746 \$	848 128 \$
Montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	1 303 222	1 503 666	—	—	1 303 222	1 503 666
Montants à recevoir des clients	—	—	—	—	365 272	601 486	—	—	365 272	601 486
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	—	—	298 839	276 159	—	—	298 839	276 159
Autres créances clients	—	—	—	—	73 817	110 177	—	—	73 817	110 177
Placements	—	—	5 578	8 693	—	—	—	—	5 578	8 693
Total des actifs financiers	564 746 \$	848 128 \$	5 578 \$	8 693 \$	2 041 150 \$	2 491 488 \$	— \$	— \$	2 611 474 \$	3 348 309 \$
Passifs financiers										
Titres vendus à découvert	427 435 \$	654 639 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	427 435 \$	654 639 \$
Montants à payer à des courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	—	—	986 993	1 172 198	986 993	1 172 198
Montants à payer à des clients	—	—	—	—	—	—	992 661	1 130 893	992 661	1 130 893
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	—	—	—	205 393	224 545	205 393	224 545
Dette subordonnée	—	—	—	—	—	—	15 000	15 000	15 000	15 000
Total des passifs financiers	427 435 \$	654 639 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	2 200 047 \$	2 542 636 \$	2 267 482 \$	3 197 275 \$

La Société n'a désigné aucun instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale.

HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est directement ou indirectement observable)

Niveau 3 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable)

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Au 31 mars 2016, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 mars 2016	Juste valeur estimée		
		31 mars 2016		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	39 392 \$	— \$	39 392 \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	363 387	186 126	177 261	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	402 779	186 126	216 653	—
Actions	160 177	130 758	29 266	153
Débetures convertibles	1 790	—	1 790	—
Actions et débetures convertibles	161 967	130 758	31 056	153
Placements disponibles à la vente	5 578	—	3 138	2 440
	570 324	316 884	250 847	2 593
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(14 498)	—	(14 498)	—
Titres de créance de gouvernements	(326 766)	(200 324)	(126 442)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(341 264)	(200 324)	(140 940)	—
Actions	(86 171)	(67 923)	(18 248)	—
	(427 435)	(268 247)	(159 188)	—

	31 mars 2015	Juste valeur estimée		
		31 mars 2015		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	18 369 \$	— \$	18 369 \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	620 182	128 049	492 133	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	638 551	128 049	510 502	—
Actions	208 678	186 950	21 505	223
Débetures convertibles	899	—	27	872
Actions et débetures convertibles	209 577	186 950	21 532	1 095
Placements disponibles à la vente	8 693	—	3 963	4 730
	856 821	314 999	535 997	5 825
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(18 032)	—	(18 032)	—
Titres de créance de gouvernements	(537 760)	(137 924)	(399 836)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(555 792)	(137 924)	(417 868)	—
Actions	(98 847)	(95 715)	(3 132)	—
	(654 639)	(233 639)	(421 000)	—

Variation des actifs financiers de niveau 3

Solde au 31 mars 2014	20 628 \$
Transfert vers les actifs de niveau 1	(11 608)
Perte nette latente au cours de l'exercice	(2 865)
Divers	(330)
Solde au 31 mars 2015	5 825 \$
Achat d'actifs de niveau 3	2 890
Rachat des débetures	(1 107)
Perte nette latente au cours de l'exercice	(4 872)
Divers	(143)
Solde au 31 mars 2016	2 593 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a effectué un placement additionnel de 0,5 million \$ dans les débetures de Canadian First Financial Group Inc. (Canadian First). La Société a également effectué un placement de 2,4 millions \$ dans Sphere Exchange Traded Investments Ltd (Sphere), une société à capital fermé du secteur des fonds négociés en Bourse.

La Société a reçu 1,1 million \$ en contrepartie du rachat de débetures par Canadian First.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a comptabilisé une perte latente de 4,9 millions \$, dont une tranche de 4,0 millions \$, relative à la dépréciation du placement dans Canadian First, a été comptabilisée comme une perte dans les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste. La tranche restante de 0,9 million \$ a été portée en réduction des produits tirés du financement de sociétés.

Estimation de la juste valeur**i. Instruments financiers de niveau 2**

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les placements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements, dans des titres de créance convertibles et dans des actions négociées hors Bourse. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent également le placement en actions de la Société dans Euroclear dont la juste valeur estimée s'élevait à 3,1 millions \$ au 31 mars 2016 (4,0 millions \$ au 31 mars 2015). La juste valeur actuelle est déterminée au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur des transactions récentes de rachat d'actions.

ii. Instruments financiers de niveau 3**a. Placements disponibles à la vente**

Les placements disponibles à la vente comprenaient le placement en actions et en débetures de la Société dans Canadian First Financial Holdings Limited, dont la juste valeur était estimée à néant au 31 mars 2016 (4,7 millions \$ au 31 mars 2015) (note 10). La juste valeur du placement dans Canadian First Financial Holding Limited est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur des informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 4,0 millions \$ (1,0 million \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2015) à la suite de la variation des indicateurs de marché.

b. Détenus à des fins de transaction

La juste valeur des placements de niveau 3 classés comme détenus à des fins de transaction est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur les informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix des placements détenus à des fins de transaction sont définis soit en fonction du dernier cours négocié, soit en fonction du dernier cours vendeur ou, si ces prix sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des transactions récentes ou sur de nouvelles émissions en attente. La juste valeur des placements détenus à des fins de transaction au 31 mars 2016 s'établissait à 0,2 million \$ (1,1 million \$ au 31 mars 2015).

Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures. De plus, la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

GESTION DES RISQUES

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Le risque de crédit est lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux montants nets à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières et aux créances clients. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit, compte non tenu de toute garantie détenue ou de tout rehaussement de crédit, correspond à la valeur comptable des actifs financiers présentée dans les états financiers consolidés aux 31 mars 2016 et 2015.

Le risque de crédit découle surtout des activités de négociation pour les particuliers et des comptes sur marge des particuliers. Afin de réduire au minimum son exposition, la Société applique certaines normes en matière de solvabilité et certaines limites quant aux transactions, et elle exige le règlement au comptant des transactions sur titres ou le règlement à la livraison. Les transactions sur marge sont garanties par les titres dans les comptes clients conformément aux limites établies par les organismes de réglementation pertinents et sont soumises aux procédés d'examen du crédit et de contrôle quotidien de la Société. La direction surveille la recouvrabilité des créances clients et évalue le montant de la provision pour créances douteuses. Les créances clients impayées devraient être recouvrables à moins de un an. Au 31 mars 2016, la Société a comptabilisé une provision pour créances douteuses de 10,8 millions \$ (12,0 millions \$ au 31 mars 2015) (note 9).

La Société est aussi exposée au risque que les contreparties aux transactions ne remplissent pas leurs obligations. Les contreparties sont composées surtout de courtiers en valeurs mobilières, d'agences de compensation, de banques et d'autres institutions financières. La Société ne se fie pas entièrement aux notes attribuées par les agences de notation de crédit pour évaluer les risques de contrepartie. La Société atténue le risque de crédit en effectuant ses propres évaluations diligentes des contreparties, en obtenant et en analysant l'information concernant la structure des instruments financiers, et en demeurant au fait des nouveautés sur le marché. La Société gère également ce risque en effectuant des examens de crédit réguliers afin d'évaluer la solvabilité, en examinant la concentration des titres et des emprunts, en détenant et en évaluant à la valeur du marché la garantie de certaines transactions et en agissant par l'entremise d'organismes de compensation offrant des garanties d'exécution.

Aux 31 mars 2016 et 2015, la concentration la plus importante de la Société par type de contrepartie était auprès d'institutions financières et de clients institutionnels. La direction est d'avis que les transactions se font dans le cours normal des affaires et ne prévoit aucune perte importante découlant de la non-exécution.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société ne puisse satisfaire à la demande de liquidités ou s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction de la Société est responsable de passer en revue les sources de liquidités afin de s'assurer que les fonds sont rapidement disponibles pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance, et de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour soutenir ses stratégies commerciales et la croissance de ses activités. Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs à court terme figurant dans les états de la situation financière de la Société sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les créances clients sont généralement garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients. Des renseignements supplémentaires sur les objectifs de la Société en matière de structure du capital et de gestion du capital figurent à la note 21.

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des passifs financiers détenus par la Société au 31 mars 2016 :

Passif financier	Valeur comptable		Échéance contractuelle
	31 mars 2016	31 mars 2015	
Dettes bancaires	14 910 \$	20 264 \$	Remboursable à vue
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 185 047	2 527 636	Remboursable à moins de un an
Titres vendus à découvert	427 435	654 639	Remboursable à moins de un an
Dettes subordonnées	15 000	15 000	Remboursable à vue ¹

1) Sous réserve de l'approbation de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.

La juste valeur de la trésorerie, des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer s'approche de leur valeur comptable et sera payée dans les 12 mois.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur des instruments financiers fluctue en raison des variations des cours du marché. La Société répartit le risque de marché entre trois catégories : le risque lié à la juste valeur, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque lié à la juste valeur

Lorsqu'elle participe à des activités de prise ferme, la Société peut subir des pertes si elle ne réussit pas à revendre les titres qu'elle s'est engagée à acheter ou si elle est forcée de liquider son engagement en dessous du prix d'achat convenu. La Société est également exposée au risque lié à la juste valeur du fait de ses activités de négociation de titres de participation, de titres à revenu fixe et d'instruments financiers dérivés à titre de contrepartiste. Les titres à la juste valeur sont évalués aux cours du marché lorsque ceux-ci sont disponibles, et les variations de la juste valeur influent sur les résultats au fur et à mesure qu'elles surviennent. Le risque lié à la juste valeur découle également de la possibilité que les fluctuations des cours du marché influent sur la valeur des titres que la Société détient à titre de garanties des comptes sur marge des clients. La Société réduit son exposition au risque lié à la juste valeur au moyen de contrôles visant à limiter les niveaux de concentration et l'utilisation de capitaux dans ses comptes de négociation de stocks, ainsi que de procédés de contrôle des comptes sur marge.

Le tableau suivant présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers sur le résultat net au 31 mars 2016. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2016			31 mars 2015		
	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net
Instruments financiers						
Actions et débetures convertibles détenues	161 967 \$	6 681 \$	(6 681) \$	209 577 \$	7 229 \$	(7 229) \$
Actions et débetures convertibles vendues à découvert	(86 171)	(3 555)	3 555	(98 847)	(3 409)	3 409

Le tableau suivant présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers classés comme disponibles à la vente sur les autres éléments du résultat global. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes et qu'il n'y a pas de perte de valeur permanente. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2016			31 mars 2015		
	Valeur comptable	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global	Valeur comptable	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global
Instrument financier						
Placements	5 578 \$	558 \$	(558) \$	8 693 \$	545 \$	(545) \$

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs des instruments financiers détenus par la Société. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt associé à ses soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, à sa dette bancaire, à la tranche à revenu fixe des titres détenus et des titres vendus à découvert, au montant net des soldes de clients, aux soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie et aux montants nets des soldes des courtiers en valeurs mobilières, ainsi qu'à sa dette subordonnée. La Société tente de limiter et de surveiller son exposition au risque de taux d'intérêt au moyen d'une analyse quantitative de ses positions nettes dans des titres à revenu fixe, des soldes de clients, des activités de prêt et d'emprunt de titres et des emprunts à court terme. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt. Les contrats à terme standardisés sont inclus dans les titres négociables détenus, nets des titres négociables vendus à découvert, aux fins du calcul de la sensibilité aux taux d'intérêt.

L'échéance de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est inférieure à trois mois. Les soldes nets des débiteurs (créditeurs) des clients donnent lieu à un produit (une charge) au titre des intérêts fondé(e) sur un taux d'intérêt variable. La dette subordonnée porte intérêt au taux préférentiel majoré de 4,0 %, payable mensuellement. La dette bancaire porte intérêt au taux de 2,25 %.

Le tableau suivant présente l'incidence qu'une augmentation ou une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur les soldes aux 31 mars 2016 et 2015 aurait sur le résultat net pour les exercices clos à ces dates. Les fluctuations de taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat global. Cette analyse de sensibilité suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux d'intérêt correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2016			31 mars 2015		
	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹
Trésorerie et équivalents de trésorerie, nets de la dette bancaire	413 419 \$	3 101 \$	(3 101) \$	302 060 \$	1 894 \$	(1 907) \$
Titres négociables détenus, nets des titres négociables vendus à découvert	137 311	(2 142)	2 337	193 489	(276)	264
Créditeurs des clients, montant net	(627 389)	(4 705)	(2 367)	(529 407)	(3 462)	(2 138)
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	298 839	2 241	(2 241)	276 159	1 732	(1 732)
Solde auprès de courtiers en valeurs mobilières, montant net	316 229	(20)	1	331 468	(37)	2
Dette subordonnée	15 000	(113)	113	15 000	(95)	94

1) Sous réserve d'un plancher de zéro.

Risque de change

Le risque de change découle de la possibilité que toute fluctuation des taux de change entraîne des pertes. Le principal risque de change auquel la Société est exposée découle de son placement dans ses filiales des États-Unis, de l'Australie, et du Royaume-Uni et de l'Europe. Les comptes de ces filiales sont convertis en utilisant le taux de change à la date de clôture. Toute fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou au dollar australien entraînera une variation des profits latents (pertes latentes) à la conversion des comptes des établissements à l'étranger, comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Toutes les filiales peuvent aussi détenir des instruments financiers en monnaies autres que leur monnaie fonctionnelle et, par conséquent, toute fluctuation des taux de change aura une incidence sur les profits et les pertes de change inscrits à l'état du résultat.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence estimative qu'une variation de 5 % de la valeur des monnaies étrangères aurait sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global, lorsque l'exposition à ces monnaies étrangères est importante. L'analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux de change correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

Au 31 mars 2016 :

Monnaie	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global
Dollar américain	(319) \$	319 \$	7 388 \$	(7 388) \$
Livre sterling	(618)	618	42 023	(42 023)
Dollar australien	néant	néant	1 190	(1 190)

Au 31 mars 2015

Monnaie	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global
Dollar américain	(973) \$	973 \$	8 304 \$	(8 304) \$
Livre sterling	(1 780)	1 780	50 107	(50 107)
Dollar australien	néant	néant	2 489	(2 489)

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change. Tous les instruments financiers dérivés devraient être réglés dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2016 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	2,6 \$ US	1,29 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2016	(3) \$
Pour acheter des dollars américains	1,9 \$ US	1,29 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2016	3 \$

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2015 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	7,5 \$ US	1,27 \$ (\$ CA/\$ US)	6 avril 2015	11 \$
Pour acheter des dollars américains	12,0 \$ US	1,27 \$ (\$ CA/\$ US)	6 avril 2015	(20) \$
Pour acheter des livres sterling	2,5 £	1,88 \$ (\$ CA/£)	30 avril 2015	(6) \$
Pour acheter des euros	1,1 €	1,38 \$ (\$ CA/€)	31 juillet 2015	(24) \$

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros. Au 31 mars 2016, leur échéance moyenne pondérée était de 69 jours (103 jours au 31 mars 2015). Le tableau qui suit présente la juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme ainsi que le notionnel de ces contrats à terme au 31 mars 2016. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	31 mars 2016			31 mars 2015		
	Actifs	Passifs	Notionnel	Actifs	Passifs	Notionnel
Contrats de change à terme	5 682 \$	5 441 \$	294 162 \$	7 858 \$	(7 635) \$	326 058 \$

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 mars 2016, le notionnel des contrats à terme standardisés sur obligations en cours s'établissait à une position acheteur de 10,9 millions \$ (1,6 million \$ au 31 mars 2015).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 mars 2016, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain en cours en position vendeur s'établissait à 12,3 millions \$ (9,5 millions \$ US) (néant au 31 mars 2015).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance et est incluse dans les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés à l'état du résultat au cours de la période considérée.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. Ces transactions sont entièrement garanties et sont assujetties quotidiennement à des appels de marge pour combler toute insuffisance entre la valeur de marché du titre donné et la somme reçue en garantie. Ces transactions sont garanties par des espèces ou des titres, y compris des bons du trésor et des obligations gouvernementales, et sont comptabilisées dans les créances clients et les dettes fournisseurs. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable. Au 31 mars 2016, les taux variables s'établissaient dans une fourchette de 0,00 % à 0,25 % (de 0,00 % à 0,42 % au 31 mars 2015).

	Trésorerie		Titres	
	Prêtée ou livrée en garantie	Empruntée ou reçue en garantie	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie
31 mars 2016	118 897 \$	26 586 \$	27 347 \$	159 616 \$
31 mars 2015	155 031	43 393	42 734	172 615

DETTE BANCAIRE

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2016, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de 14,9 millions \$ (20,3 millions \$ au 31 mars 2015).

AUTRES FACILITÉS DE CRÉDIT

Les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 697,3 millions \$ (770,0 millions \$ au 31 mars 2015). Ces facilités de crédit, constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Aux 31 mars 2016 et 2015, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit.

Une filiale de la Société a également fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 2,6 millions \$ (2,0 millions \$ US) (1,1 million \$ (0,9 million \$ US) au 31 mars 2015) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York. Aux 31 mars 2016 et 2015, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

NOTE 08

Participations dans d'autres entités

Au 31 mars 2016, à des fins comptables, la Société détenait une participation donnant le contrôle de 58 % dans Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et Canaccord Genuity (Australia) Limited (60 % au 31 mars 2015). Ensemble, ces entités exercent leurs activités sous la bannière Canaccord Genuity Australia et leur établissement principal est situé en Australie. Comme il est indiqué à la note 21, Canaccord Genuity (Australia) Limited est réglementée par l'Australian Securities and Investments Commission.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a acheté des participations ne donnant pas le contrôle de 4,6 millions \$, faisant ainsi passer sa participation de 50 % au 31 mars 2014 à 60 % au 31 mars 2015. Par suite de l'achat, la Société a comptabilisé une réduction de son surplus d'apport de 3,4 millions \$. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a cédé des participations ne donnant pas le contrôle de 0,6 million \$, entraînant une augmentation de son surplus d'apport de 1,5 million \$. Le pourcentage de participation de la Société a diminué pour s'établir à 58 % par suite de la cession.

Pour l'exercice 2016, Canaccord Genuity Australia a comptabilisé une perte nette totale de 22,6 millions \$ (résultat net de 4,6 millions \$ en 2015). Au 31 mars 2016, le cumul des participations ne donnant pas le contrôle s'établissait à 8,7 millions \$ (10,3 millions \$ au 31 mars 2015). Les informations financières résumées, y compris le goodwill à l'acquisition et les ajustements de consolidation, mais compte non tenu des éliminations intersociétés, sont présentées ci-après.

Le tableau qui suit est un résumé de l'état du résultat net pour les exercices clos les 31 mars 2016 et 2015 :

	Canaccord Genuity Australia	
	31 mars 2016	31 mars 2015
Pour les exercices clos les		
Produits des activités ordinaires	31 229 \$	41 608 \$
Charges	(32 296)	34 640
Dépréciation du goodwill	(22 342)	—
Résultat net avant impôt sur le résultat	(23 409)	6 968
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(825)	2 396
Résultat net	(22 584)	4 572
Attribuable aux :		
Actionnaires de GCGL	(22 488)	2 706
Participations ne donnant pas le contrôle	(96)	1 866
Total du résultat global	(21 401)	6 813
Attribuable aux :		
Actionnaires de GCGL	(21 777)	3 933
Participations ne donnant pas le contrôle	376	2 880
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	2 952	1 723

Le tableau qui suit est un résumé de l'état de la situation financière aux 31 mars 2016 et 2015 :

	Canaccord Genuity Australia	
	31 mars 2016	31 mars 2015
Actifs courants	26 241 \$	34 280 \$
Actifs non courants	4 202	28 263
Passifs courants	7 470	11 440
Passifs non courants	—	—

Le tableau qui suit est un résumé de l'information sur les flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mars 2016 et 2015 :

	Canaccord Genuity Australia	
	31 mars 2016	31 mars 2015
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	715 \$	9 768 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(5 667)	(3 545)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(370)	(8 108)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	(480)	(1 204)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(5 802) \$	(3 089) \$

NOTE 09

Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer

CRÉANCES CLIENTS

	31 mars 2016	31 mars 2015
Courtiers en valeurs mobilières	1 303 222 \$	1 503 666 \$
Clients	365 272	601 486
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	298 839	276 159
Divers	73 817	110 177
	2 041 150 \$	2 491 488 \$

DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	31 mars 2016	31 mars 2015
Courtiers en valeurs mobilières	986 993 \$	1 172 198 \$
Clients	992 661	1 130 893
Divers	205 393	224 545
	2 185 047 \$	2 527 636 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des transactions de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés, ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants dus aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 5,70 % à 6,50 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2016, et respectivement de 5,85 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2015).

Au 31 mars 2016, la provision pour créances douteuses était de 10,8 millions \$ (12,0 millions \$ au 31 mars 2015). Voir ci-dessous pour les fluctuations de la provision pour créances douteuses :

Solde au 31 mars 2014	13 156 \$
Charge pour l'exercice	7 510
Recouvrements	(8 818)
Sorties du bilan	288
Change	(151)
Solde au 31 mars 2015	11 985 \$
Charge pour l'exercice	4 808
Recouvrements	(2 395)
Sorties du bilan	(3 681)
Change	46
Solde au 31 mars 2016	10 763 \$

NOTE 10

Placements

	31 mars 2016	31 mars 2015
Disponibles à la vente	5 578 \$	8 693 \$

La Société détient un placement dans Euroclear, l'une des principales chambres de compensation pour les titres négociés sur le marché européen.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a effectué un placement additionnel de 0,5 million \$ dans les débetures de Canadian First. La Société a également effectué un placement de 2,4 millions \$ dans Sphere, société à capital fermé du secteur des fonds négociés en Bourse.

En raison des variations des indicateurs de marché, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 4,0 millions \$ relative à son placement dans Canadian First au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016.

Ces placements sont comptabilisés à la juste valeur, tel qu'il est décrit à la note 7.

NOTE 11**Matériel et aménagements des locaux loués**

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
31 mars 2016			
Matériel informatique	10 825 \$	3 603 \$	7 222 \$
Mobilier et matériel	21 446	16 555	4 891
Aménagements des locaux loués	82 734	57 798	24 936
	115 005	77 956	37 049
31 mars 2015			
Matériel informatique	10 320	3 694	6 626
Mobilier et matériel	21 080	15 499	5 581
Aménagements des locaux loués	87 883	56 717	31 166
	119 283	75 910	43 373

	Matériel informatique	Mobilier et matériel	Aménagements des locaux loués	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2014	10 628 \$	21 494 \$	78 833 \$	110 955 \$
Ajouts	2 913	660	1 659	5 232
Cessions	(2 256)	(1 464)	(3 155)	(6 875)
Change	(965)	390	8 516	7 941
Divers	—	—	2 030	2 030
Solde au 31 mars 2015	10 320 \$	21 080 \$	87 883 \$	119 283 \$
Ajouts	3 277	1 351	5 937	10 565
Cessions	(2 973)	(72)	(1 465)	(4 510)
Dépréciation	—	(691)	(10 184)	(10 875)
Change	201	(222)	563	542
Solde au 31 mars 2016	10 825 \$	21 446 \$	82 734 \$	115 005 \$

	Matériel informatique	Mobilier et matériel	Aménagements des locaux loués	Total
Amortissement et dépréciation cumulés				
Solde au 31 mars 2014	3 941 \$	14 913 \$	41 126 \$	59 980 \$
Amortissement	3 104	1 728	9 181	14 013
Cessions	(2 243)	(1 370)	(2 840)	(6 453)
Change	(1 108)	228	7 491	6 611
Divers	—	—	1 759	1 759
Solde au 31 mars 2015	3 694 \$	15 499 \$	56 717 \$	75 910 \$
Amortissement	2 807	2 201	5 758	10 766
Cessions	(2 957)	(64)	(624)	(3 645)
Dépréciation	—	(268)	(4 607)	(4 875)
Change	59	(813)	554	(200)
Solde au 31 mars 2016	3 603 \$	16 555 \$	57 798 \$	77 956 \$

La valeur comptable de toute immobilisation corporelle temporairement inutilisée n'était pas considérée comme étant importante aux 31 mars 2016 et 2015.

NOTE 12

Goodwill et autres immobilisations incorporelles

	Immobilisations incorporelles identifiables							Total
	Goodwill	Marques	Relations clients	Technologie	Logiciels en développement	Non-concurrence	Permis de négociation	
Montant brut								
Solde au 31 mars 2014	521 157 \$	46 795 \$	96 612 \$	6 899 \$	7 002 \$	14 358 \$	195	\$ 171 861
Ajouts	—	—	—	—	16 884	—	—	16 884
Transfert entre catégories	—	—	—	19 395	(19 395)	—	—	—
Divers	—	(1 865)	—	—	—	—	—	(1 865)
Change	5 207	—	966	301	—	(413)	(11)	843
Solde au 31 mars 2015	526 364	44 930	97 578	26 595	4 491	13 945	184	187 723
Ajouts	—	—	—	1 444	2 726	—	—	4 170
Transfert entre catégories	—	—	—	2 691	(2 691)	—	—	—
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—
Change	—	—	(152)	(218)	(20)	208	12	(170)
Solde au 31 mars 2016	526 364	44 930	97 426	30 512	4 506	14 153	196	191 723
Amortissement et dépréciation cumulés								
Solde au 31 mars 2014	(6 250)	(1 865)	(23 847)	(4 947)	—	(9 552)	—	(40 211)
Amortissement	—	—	(9 427)	(2 259)	—	(3 038)	—	(14 724)
Dépréciation	(14 535)	—	—	—	—	—	—	—
Divers	—	1 865	—	—	—	—	—	1 865
Change	—	—	77	(146)	—	293	—	224
Solde au 31 mars 2015	(20 785)	—	(33 197)	(7 352)	—	(12 297)	—	(52 846)
Amortissement	—	—	(9 799)	(3 470)	—	(1 645)	—	(14 914)
Dépréciation	(301 847)	—	(1 564)	—	(2 350)	—	(196)	(4 110)
Change	—	—	294	268	—	(211)	—	351
Solde au 31 mars 2016	(322 632)	—	(44 266)	(10 554)	(2 350)	(14 153)	(196)	(71 519)
Valeur comptable nette								
31 mars 2015	505 579	44 930	64 381	19 243	4 491	1 648	184	134 877
31 mars 2016	203 732	44 930	53 160	19 958	2 156	—	—	120 204

L'incidence combinée de la faiblesse des marchés boursiers à l'échelle mondiale et de chacune des principales régions où Canaccord Genuity mène ses activités a entraîné le fléchissement des activités commerciales, la baisse des produits des activités ordinaires et la diminution de la rentabilité de ces UGT. Du fait de l'évolution défavorable du contexte commercial, de la faiblesse continue des prix des produits de base et des perspectives moroses pour l'année civile 2016 alors que persistent les conditions économiques négatives, la Société a déterminé que la valeur comptable des UGT de Canaccord Genuity dépassait leur juste valeur. Par conséquent, elle a comptabilisé des charges de dépréciation relatives au goodwill affecté aux UGT suivantes du secteur Canaccord Genuity : i) Canada – 150,0 millions \$, ii) Royaume-Uni et Europe – 106,9 millions \$, iii) États-Unis – 10,0 millions \$, iv) Autres établissements à l'étranger en Australie – 22,1 millions \$ et v) Autres établissements à l'étranger à Singapour – 24,3 millions \$.

En outre, la Société a comptabilisé des charges de dépréciation respectivement de 1,6 million \$ et de 0,2 million \$ relatives aux immobilisations incorporelles non amorties affectées aux activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour et en Australie.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a aussi comptabilisé une charge de dépréciation de 6,0 millions \$ liée à la dépréciation du matériel et des aménagements des locaux loués relative aux activités de Canaccord Genuity aux États-Unis, en raison de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de cette UGT.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 2,4 millions \$ liée aux logiciels en développement après qu'une solution de rechange ait été privilégiée au troisième trimestre de l'exercice 2016.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, après avoir subi des pertes opérationnelles en Chine et révisé à la baisse ses prévisions de produits des activités ordinaires en raison de l'évolution de la conjoncture de l'économie et du marché dans ses autres établissements à l'étranger en Chine et à Singapour, la Société a établi que la valeur comptable de ces UGT était supérieure à leur juste valeur et que le goodwill qui leur était affecté s'était déprécié. Par conséquent, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation respectivement de 4,5 millions \$ et 10,0 millions \$ au titre du goodwill affecté à ces UGT au cours de l'exercice 2015.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, des immobilisations incorporelles d'un montant de 19,4 millions \$ ont été transférées de la catégorie Logiciels en développement à la catégorie Technologie. Ces immobilisations incorporelles se rapportent à un logiciel d'arrière-guichet destiné aux activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. Le logiciel a été mis en service au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015 et est amorti sur la durée d'utilité estimative de 10 ans. Les ajouts aux immobilisations incorporelles de la catégorie Logiciels en développement avant que celles-ci soient mises en service au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015 sont liés aux coûts directement attribuables au développement de logiciels, y compris les coûts relatifs à l'embauche de personnel, les honoraires de consultation et les honoraires professionnels.

TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET D'AUTRES ACTIFS

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquis par l'entremise des regroupements d'entreprises sont comme suit :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	31 mars 2016	31 mars 2015	31 mars 2016	31 mars 2015	31 mars 2016	31 mars 2015
UGT de Canaccord Genuity						
Canada	44 930 \$	44 930 \$	92 074 \$	242 074 \$	137 004 \$	287 004 \$
Royaume-Uni et Europe	—	—	—	97 676	—	97 676
États-Unis	—	—	—	9 103	—	9 103
Autres établissements à l'étranger (Chine)	—	—	—	—	—	—
Autres établissements à l'étranger (Australie)	—	188	—	21 265	—	21 453
Autres établissements à l'étranger (Singapour)	—	—	—	22 971	—	22 971
UGT de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et Europe (îles de la Manche)	—	—	100 585	101 335	100 585	101 335
Royaume-Uni et Europe (Eden Financial)	—	—	11 073	11 155	11 073	11 155
	44 930 \$	45 118 \$	203 732 \$	505 579 \$	248 662 \$	550 697 \$

On considère que la marque Genuity a une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser dans l'avenir.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation. Un test de dépréciation intermédiaire du goodwill et d'autres actifs a donc été effectué pour toutes les UGT pertinentes en date du 30 juin 2015, du 30 septembre 2015 et du 31 décembre 2015, et une charge de dépréciation de 321,0 millions \$ a été comptabilisée au cours du troisième de l'exercice 2016.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie futurs qui sont considérées comme étant appropriées aux fins de ces calculs. Conformément à l'IFRS 13, la juste valeur représente une estimation du prix auquel une transaction normale visant la vente d'un actif ou le transfert d'un passif serait conclue entre des intervenants du marché à la clôture de la période de présentation de l'information financière dans les conditions du marché à cette date (une valeur de sortie à la date d'évaluation). Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions du marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société. Ces évaluations sont classées au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme décrites ci-dessus, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, de l'exonération des redevances liées à l'immobilisation incorporelle à durée indéterminée que sont les marques, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque UGT, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans, un taux de croissance final est appliqué, et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de

chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Les UGT qui ont continué de comptabiliser le goodwill à sa valeur comptable en date du 31 mars 2015 sont Canaccord Genuity au Canada et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche) ainsi qu'au Royaume-Uni. Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de chacune de ces UGT aux fins de ces calculs a été de 12,5 %. Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chacune de ces UGT reposaient sur les hypothèses de la direction, comme décrites ci-dessus, et elles utilisent des taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés sur cinq ans allant de 4,8 % à 5,0 % (5,0 % au 31 mars 2015) ainsi que des estimations à l'égard des marges opérationnelles. Les taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés utilisés ont été a) pour le secteur Canaccord Genuity, i) de 5,0 % pour le Canada, et b) pour le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, de 4,8 % à 5,0 % pour le Royaume-Uni et l'Europe (îles de la Manche) ainsi que pour le Royaume-Uni. Le taux de croissance final utilisé pour Canaccord Genuity au Canada et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche) ainsi qu'au Royaume-Uni a été de 2,5 % (2,5 % au 31 mars 2015).

Le test de sensibilité a été effectué dans le cadre du test de dépréciation annuel à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée pour l'UGT de Canaccord Genuity au Canada. Le test de sensibilité comprend l'évaluation de l'incidence que pourraient avoir sur les montants recouvrables des UGT des diminutions raisonnablement possibles des produits des activités ordinaires estimatifs pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 2017 et des baisses raisonnablement possibles des taux de croissance après cette période, ainsi que des augmentations raisonnablement possibles des taux d'actualisation, toutes les autres hypothèses demeurant constantes. Une augmentation du taux d'actualisation de 3,3 points de pourcentage, une diminution de 20,0 millions \$ des produits des activités ordinaires estimatifs pour l'exercice clos le 31 mars 2017 ou une baisse de 7,8 points de pourcentage de la croissance annuelle composée sur cinq ans pourraient faire en sorte que le montant recouvrable estimatif devienne inférieur à la valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de pertes de valeur. Les pertes de valeur seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs.

NOTE 13**Impôt sur le résultat**

Les principales composantes (du recouvrement) de la charge d'impôt comprennent :

	31 mars 2016	31 mars 2015
Comptes de résultat consolidés		
(Recouvrement) charge d'impôt exigible		
(Recouvrement) charge d'impôt exigible	(2 584) \$	8 510 \$
Ajustements au titre de l'impôt exigible des exercices antérieurs	(606)	(1 249)
	(3 190)	7 261
Recouvrement d'impôt différé		
Naissance et résorption de différences temporaires	(2 127)	(1 589)
Incidence des variations des taux d'impôt	(87)	(11)
	(2 214)	(1 600)
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat comptabilisé(e) aux comptes de résultat	(5 404) \$	5 661 \$

(Le recouvrement) la charge d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné du fait des éléments suivants :

	31 mars 2016	31 mars 2015
Résultat avant impôt sur le résultat	(363 971) \$	(5 657) \$
Recouvrement d'impôt sur le résultat au taux prévu par la loi de 26,0 % (26,0 % en 2015)	(94 632)	(1 471)
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(3 663)	(1 685)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	3 241	2 533
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs	81 913	2 600
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	923	760
Écart de taux d'imposition	(2 033)	(1 059)
Pertes fiscales et autres différences temporaires non comptabilisées	3 827	3 430
Paiements fondés sur des actions	5 020	553
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat comptabilisé(e) aux comptes de résultat	(5 404) \$	5 661 \$

Les actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés par la Société et les variations survenues au cours de l'exercice sont présentés ci-après :

	États de la situation financière consolidés		Comptes de résultat consolidés	
	31 mars 2016	31 mars 2015	31 mars 2016	31 mars 2015
Profit latent sur les titres détenus	(1 106) \$	(1 585) \$	(479) \$	(370) \$
Provisions pour litiges	356	602	246	1 073
Rémunération non versée	2 258	2 179	(80)	109
Fraction non amortie du coût en capital du matériel et des aménagements des locaux loués en excédent de leur valeur comptable nette	2 687	2 786	23	(598)
Fraction non amortie des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires	1 252	3 448	2 197	344
Reports de pertes en avant	8 636	7 612	(2 573)	(3 049)
Frais d'émission d'actions ordinaires et privilégiées	138	741	603	512
RILT	13 858	11 898	(1 960)	3 520
Autres immobilisations incorporelles	(19 770)	(21 762)	(1 987)	(2 706)
Divers	2 462	2 172	1 796	(435)
	10 771 \$	8 091 \$	(2 214) \$	(1 600) \$

Les actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés dans les états de la situation financière consolidés sont comme suit :

	31 mars 2016	31 mars 2015
Actifs d'impôt différé	11 221 \$	10 148 \$
Passifs d'impôt différé	(450)	(2 057)
	10 771 \$	8 091 \$

Les variations du montant net des actifs et passifs d'impôt différé survenues au cours de l'exercice se présentent comme suit :

	31 mars 2016	31 mars 2015
Solde d'ouverture au 1^{er} avril	8 091 \$	6 707 \$
Recouvrement d'impôt comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés	2 214	1 600
Effet de change sur les actifs et passifs d'impôt différé	134	(231)
Divers	332	15
Solde de clôture au 31 mars	10 771 \$	8 091 \$

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et si l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

Des pertes fiscales reportées en avant de 20,6 millions \$ (19,3 millions \$ en 2015) au Royaume-Uni et en Europe ont été comptabilisées à titre d'actifs d'impôt différé. Ces pertes peuvent être reportées en avant indéfiniment. Au Canada, des pertes fiscales reportées en avant de 14,7 millions \$ (11,2 millions \$ en 2015) ont été comptabilisées comme actifs d'impôt différé et elles peuvent être reportées en avant sur une période de 20 ans.

À la date de clôture, la Société a reporté en avant des pertes fiscales d'environ 42,2 millions \$ (30,6 millions \$ en 2015) pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces pertes sont liées à des filiales à l'extérieur du Canada qui ont subi des pertes par le passé, et qui peuvent également être assujetties à des restrictions législatives quant à leur utilisation et ne pas pouvoir être utilisées pour compenser le revenu imposable d'autres sociétés du groupe consolidé. Les filiales ne disposent pas de différences temporaires imposables ni de possibilités de planification fiscale qui pourraient, en partie, justifier la comptabilisation de ces pertes à titre d'actifs d'impôt différé puisqu'il n'est pas suffisamment probable qu'un avantage économique futur sera réalisé. Ces pertes arrivent à échéance en 2029.

Les autres différences temporaires non comptabilisées à titre d'actifs d'impôt différé liés aux filiales à l'extérieur du Canada s'établissaient à 26,3 millions \$ au 31 mars 2016 (26,7 millions \$ en 2015). Comme les filiales à l'extérieur du Canada ont subi des pertes par le passé et que les différences temporaires déductibles pourraient ne pas pouvoir être utilisées pour compenser le revenu imposable d'autres sociétés du groupe consolidé, aucun actif n'a été comptabilisé, étant donné qu'il n'est pas suffisamment probable qu'un avantage économique futur sera réalisé.

NOTE 14 Dette subordonnée

	31 mars 2016	31 mars 2015
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 4 % par année, remboursable à vue	15 000 \$	15 000 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRCVM. Aux 31 mars 2016 et 2015, les taux d'intérêt de la dette subordonnée étaient de respectivement 6,7 % et 6,85 %. La valeur comptable de la dette subordonnée s'approche de sa juste valeur en raison de la nature à court terme du passif.

NOTE 15 Actions privilégiées

	31 mars 2016		31 mars 2015	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A, émises et en circulation	110 818 \$	4 540 000	110 818 \$	4 540 000
Actions privilégiées de série C, émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C, détenues comme actions autodétenues	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641 \$	8 433 206	205 641 \$	8 433 206

i) ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

La Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 septembre 2016. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série A ont le droit, à leur gré, de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série B), sous réserve de certaines conditions, le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série B auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

La Société a l'option de racheter les actions privilégiées de série A le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série B sont rachetables au gré de la Société le 30 septembre 2021 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

ii) ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

La Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série C) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 juin 2017. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série C ont le droit, à leur gré, de convertir la totalité ou une partie de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série D), sous réserve de certaines conditions, le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série D auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

La Société a l'option de racheter les actions privilégiées de série C le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série D sont rachetables au gré de la Société le 30 juin 2022 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

	31 mars 2016		31 mars 2015	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Émises et entièrement libérées	729 502 \$	103 812 814	722 509 \$	102 607 705
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(15 099)	(2 557 568)	(25 852)	(3 424 549)
Détenues dans le cadre du RILT	(96 647)	(12 171 624)	(75 799)	(7 388 489)
	617 756 \$	89 083 622	620 858 \$	91 794 667

ij) AUTORISÉES

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

ii) ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 mars 2014	101 471 456	713 140 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions (note 18)	2 565 653	18 901
Actions émises dans le cadre des régimes de remplacement (note 18)	270 528	2 420
Actions annulées	(1 699 932)	(11 952)
Solde au 31 mars 2015	102 607 705	722 509
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions (note 18)	1 806 115	10 023
Actions émises dans le cadre des régimes de remplacement (note 18)	77 830	1 749
Actions annulées	(678 836)	(4 779)
Solde au 31 mars 2016	103 812 814	729 502 \$

Le 5 août 2015, la Société a déposé un avis de renouvellement de son OPRCNA qui lui permet de racheter, du 13 août 2015 au 12 août 2016, jusqu'à concurrence de 5 163 737 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 1^{er} avril 2015 et le 31 mars 2016, un total de 624 350 actions ont été achetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA.

iii) PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social. Les prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires sont amortis sur la durée d'acquisition des droits. La différence entre les valeurs non acquises et non amorties est incluse dans le surplus d'apport.

iv] PERTE PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2016	31 mars 2015
Perte par action ordinaire		
Perte attribuable aux actionnaires de GCGI	(358 471) \$	(13 184) \$
Dividendes sur actions privilégiées	(11 992)	(11 877)
Perte attribuable aux actionnaires ordinaires	(370 463)	(25 061)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	90 552 860	91 693 485
Perte par action	(4,09) \$	(0,27) \$
Perte diluée par action ordinaire		
Perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires	(370 463)	(25 061)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	s. o.	s. o.
Effet dilutif dans le cadre du RILT (nombre)	s. o.	s. o.
Effet dilutif lié aux autres régimes de paiements fondés sur des actions ordinaires (nombre)	s. o.	s. o.
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	s. o.	s. o.
Perte par action ordinaire	(4,09) \$	(0,27) \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2016, les instruments comportant des actions ordinaires potentielles ont été exclus des calculs de la perte diluée par action, ces instruments étant antidilutifs.

Aucune autre transaction comportant des actions ordinaires ou des actions ordinaires potentielles, qui aurait eu une incidence importante sur la perte par action ordinaire, n'a eu lieu entre la date de clôture et la date d'autorisation de la publication de ces états financiers.

NOTE 17

Dividendes

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES

La Société a déclaré les dividendes sur actions ordinaires suivants au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividendes sur actions ordinaires
19 juin 2015	2 juillet 2015	0,05 \$	5 163 \$
28 août 2015	10 septembre 2015	0,05 \$	5 165 \$
20 novembre 2015	10 décembre 2015	0,05 \$	5 163 \$

Le 1^{er} juin 2016, le conseil d'administration a examiné la politique de dividende de la Société à la lumière du contexte de marché et des activités commerciales et a convenu de maintenir la suspension du dividende trimestriel sur les actions ordinaires. Cette suspension sera revue chaque trimestre et sera fonction du contexte commercial et de la rentabilité (note 25).

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividendes sur actions privilégiées
19 juin 2015	30 juin 2015	0,34375 \$	0,359375 \$	2 998 \$
18 septembre 2015	30 septembre 2015	0,34375 \$	0,359375 \$	2 998 \$
18 décembre 2015	31 décembre 2015	0,34375 \$	0,359375 \$	2 998 \$
18 mars 2016	31 mars 2016	0,34375 \$	0,359375 \$	2 998 \$

Le 1^{er} juin 2016, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 juin 2016 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 17 juin 2016 (note 25).

Le 1^{er} juin 2016, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 juin 2016 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 17 juin 2016 (note 25).

NOTE 18**Régimes de paiement fondé sur des actions****ij) RILT**

En vertu du RILT, des unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni, une fiducie pour les avantages du personnel a été constituée. La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiducies pour les avantages du personnel (les « fiducies ») des fonds que les fiduciaires utilisent pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI. La Société peut aussi émettre des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants du régime par suite de l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

Il y a eu 8 130 645 UATI (5 562 539 UATI pour l'exercice clos le 31 mars 2015) attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016. Les fiducies ont acquis 7 554 788 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016 (5 112 934 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015).

Le nombre d'actions dont les droits sont acquis et le nombre d'actions auxquelles il a été renoncé comprennent les actions attribuées dans le cadre du RILT du régime incitatif de CSH (note 18 iv)).

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur la juste valeur à la date d'attribution et est amortie selon le calendrier d'acquisition graduelle sur la période d'acquisition des droits qui est généralement de trois ans. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016 s'est établie à 6,34 \$ (10,58 \$ au 31 mars 2015).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2014	10 583 243
Attributions	5 562 539
Actions dont les droits sont acquis	(4 776 985)
Actions auxquelles il a été renoncé	(622 579)
Attributions en cours au 31 mars 2015	10 746 218
Attributions	8 130 645
Actions dont les droits sont acquis	(3 951 322)
Annulations	(1 815 790)
Actions auxquelles il a été renoncé	(1 146 896)
Attributions en cours au 31 mars 2016	11 962 855

	Nombre
Actions ordinaires détenues par les fiducies au 31 mars 2014	4 734 446
Actions acquises	5 112 934
Actions libérées à l'acquisition des droits	(2 458 891)
Actions ordinaires détenues par les fiducies au 31 mars 2015	7 388 489
Actions acquises	7 554 788
Actions libérées à l'acquisition des droits	(2 771 653)
Actions ordinaires détenues par les fiducies au 31 mars 2016	12 171 624

ii) PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre des prêts à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) visant à financer partiellement l'achat d'actions de la Société et à accroître l'actionnariat des employés. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction. Ces prêts sont des transactions réglées en instruments de capitaux propres et font généralement l'objet d'une renonciation sur une période de trois à cinq ans à compter de l'avance initiale du prêt ou à la fin de cette période de trois à cinq ans (note 16 iii)),

iii] RÉGIMES DE REMPLACEMENT D' ACTIONS

Par suite de l'acquisition de CSHP, les régimes de paiements fondés sur des actions suivants ont été mis sur pied en remplacement des régimes de paiements fondés sur des actions de CSHP existant à la date d'acquisition :

Régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de Collins Stewart Hawkpoint de remplacement mis en place par Groupe Canaccord Genuity Inc.

Le 21 mars 2012, la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui remplaçait les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existant à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient aux régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP se sont vu attribuer des options sur actions ordinaires de la Société en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. Le prix d'exercice de ces options était de néant. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées, qui sont maintenant acquis, l'ont été sur une période allant de un an à trois ans à partir de la date d'acquisition de CSHP. Selon l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (IFRS 3), une partie des droits attribués était incluse dans le prix d'acquisition de CSHP et une autre partie a été différée et amortie dans la charge de rémunération au rendement sur la période d'acquisition des droits. Les attributions étaient entièrement amorties en date du 31 mars 2015.

	Nombre
Solde au 31 mars 2014	99 231
Exercées	(66 338)
Solde au 31 mars 2015	32 893
Exercées	(7 256)
Solde au 31 mars 2016	25 637

Le tableau suivant présente un résumé des options sur actions en cours au 31 mars 2016 :

	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'actions ordinaires	Durée contractuelle restante moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré
Fourchette du prix d'exercice					
néant \$	25 637	5,01	néant	25 637	néant

Régime d'intéressement à long terme de remplacement de Collins Stewart Hawkpoint mis en place par Groupe Canaccord Genuity Inc.

Le 21 mars 2012, la Société a mis sur pied le RILT de remplacement, qui remplaçait les RILT de CSHP existant à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient aux RILT de CSHP se sont vu attribuer des options sur actions de la Société en vertu du RILT de remplacement. Le prix d'exercice de ces options était de néant. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées, qui sont maintenant acquis, l'ont été graduellement chaque année sur une période de trois ans. Selon l'IFRS 3, une partie des droits attribués est incluse dans le prix d'acquisition de CSHP et une autre partie a été différée et amortie dans la charge de rémunération au rendement sur la période d'acquisition des droits. Les attributions étaient entièrement amorties en date du 31 mars 2015.

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2014	496 996
Exercées	(204 190)
Actions auxquelles il a été renoncé	(10 832)
Solde au 31 mars 2015	281 974
Exercées	(70 574)
Solde au 31 mars 2016	211 400

Le tableau suivant présente un résumé des options sur actions en cours au 31 mars 2016 :

	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'actions ordinaires	Durée contractuelle restante moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré
Fourchette du prix d'exercice					
néant \$	211 400	5,01	néant	211 400	néant

iv] RÉGIME INCITATIF DE CSH

Dans le cadre de l'acquisition de CSHP, la Société a convenu de mettre sur pied un programme de maintien en fonction à l'intention des employés clés de CSHP. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société a attribué 2 418 861 UATI, dont les droits sont acquis sur une période de cinq ans. Conformément au programme, les droits de un tiers du total des UATI (806 302 UATI) ont été acquis au troisième anniversaire de la date d'attribution selon les modalités du RILT existant. Les droits des deux autres tiers des UATI (1 612 559 UATI) seront acquis selon les modalités du nouveau régime incitatif de CSH, soit la moitié des 1 612 559 UATI, au quatrième anniversaire et l'autre moitié, au cinquième anniversaire.

	RILT (nombre)	Régime autre que le RILT (nombre)	Nombre total d'UATI attribuées
Solde au 31 mars 2014	725 257	1 450 480	2 175 737
Unités d'actions dont les droits sont acquis	(666 551)	—	(666 551)
Unités d'actions auxquelles il a été renoncé	(58 706)	(117 413)	(176 119)
Solde au 31 mars 2015	—	1 333 067	1 333 067
Unités d'actions dont les droits sont acquis	—	(626 446)	(626 446)
Unités d'actions auxquelles il a été renoncé	—	(55 545)	(55 545)
Solde au 31 mars 2016	—	651 076	651 076

Chaque date d'acquisition des droits, les UATI permettent au bénéficiaire de l'attribution de recevoir une somme en trésorerie ou des actions ordinaires de la Société. Si, à la date d'acquisition des droits, le cours de l'action est inférieur à 8,50 \$ par action, la Société, à sa discrétion, versera à l'employé une somme en trésorerie équivalant à a) 8,50 \$ multiplié par le nombre d'UATI dont les droits sont acquis à cette date, ou b) la différence entre 8,50 \$ et le cours de l'action à la date d'acquisition des droits, multiplié par le nombre d'UATI dont les droits sont acquis à cette date, majoré du nombre d'actions équivalant au nombre d'UATI dont les droits sont acquis à cette date. Si le cours de l'action est supérieur à 8,50 \$, la Société réglera les UATI en actions ordinaires.

En vertu de ce régime, les attributions doivent faire l'objet d'un règlement total ou partiel en trésorerie si, au moment de l'acquisition des droits, le cours de l'action est inférieur à 8,50 \$. Dans la mesure où un règlement en trésorerie est considéré comme étant probable, une partie de ces attributions est traitée comme étant réglée en trésorerie et inscrite aux états de la situation financière à titre de passif. Au 31 mars 2016, la valeur comptable du passif s'élevait à 2,1 millions \$ (1,7 million \$ au 31 mars 2015).

La juste valeur des UATI à la date d'attribution était de 8,50 \$, pour une valeur totale du régime de 20,2 millions \$, laquelle est amortie de façon graduelle.

v] OPTIONS SUR ACTIONS

La Société a attribué précédemment des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs et à des hauts dirigeants. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des administrateurs indépendants s'acquièrent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des hauts dirigeants s'acquièrent sur une période de cinq ans et arrivent à échéance à la première des éventualités suivantes à survenir : a) sept ans à partir de la date d'attribution; b) trois ans après le décès du porteur de l'option ou tout autre événement mettant fin à son emploi; c) après l'annulation des actions visées par l'option du porteur dont les droits ne sont pas encore acquis, quelle qu'en soit la raison (à l'exception d'une retraite anticipée, mais y compris une démission sans qu'une entente de sortie officielle ne soit conclue ainsi qu'un licenciement motivé); ou d) en cas de retraite anticipée, après qu'il a été établi que le porteur de l'option a livré concurrence à la Société ou a violé des obligations de non-concurrence, de non-sollicitation ou de non-divulgateion. Le prix d'exercice est fondé sur la juste valeur de marché des actions ordinaires à la date d'attribution.

Le tableau qui suit présente un sommaire des options sur actions de la Société au 31 mars 2016, et des variations survenues au cours de la période close à cette date :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 31 mars 2014	1 959 632	9,23 \$
Exercées	(234 636)	9,47 \$
Arrivées à échéance	(115 642)	9,47 \$
Solde au 31 mars 2015	1 609 354	9,25 \$
Exercées	—	—
Arrivées à échéance	(100 000)	7,21 \$
Solde au 31 mars 2016	1 509 354	9,38 \$

Le tableau suivant présente un résumé des options sur actions en cours au 31 mars 2016 :

Fourchette du prix d'exercice	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'actions ordinaires	Durée contractuelle restante moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré
8,39 \$ – 9,47 \$	1 509 354	1,50	9,38 \$	1 509 354	9,38 \$

Les modèles d'évaluation des options exigent le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. La volatilité se fonde sur la tendance historique des cours de l'action de la Société. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions de la Société.

vi] UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'UAD pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants doivent tous les ans indiquer comment ils souhaitent que leur rémunération leur soit versée et peuvent préciser le pourcentage qui leur sera versé sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD octroyées étant multiplié par le cours de clôture de l'action à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société, et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a attribué 92 461 UAD (53 307 UAD en 2015). La valeur comptable du passif lié aux UAD au 31 mars 2016 était de 1,0 million \$ (1,2 million \$ au 31 mars 2015).

vii] CHARGE AU TITRE DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2016	31 mars 2015
RILT	42 348 \$	36 496 \$
Prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires	5 552	15 824
Régime incitatif de CSH	3 148	4 062
Unités d'actions différées (réglées en trésorerie)	(489)	(320)
Divers	(19)	1 483
Charge accélérée au titre des paiements fondés sur des actions incluse à titre de frais de restructuration	1 360	3 760
Total de la charge au titre de paiements fondés sur des actions	51 900 \$	61 305 \$

L'amortissement accéléré lié aux primes annulées au cours de l'exercice le 31 mars 2016 est inclus dans la charge au titre du RILT. L'annulation tenait compte de l'attribution de 1,5 million d'UATI (d'une valeur de 8,9 millions \$) par suite de la nomination du chef de la direction, auxquelles il a renoncé le 31 mars 2016.

NOTE 19

Transactions avec des parties liées

ij) FILIALES CONSOLIDÉES

Les états financiers comprennent les états financiers de la Société et des principales filiales d'exploitation et sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société qui figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2016	31 mars 2015
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Singapore Pte Ltd**	Singapour	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd*	Australie	50 %	50 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited*	Australie	50 %	50 %
加通贝祥 (北京) 投资顾问有限公司 (Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited)	Chine	100 %	100 %
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	s. o.

* La Société détient 50 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en date du 31 mars 2016, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (60 % au 31 mars 2015) (note 8).

** Le 8 avril 2016, la Société a conclu un contrat visant la vente de ses actions dans Canaccord Genuity Singapore Pte Ltd. Cette vente est assujettie à l'approbation réglementaire de l'Autorité monétaire de Singapour et devrait avoir lieu au cours deuxième trimestre de l'exercice 2017 (note 25).

ii) RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2016 et 2015 :

	31 mars 2016	31 mars 2015
Avantages du personnel à court terme	4 668 \$	8 063 \$
Paiements fondés sur des actions	2 526	9 412
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	7 194 \$	17 475 \$

Dans le cadre de l'accord de rémunération globale se rapportant à sa nomination à titre de chef de la direction le 1^{er} octobre 2015, le chef de la direction s'est vu attribuer 1,5 million d'UATI, d'une valeur de 8,9 millions \$. Il a renoncé à cette prime le 31 mars 2016, et le montant de la prime n'est pas inclus dans le tableau ci-dessus.

iii] AUTRES TRANSACTIONS AVEC LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

	31 mars 2016	31 mars 2015
Créances clients	61	—
Dettes fournisseurs et charges à payer	4 035	1 041

iv] MODALITÉS DES TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles appliquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

NOTE 20**Information sectorielle**

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés et les activités de consultation, de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, et aux États-Unis. Les activités des Autres établissements à l'étranger comprennent les activités de Canaccord Genuity (Barbados) Ltd., Canaccord Genuity Asia et la participation donnant le contrôle de 58 % (60 % au 31 mars 2015) dans Canaccord Genuity Australia, et sont aussi incluses dans Canaccord Genuity.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis, et du Royaume-Uni et d'Europe.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte, parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Canaccord Genuity, puisqu'il se rapporte aux acquisitions de Genuity et à la participation donnant le contrôle dans Canaccord Genuity Australia. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de CSHP est attribué aux secteurs Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition d'Eden Financial Ltd. est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Eden Financial Ltd.). L'impôt sur le résultat est géré au niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs. Tous les produits des activités ordinaires, le résultat avant impôts et les imputations intersectorielles sont tirés de clients externes. En outre, la Société ne répartit pas les flux de trésorerie par secteur à présenter.

	Pour les exercices clos les							
	31 mars 2016				31 mars 2015			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et Autres	Total
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des produits d'intérêts	528 999 \$	236 663 \$	5 313 \$	770 975 \$	606 497 \$	240 178 \$	11 876 \$	858 551 \$
Produits d'intérêts	3 271	9 904	3 655	16 830	6 608	10 712	4 892	22 212
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	501 625	196 961	53 111	751 697	527 380	202 480	50 912	780 772
Amortissement	13 915	10 264	1 160	25 339	15 417	11 091	1 920	28 428
Frais de développement	7 869	6 911	11 349	26 129	9 467	8 217	6 764	24 448
Charges d'intérêts	8 542	241	1 439	10 222	11 467	539	1 418	13 424
Frais de restructuration	11 305	165	5 882	17 352	20 997	783	3 033	24 813
Dépréciation du goodwill	321 037	—	—	321 037	14 535	—	—	14 535
Résultat avant impôt sur le résultat et imputations intersectorielles	(332 023)	32 025	(63 973)	(363 971)	13 842	27 780	(47 279)	(5 657)
Moins : Imputations intersectorielles	17 087	21 854	(38 941)	—	11 910	21 683	(33 593)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	(349 110) \$	10 171 \$	(25 032) \$	(363 971) \$	1 932 \$	6 097 \$	(13 686) \$	(5 657) \$

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis et dans les Autres établissements à l'étranger. Le tableau suivant présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique (les produits sont attribués aux secteurs géographiques en fonction de l'emplacement de l'entreprise sous-jacente présentant ses résultats d'exploitation) :

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2016	31 mars 2015
Canada	247 021 \$	345 325 \$
Royaume-Uni et Europe	283 803	281 493
États-Unis	218 965	204 339
Autres établissements à l'étranger	38 016	49 606
	787 805 \$	880 763 \$

Le tableau suivant présente les principales informations ayant trait à la situation financière de chaque secteur géographique :

	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établissements à l'étranger	Total
Au 31 mars 2016					
Matériel et aménagements des locaux loués	12 452 \$	12 751 \$	9 798 \$	2 048 \$	37 049 \$
Goodwill	92 074	111 658	—	—	203 732
Immobilisations incorporelles	58 025	61 088	92	999	120 204
Actifs non courants	162 551	185 497	9 890	3 047	360 985
Au 31 mars 2015					
Matériel et aménagements des locaux loués	15 607	14 300	11 128	2 338	43 373
Goodwill	242 074	210 146	9 103	44 256	505 579
Immobilisations incorporelles	60 819	68 371	90	5 597	134 877
Actifs non courants	318 500 \$	292 817 \$	20 321 \$	52 191 \$	683 829 \$

NOTE 21 **Gestion du capital**

La Société a besoin de capitaux à des fins opérationnelles et aux fins de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global ainsi que la dette subordonnée. Le tableau ci-après présente le sommaire de notre capital aux 31 mars 2016 et 2015 :

Type de capital	31 mars 2016	31 mars 2015
Actions privilégiées	205 641 \$	205 641 \$
Actions ordinaires	617 756	620 858
Surplus d'apport	86 235	85 597
Résultats non distribués (déficit)	(294 586)	92 815
Cumul des autres éléments du résultat global	134 883	112 631
Capitaux propres	749 929	1 117 542
Dette subordonnée	15 000	15 000
	764 929 \$	1 132 542 \$

Le cadre de la gestion du capital de la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui :

- respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société fixés par leurs organismes de réglementation respectifs;
- permet de financer les activités courantes et futures;
- permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance;
- favorise la création de valeur pour les actionnaires.

Les filiales suivantes sont assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire des organismes de réglementation de leur territoire respectif :

- La Corporation Canaccord Genuity est assujettie à la réglementation canadienne, principalement celle de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières Inc. (OCRCVM).
- Canaccord Genuity Limited, Canaccord Genuity Wealth Limited et Canaccord Genuity Financial Planning Limited sont régies par la Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni.
- Canaccord Genuity Wealth (International) Limited détient un permis octroyé par la Guernsey Financial Services Commission, la Isle of Man Financial Supervision Commission et la Jersey Financial Services Commission et est réglementée par ces dernières.
- Canaccord Genuity Singapore Pte Ltd. est assujettie à la réglementation de la Monetary Authority of Singapore.
- Canaccord Genuity (Australia) Limited est réglementée par l'Australian Securities and Investments Commission.
- Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited est réglementée à Hong Kong par la Securities and Futures Commission.
- Canaccord Genuity Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority, Inc. (FINRA).
- Canaccord Genuity Wealth Management (USA), Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la FINRA.
- Canaccord Asset Management Inc. est assujettie au Canada à la réglementation de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.

Les exigences en matière de capital réglementaire peuvent varier quotidiennement en raison des dépôts de garantie obligatoires à l'égard des transactions en cours et des exigences en matière de prise ferme ou de fonds de roulement. En vue de se conformer à ces exigences, la Société pourrait être tenue de maintenir des liquidités et d'autres actifs liquides disponibles à un niveau suffisant pour satisfaire aux exigences en matière de capital réglementaire, et ne pas pouvoir utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou à des fins de décaissement. Certaines des filiales sont également assujetties à la réglementation en matière de retrait du capital, y compris le versement de dividendes à la Société. Au cours de l'exercice considéré, il n'y a eu aucun changement notable apporté à la politique de gestion du capital de la Société. Au 31 mars 2016 et pour l'exercice clos à cette date, les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences minimales en matière de capital réglementaire.

NOTE 22

Fonds des clients

Au 31 mars 2016, les fonds des clients, qui sont détenus dans des comptes distincts par les activités au Royaume-Uni et en Europe, s'élevaient à 2 179 millions \$ (1 168,0 millions £) (1 880,4 millions \$; 1 000 millions £ en 2015). Ce montant comprenait des soldes de 6,2 millions \$ (3,3 millions £) (18,4 millions \$; 9,8 millions £ en 2015) détenus au nom de clients aux fins du règlement de transactions en cours et des dépôts distincts de 2 173 millions \$ (1 165 millions £) (1 862 millions \$; 991,2 millions £ en 2015) détenus au nom de clients qui ne figurent pas dans les états de la situation financière consolidés. Les variations des soldes de règlement sont prises en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

NOTE 23

Provisions et éventualités

PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours des exercices clos les 31 mars 2016 et 2015 :

	Provisions pour litiges	Provisions pour frais de restructuration	Total des provisions
Solde au 31 mars 2014	7 412 \$	2 922 \$	10 334 \$
Ajouts	4 428	24 813	29 241
Utilisées	(7 068)	(16 261)	(23 329)
Recouvrements	(1 926)	—	(1 926)
Solde au 31 mars 2015	2 846 \$	11 474 \$	14 320 \$
Ajouts	2 518	17 352	19 870
Utilisées	(1 764)	(13 615)	(15 379)
Solde au 31 mars 2016	3 600 \$	15 211 \$	18 811 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a engagé des frais de restructuration de 17,4 millions \$ qui se rapportaient aux réductions d'effectifs dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, à la fermeture du bureau de la Barbade compris dans les Autres établissements à l'étranger, ainsi qu'aux coûts liés aux réductions de personnel et à certains changements à la haute direction au Canada. La provision pour frais de restructuration au 31 mars 2016 a trait principalement à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la restructuration de la Société. En date du 31 mars 2016, il est prévu que les provisions pour frais de restructuration seront utilisées en grande partie au cours de l'exercice se clôturant le 31 mars 2017.

Engagements, procédures de litige et passif éventuel

Dans le cours normal des activités, la Société est partie à des litiges et, au 31 mars 2016, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a établi des provisions pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des affaires, lesquelles, en date du 31 mars 2016, n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

L'évaluation et l'analyse des réclamations par la direction indiquent que les sommes raisonnablement demandées dans le cadre de certaines d'entre elles sont importantes et, par conséquent, ces réclamations sont décrites ci-après.

Certaines réclamations ont été invoquées contre la Société en ce qui a trait à la vente au Royaume-Uni par un prédécesseur de certains produits de gestion de patrimoine conventionnels fiscalement avantageux relatifs à un partenariat cinématographique. Ces réclamations pourraient être importantes si elles sont avancées, que des réclamations additionnelles sont effectuées, et que les hypothèses utilisées par la Société pour déterminer que ces réclamations ne sont pas probables et ne peuvent être estimées changent au cours des futures périodes. Dans cette éventualité, la Société peut être tenue de comptabiliser une provision à l'égard d'une issue défavorable qui pourrait avoir une incidence néfaste importante sur la situation financière de la Société. Les clients de la Société détiennent un placement total dans ces produits estimé à 10,9 millions \$ (5,8 millions £). Le report d'impôt total initial obtenu par les clients de la Société à l'égard de ces produits lorsqu'ils ont été achetés par ces clients de 2006 à 2009 est estimé à 15,0 millions \$ (8,0 millions £). L'application conformément aux récentes annonces de l'autorité fiscale du Royaume-Uni relativement à l'imposition de produits similaires vendus par

d'autres conseillers financiers (les « litiges ») pourrait se traduire par des passifs d'impôt supérieurs au montant du report d'impôt initial pour les acheteurs de ces produits. Le passif d'impôt éventuel supérieur au montant du report d'impôt initial pour les clients de la Société est estimé à 15,5 millions \$ (8,3 millions £). L'issue probable des litiges et son incidence sur l'imposition relativement à cette question ainsi que la probabilité d'une perte pour la Société relativement à toute réclamation invoquée contre la Société, ou qui pourrait l'être, ne peuvent être déterminées à la date des présents états financiers consolidés.

NOTE 24 Engagements

Les filiales de la Société se sont engagées à verser les loyers minimaux approximatifs suivants pour des locaux et du matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

2017	31 196 \$
2018	27 618
2019	22 577
2020	17 465
2021	15 421
Par la suite	36 821
	<u>151 098 \$</u>

Certains contrats de location, qui se rapportent principalement à la location de bureaux, sont assortis d'options de prolongation et prévoient un loyer fixé par paliers.

Certaines filiales de la Société ont conclu des contrats de sous-location. Les loyers minimaux approximatifs pour les locaux et le matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite sont indiqués ci-après :

2017	1 286 \$
2018	884
2019	718
2020	718
2021	718
Par la suite	1 017
	<u>5 341 \$</u>

NOTE 25 Événements postérieurs à la date de clôture

i] CESSION D'ENTREPRISE

Le 8 avril 2016, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une transaction avec SAC Capital Private Limited (SAC Capital) dans le cadre de laquelle SAC Capital acquerra 100 % des actions ordinaires de Canaccord Genuity Singapore Pte Ltd.

La Société recevra une contrepartie initiale au comptant et d'autres paiements fondés sur la valeur des actifs corporels nets et une contrepartie différée calculée en fonction des flux de trésorerie futurs découlant des activités existantes.

La transaction est tributaire du respect de certaines conditions à la clôture, y compris l'approbation réglementaire de la Monetary Authority of Singapore, et devrait être conclue au deuxième trimestre de l'exercice 2017.

ii] DIVIDENDES

Le 1^{er} juin 2016, le conseil d'administration a examiné la politique de dividende de la Société à la lumière du contexte de marché et des activités commerciales et a convenu de maintenir la suspension du dividende trimestriel sur les actions ordinaires. Cette suspension sera revue chaque trimestre et sera fonction du contexte commercial et de la rentabilité.

Le 1^{er} juin 2016, le conseil d'administration a approuvé les dividendes en espèces suivants : dividende de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 juin 2016 aux actionnaires inscrits le 17 juin 2016; dividende de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 juin 2016 aux actionnaires inscrits le 17 juin 2016.

iii] DETTE SUBORDONNÉE

La Société prévoit rembourser 7,5 millions \$ de la dette subordonnée au cours l'exercice clos le 31 mars 2017.

Informations supplémentaires

Note : Les présentes informations supplémentaires ne sont pas auditées et doivent être lues avec les états financiers audités contenus dans le présent rapport.

Points saillants financiers¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG, les ASA, l'information sur les actions ordinaires et privilégiées, les mesures financières et les pourcentages)

	Aux 31 mars et pour les exercices clos à cette date				
	2016	2015	2014	2013	2012
Résultats financiers					
Produits des activités ordinaires	787 805 \$	880 763 \$	855 244 \$	797 122 \$	604 864 \$
Charges	1 151 776	886 420	790 656	820 824	620 983
Charge d'impôt sur le résultat (recouvrement)	(5 404)	5 661	12 531	(4 927)	5 227
Résultat net	(358 567)	(11 318)	52 057	(18 775)	(21 346)
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(358 471)	(13 184)	51 413	(16 819)	(20 307)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(370 463)	(25 061)	39 651	(28 539)	(25 122)
Secteur d'activité					
Résultat avant impôt sur le résultat					
Canaccord Genuity ²	(349 110) \$	1 932 \$	74 391 \$	3 640 \$	(13 534) \$
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	10 171	6 097	(7 389)	(35 978)	(912)
Non sectoriel et autres	(25 032)	(13 686)	(2 414)	8 636	(1 673)
Secteur géographique					
Résultat avant impôt sur le résultat					
Canada ³	(179 586) \$	16 487 \$	(8 572) \$	4 206 \$	39 439 \$
Royaume-Uni et Europe ⁴	(103 220)	(3 216)	47 431	(9 709)	(41 202)
États-Unis ⁵	(24 606)	(6 658)	27 320	(8 881)	(7 533)
Autres établissements à l'étranger ⁶	(56 559)	(12 270)	(1 591)	(9 318)	(6 823)
Information sur les actifs des clients (en millions \$)					
ASG – Canada (discrétionnaires)	1 257 \$	1 561 \$	1 204 \$	835 \$	677 \$
ASA – Canada	9 192	10 729	10 160	10 429	14 828
ASG – Royaume-Uni et Europe	22 791	21 763	20 156	15 936	13 087
ASG – Australie	731	836	555	451	—
Total	32 714	33 328	30 871	26 816	27 915
Information sur les actions ordinaires					
Par action ordinaire (en \$)					
Résultat de base	(4,09) \$	(0,27) \$	0,42 \$	(0,31) \$	(0,33) \$
Résultat après dilution	(4,09)	(0,27)	0,39	(0,31)	(0,33)
Valeur comptable par action ordinaire diluée ⁷	4,99	8,71	9,05	7,68	8,26
Cours de l'action ordinaire (en \$)					
Haut	8,58 \$	13,49 \$	8,45 \$	8,30 \$	15,31 \$
Bas	3,50	5,98	5,05	4,03	6,94
Clôture	4,01	6,52	8,20	6,82	8,30
Actions ordinaires en circulation (en milliers)					
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	89 084	91 795	93 115	93 062	94 026
Nombre d'actions émises et en circulation	103 812	102 608	101 471	102 896	101 689
Nombre d'actions après dilution	109 072	104 704	107 937	109 880	106 883
Nombre moyen de base	90 553	91 693	94 125	92 218	76 715
Nombre moyen après dilution	s. o.	s. o.	101 993	s. o.	s. o.
Capitalisation boursière (en milliers)	437 379	682 673	885 087	749 380	887 131
Information sur les actions privilégiées (en milliers)					
Nombre d'actions émises et en circulation	8 540	8 540	8 540	8 540	4 540
Mesures financières					
Dividendes par action ordinaire	0,10 \$	0,25 \$	0,20 \$	0,20 \$	0,40 \$
Rendement des actions ordinaires (cours de clôture)	2,5 %	3,8 %	2,4 %	2,9 %	4,8 %
Ratio de distribution sur les actions ordinaires	(2,8) %	(101,9) %	51,6 %	(71,8) %	(139,9) %
Rendement total des capitaux propres ⁸	(37,0) %	(17,4) %	23,2 %	(15,4) %	(37,9) %
RCP ⁹	(50,4) %	(2,9) %	4,4 %	(3,3) %	(3,1) %
Ratio cours/bénéfice ¹⁰	(1,0)	(21,0)	21,0	(22,0)	(24,4)
Ratio cours/valeur comptable ¹¹	0,8	0,7	0,9	0,9	1,0

1) Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Parmi les mesures non conformes aux IFRS, mentionnons le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP), la valeur comptable par action ordinaire, après dilution, le rendement des actions ordinaires, le ratio de distribution sur les actions ordinaires, le rendement total des capitaux, le ratio cours/bénéfice, le ratio cours/valeur comptable, les actifs sous gestion (ASG) et les actifs sous administration (ASA).

2) Comprend les activités de la division mondiale des marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine, à Dubai, à la Barbade et à Singapour.

3) La région géographique du Canada de la Société inclut les activités des secteurs Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et Non sectoriel et autres.

4) La région géographique du Royaume-Uni et de l'Europe de la Société œuvre sur les marchés des capitaux et exerce des activités de gestion de patrimoine. Les résultats des anciennes entités de CSHP situées au Royaume-Uni et en Europe depuis le 22 mars 2012 et les activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. depuis le 1^{er} octobre 2012 sont aussi inclus.

5) La région géographique des États-Unis de la Société inclut les activités des marchés des capitaux et les activités de gestion de patrimoine. Les résultats des anciennes entités de CSHP situées aux États-Unis sont inclus depuis le 22 mars 2012. Les résultats d'exploitation de Dubai sont inclus depuis le T2/16.

6) Les produits tirés des activités ordinaires sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni et de l'Europe sont présentés au poste Autres établissements à l'étranger qui comprend les activités en Australie, en Chine, à la Barbade, à Dubai et à Singapour. Les résultats d'exploitation de l'Australie sont inclus depuis le 1^{er} novembre 2011, et ceux de Singapour depuis le 22 mars 2012. Les résultats d'exploitation de Dubai sont inclus depuis le T2/16.

7) La valeur comptable par action ordinaire, après dilution, mesure non conforme aux IFRS, correspond au total des capitaux propres, divisé par le nombre d'actions ordinaires après dilution en circulation, y compris les montants estimés relativement aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, et, depuis l'exercice 2014, ajusté pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, mais non encore annulées et du nombre estimatif de renoncements relativement aux actions dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

8) Le rendement total des capitaux propres correspond à la variation du cours de l'action majorée des dividendes versés sur les actions ordinaires et des distributions spéciales versées au cours de la période considérée, exprimée en pourcentage du cours de clôture de l'action ordinaire de la période précédente, en supposant le réinvestissement de tous les dividendes.

9) Le RCP est calculé en divisant le résultat net annuel attribuable aux actionnaires ordinaires par les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.

10) Le ratio cours/bénéfice est calculé en tenant compte du cours de l'action à la fin de la période et du résultat dilué par action des 12 derniers mois.

11) Le ratio cours/valeur comptable est calculé en tenant compte du cours de l'action ordinaire à la fin de la période et de la valeur comptable par action ordinaire, après dilution.

Comptes de résultat et des résultats non distribués consolidés résumés¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2016	2015	2014	2013	2012
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	376 817 \$	374 058 \$	361 647 \$	353 125 \$	252 877 \$
Financement de sociétés	134 207	238 517	221 410	145 772	175 225
Honoraires de consultation	158 002	151 336	139 142	179 690	107 370
Négociation à titre de contrepartiste	85 559	75 217	91 313	66 406	10 647
Intérêts	16 830	22 212	24 549	29 199	31 799
Divers	16 390	19 423	17 183	22 930	26 946
	787 805	880 763	855 244	797 122	604 864
Charges					
Rémunération au rendement ²	417 876	455 480	413 289	406 724	304 908
Charges salariales	92 981	85 770	91 135	88 522	63 924
Frais de négociation	56 998	52 795	47 872	43 892	30 313
Locaux et matériel	40 863	40 281	38 461	41 124	27 546
Communications et technologie	55 975	51 758	46 065	49 115	28 343
Intérêts	10 222	13 424	16 359	15 302	9 816
Frais d'administration	87 004	94 688	83 834	89 504	69 523
Amortissement	25 339	28 428	26 786	33 779	14 108
Frais de développement	26 129	24 448	21 369	19 526	21 193
Frais de restructuration	17 352	24 813	5 486	31 617	35 253
Dépréciation du goodwill	321 037	14 535	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	1 719	16 056
	1 151 776	886 420	790 656	820 824	620 983
Résultat avant impôt sur le résultat	(363 971)	(5 657)	64 588	(23 702)	(16 119)
Charge d'impôt sur le résultat (recouvrement)	(5 404)	5 661	12 531	(4 927)	5 227
Résultat net de l'exercice	(358 567) \$	(11 318) \$	52 057 \$	(18 775) \$	(21 346) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(96)	1 866	644	(1 956)	(1 039)
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(358 471)	(13 184)	51 413	(16 819)	(20 307)
Résultats non distribués au début de l'exercice	92 815	144 799	126 203	180 748	238 647
Dividendes sur actions ordinaires	(16 938)	(26 806)	(21 055)	(26 006)	(32 778)
Dividendes sur actions privilégiées	(11 992)	(11 994)	(11 762)	(11 720)	(4 814)
Résultats non distribués (déficit) à la fin de l'exercice	(294 586) \$	92 815 \$	144 799 \$	126 203 \$	180 748 \$
Charges de rémunération au rendement en % des produits des activités ordinaires	53,0 %	51,7 %	48,3 %	51,0 %	50,4 %
Total des charges de rémunération en % des produits des activités ordinaires ³	64,8 %	61,5 %	59,0 %	62,1 %	61,0 %
Charges autres que de rémunération en % des produits des activités ordinaires	81,4 %	39,2 %	33,6 %	40,8 %	41,7 %
Total des charges en % des produits des activités ordinaires	146,2 %	100,6 %	92,4 %	103,0 %	102,7 %
Marge bénéficiaire avant impôt	(46,2) %	(0,6) %	7,6 %	(3,0) %	(2,7) %
Taux d'impôt effectif	1,5 %	(100,1) %	19,4 %	20,8 %	(32,4) %
Marge bénéficiaire nette	(45,5) %	(1,3) %	6,1 %	(2,4) %	(3,5) %
Résultat par action – de base	(4,09) \$	(0,27) \$	0,42 \$	(0,31) \$	(0,33) \$
Résultat par action après dilution	(4,09) \$	(0,27) \$	0,39 \$	(0,31) \$	(0,33) \$
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁴	4,99 \$	8,71 \$	9,05 \$	7,68 \$	8,26 \$
Informations sectorielles supplémentaires sur les produits des activités ordinaires					
Canaccord Genuity	532 270 \$	613 105 \$	615 790 \$	541 033 \$	373 477 \$
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	246 567	250 890	224 036	231 612	201 290
Non sectoriel et autres	8 968	16 768	15 418	24 477	30 097
	787 805 \$	880 763 \$	855 244 \$	797 122 \$	604 864 \$

1) Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS comprennent les charges de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires, les charges autres que de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires et la valeur comptable par action ordinaire, après dilution.

2) Les charges de rémunération au rendement comprennent la taxe pour le régime national d'assurance applicable au Royaume-Uni.

3) Le total des charges de rémunération comprend la rémunération au rendement et les charges salariales, à l'exception des primes à l'embauche, qui sont incluses dans les frais de développement. Depuis l'exercice 2011, les charges salariales liées au groupe de développement sont incluses à titre de charge de rémunération, alors qu'elles étaient classées comme frais de développement avant l'exercice 2011.

4) La valeur comptable par action ordinaire, après dilution, mesure non conforme aux IFRS, correspond au total des capitaux propres, divisé par le nombre d'actions ordinaires après dilution en circulation, y compris les montants estimés relativement aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, et, depuis l'exercice 2014, ajusté pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, mais non encore annulées et du nombre estimatif de renonciations relativement aux actions dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

États de la situation financière consolidés résumés

Aux 31 mars (en milliers \$ CA)	2016	2015	2014	2013	2012
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	428 329 \$	322 324 \$	364 296 \$	491 012 \$	814 238 \$
Titres détenus à la valeur de marché	564 746	848 128	1 143 201	924 337	1 171 988
Créances clients	2 041 150	2 491 488	2 785 898	2 513 958	3 081 640
Impôt sur le résultat à recevoir	12 537	5 295	3 983	—	8 301
Actifs d'impôt différé	11 221	10 148	9 735	12 552	3 959
Placements	5 578	8 693	9 977	3 695	9 493
Matériel et aménagements des locaux loués	37 049	43 373	50 975	42 979	51 084
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	323 936	640 456	646 557	614 969	622 020
	3 424 546 \$	4 369 905 \$	5 014 622 \$	4 603 502 \$	5 762 723 \$
Passif et capitaux propres					
Dette bancaire	14 910 \$	20 264 \$	— \$	66 138 \$	75 141 \$
Facilité de crédit à court terme	—	—	—	—	150 000
Titres vendus à découvert à la valeur de marché	427 435	654 639	913 913	689 020	914 649
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 203 858	2 541 956	2 888 267	2 746 790	3 590 266
Impôt sur le résultat à payer	4 242	8 172	10 822	4 428	—
Contrepartie éventuelle	—	—	—	14 218	—
Passifs d'impôt différé	450	2 057	3 028	2 576	8 088
Dette subordonnée	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Participations ne donnant pas le contrôle	8 722	10 275	14 912	16 169	17 454
Capitaux propres	749 929	1 117 542	1 168 680	1 049 163	992 125
	3 424 546 \$	4 369 905 \$	5 014 622 \$	4 603 502 \$	5 762 723 \$

Statistiques opérationnelles diverses¹

Aux 31 mars	2016	2015	2014	2013	2012
Nombre d'employés au Canada					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	180	201	215	222	247
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	354	400	420	461	684
Nombre d'employés dans le secteur Non sectoriel et autres	288	324	316	332	378
Total au Canada	822	925	951	1 015	1 309
Nombre d'employés au Royaume-Uni et en Europe					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	279	329	372	400	461
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	312	303	294	294	276
Nombre d'employés aux États-Unis					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	291	269	286	253	302
Nombre d'employés dans les Autres établissements à l'étranger					
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	81	89	89	84	80
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	10	13	12	14	—
Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société	1 795	1 928	2 004	2 060	2 428
Nombre d'équipes de conseillers – Canada ²	139	152	160	178	280
Nombre de spécialistes autorisés au Canada	392	437	436	494	604
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds – Royaume-Uni et Europe ³	118	114	118	122	106
Nombre de conseillers en Australie	7	9	9	12	—
ASG – Canada (discrétionnaires) (en millions \$ CA)	1 257 \$	1 561 \$	1 204 \$	835 \$	677 \$
ASA – Canada (en millions \$ CA)	9 192 \$	10 729 \$	10 160 \$	10 429 \$	14 828 \$
ASG – Royaume-Uni et Europe (en millions \$ CA)	22 791 \$	21 763 \$	20 156 \$	15 936 \$	13 087 \$
ASG – Australie (en millions \$ CA)	731 \$	836 \$	555 \$	451 \$	— \$
Total (en millions \$ CA)	32 714 \$	33 328 \$	30 871 \$	26 816 \$	27 915 \$
Nombre de sociétés ayant Canaccord Genuity Limited comme courtier					
Bourse de Londres (LSE)	67	53	52	55	52
Alternative Investment Market (AIM)	32	40	43	56	77
Total comme courtier	99	93	95	111	129
Nombre de sociétés ayant Canaccord Genuity Limited comme Nomad⁴					
LSE	—	1	—	—	—
AIM	32	30	33	45	62
Total comme Nomad	32	31	33	45	62

1) Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux IFRS.

2) Les équipes de conseillers au Canada comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

3) Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec les clients. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

4) Une société inscrite à l'AIM est tenue de retenir les services d'un conseiller désigné (appelé communément Nomad) durant la vie de la société sur le marché. Le Nomad a notamment pour tâche de garantir qu'une société répond aux critères d'admissibilité à l'AIM. Un Nomad est à l'AIM ce que le conseiller financier est à la LSE.

Points saillants financiers trimestriels¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG, les ASA, l'information sur les actions ordinaires et privilégiées, les mesures financières et les pourcentages)	Exercice 2016				Exercice 2015			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Résultats financiers								
Produits des activités ordinaires	200 912	\$ 181 837	\$ 190 602	\$ 214 454	\$ 232 465	\$ 166 471	\$ 236 271	\$ 245 556
Charges	228 210	532 456	189 103	202 007	260 835	191 991	211 326	222 268
Charge d'impôt sur le résultat (recouvrement)	(4 589)	(4 231)	1 930	1 486	(2 048)	(4 041)	7 331	4 419
Résultat net	(22 709)	(346 388)	(431)	10 961	(26 322)	(21 479)	17 614	18 869
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(22 503)	(346 277)	(105)	10 414	(26 994)	(21 380)	17 109	18 081
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(25 501)	(349 275)	(3 103)	7 416	(29 992)	(24 340)	14 188	15 083
Secteur d'activité								
Résultat avant impôt sur le résultat								
Canaccord Genuity ²	(12 704)	\$ (343 932)	\$ (1 774)	\$ 9 300	\$ (23 264)	\$ (26 838)	\$ 25 264	\$ 26 770
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	273	2 596	2 749	4 553	4 353	1 291	658	(205)
Non sectoriel et autres	(14 867)	(9 283)	524	(1 406)	(9 459)	27	(977)	(3 277)
Secteur géographique								
Résultat avant impôt sur le résultat								
Canada ³	(21 873)	\$ (159 284)	\$ (1 240)	\$ 2 811	\$ (5 983)	\$ (2 375)	\$ 17 021	\$ 7 808
Royaume-Uni et Europe ⁴	(163)	(114 544)	5 001	6 486	(9 326)	(11 291)	10 618	6 783
États-Unis ⁵	(3 382)	(25 354)	593	3 537	(5 470)	(6 006)	(2 951)	7 785
Autres établissements à l'étranger ⁶	(1 880)	(51 437)	(2 855)	(387)	(7 591)	(5 848)	257	912
Actifs des clients (en millions \$)								
ASG – Canada (discrétionnaires)	1 257	\$ 1 262	\$ 1 360	\$ 1 419	\$ 1 561	\$ 1 441	\$ 1 391	\$ 1 270
ASA – Canada	9 192	9 035	9 481	10 648	10 729	10 310	10 757	10 958
ASG – Royaume-Uni et Europe	22 791	24 530	22 948	22 813	21 763	20 307	20 420	20 486
ASG – Australie	731	816	790	803	836	634	569	631
Total	32 714	34 381	33 219	34 264	33 328	31 251	31 746	32 075
Information sur les actions ordinaires								
Par action ordinaire (en \$)								
Résultat de base	(0,29)	\$ (3,91)	\$ (0,03)	\$ 0,08	\$ (0,33)	\$ (0,27)	\$ 0,16	\$ 0,16
Résultat après dilution	(0,29)	(3,91)	(0,03)	0,08	(0,33)	(0,27)	0,14	0,15
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁷	4,99	5,33	8,38	8,34	8,71	8,63	8,90	8,70
Cours de l'action ordinaire (en \$)								
Haut	5,08	\$ 5,89	\$ 7,87	\$ 8,58	\$ 7,85	\$ 11,47	\$ 13,49	\$ 13,05
Bas	3,50	4,23	5,14	6,38	6,14	5,98	10,73	7,80
Clôture	4,01	5,11	5,23	7,78	6,52	7,81	11,19	12,29
Actions ordinaires en circulation (en milliers)								
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	89 084	89 201	90 099	92 588	91 795	90 878	91 104	91 393
Nombre d'actions émises et en circulation	103 813	103 108	102 979	103 268	102 608	101 883	102 163	101 983
Nombre d'actions après dilution	109 072	109 541	110 069	110 645	104 652	104 357	105 275	105 470
Nombre moyen de base	88 948	89 336	91 465	92 297	91 252	91 404	91 070	92 763
Nombre moyen après dilution	s. o.	s. o.	s. o.	96 766	s. o.	s. o.	101 059	102 203
Capitalisation boursière (en milliers)	437 379	559 755	575 661	860 818	682 331	815 027	1 178 027	1 296 226
Actions privilégiées en circulation (en milliers)								
Nombre d'actions émises et en circulation	8 450	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540
Mesures financières								
Dividendes par action ordinaire	—	\$ —	\$ 0,05	\$ 0,05	\$ 0,05	\$ 0,05	\$ 0,10	\$ 0,05
Rendement des actions ordinaires (cours de clôture)	—	—	3,8	2,6	3,1	2,6	3,6	1,6
Ratio de distribution sur les actions ordinaires	—	—	(165,9)	69,6	(17,1)	(20,9)	72,0	33,8
Rendement total des capitaux propres ⁸	(21,5)	(2,3)	(32,1)	20,1	(15,9)	(29,8)	(8,1)	50,5
RCP annualisé ⁹	(18,3)	(184,0)	(1,3)	3,2	(13,4)	(10,5)	6,1	6,4
Ratio cours/bénéfice ¹⁰	(1,0)	(1,2)	(9,5)	(20,5)	(21,0)	32,5	17,2	25,6
Ratio cours/valeur comptable ¹¹	0,8	1,0	0,6	0,9	0,7	0,9	1,3	1,4

- Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Parmi les mesures non conformes aux IFRS, mentionnons le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP), la valeur comptable par action ordinaire, après dilution, le rendement des actions ordinaires, le ratio de distribution sur les actions ordinaires, le rendement total des capitaux, le ratio cours/bénéfice, le ratio cours/valeur comptable, les actifs sous gestion (ASG) et les actifs sous administration (ASA).
- Comprend les activités de la division mondiale des marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine, à la Barbade, à Dubaï et à Singapour.
- La région géographique du Canada de la Société inclut les activités des secteurs Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et Non sectoriel et autres.
- La région géographique du Royaume-Uni et de l'Europe de la Société œuvre sur les marchés des capitaux et exerce des activités de gestion de patrimoine. Les résultats des anciennes entités de CSHP situées au Royaume-Uni et en Europe depuis le 22 mars 2012 et les activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. depuis le 1^{er} octobre 2012 sont aussi inclus.
- La région géographique des États-Unis de la Société inclut les activités des marchés des capitaux et les activités de gestion de patrimoine. Les résultats des anciennes entités de CSHP situées aux États-Unis sont inclus depuis le 22 mars 2012.
- Les produits tirés des activités ordinaires sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni et de l'Europe sont présentés au poste Autres établissements à l'étranger qui comprend les activités en Australie, en Chine, à la Barbade, à Dubaï et à Singapour. Les résultats d'exploitation de l'Australie sont inclus depuis le 1^{er} novembre 2011, et ceux de Singapour depuis le 22 mars 2012.
- La valeur comptable par action ordinaire, après dilution, mesure non conforme aux IFRS, correspond au total des capitaux propres, divisé par le nombre d'actions ordinaires après dilution en circulation, y compris les montants estimés relativement aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, et, depuis l'exercice 2014, ajusté pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, mais non encore annulées et du nombre estimatif de renoncations relativement aux actions dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.
- Le rendement total des capitaux propres correspond à la variation du cours de l'action majorée des dividendes versés sur les actions ordinaires et des distributions spéciales versées au cours de la période considérée, exprimée en pourcentage du cours de clôture de l'action ordinaire de la période précédente, en supposant le réinvestissement de tous les dividendes.
- Le RCP est présenté sur une base annualisée. Le RCP annualisé trimestriel est calculé en divisant le résultat net annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires pour la période de trois mois par les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.
- Le ratio cours/bénéfice est calculé en tenant compte du cours de l'action à la fin de la période et du résultat dilué par action des 12 derniers mois.
- Le ratio cours/valeur comptable est calculé en tenant compte du cours de l'action ordinaire à la fin de la période et de la valeur comptable par action ordinaire, après dilution.

États du résultat consolidés résumés¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Exercice 2016				Exercice 2015			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	97 915 \$	95 014 \$	89 182 \$	94 706 \$	100 869 \$	92 123 \$	86 240 \$	94 826 \$
Financement de sociétés	16 898	20 406	31 490	65 413	57 255	27 601	66 289	87 372
Honoraires de consultation	54 616	37 809	43 912	21 665	40 283	22 618	55 741	32 694
Négociation à titre de contrepartiste	25 199	20 202	17 592	22 566	22 621	14 612	17 708	20 276
Intérêts	3 441	3 981	4 334	5 074	4 961	5 045	5 902	6 304
Divers	2 843	4 425	4 092	5 030	6 476	4 472	4 391	4 084
	200 912	181 837	190 602	214 454	232 465	166 471	236 271	245 556
Charges								
Rémunération au rendement ²	112 921	105 774	92 681	106 500	126 555	87 199	119 389	122 337
Charges salariales	24 398	23 509	22 510	22 564	22 539	20 430	20 268	22 533
Frais de négociation	13 939	15 142	14 107	13 810	13 411	13 975	12 775	12 634
Locaux et matériel	11 014	9 912	10 051	9 886	10 589	9 579	10 080	10 033
Communications et technologie	13 871	14 234	14 267	13 603	14 343	12 997	12 901	11 517
Intérêts	2 208	2 431	2 292	3 291	2 901	3 291	2 977	4 255
Frais d'administration	18 276	23 766	22 794	22 168	22 065	26 718	21 836	24 069
Amortissement	6 118	6 635	6 453	6 133	6 994	6 587	7 475	7 372
Frais de développement	12 390	5 739	3 948	4 052	9 008	6 680	3 625	5 135
Frais de restructuration	13 075	4 277	—	—	22 430	—	—	2 383
Dépréciation du goodwill	—	321 037	—	—	10 000	4 535	—	—
	228 210	532 456	189 103	202 007	260 835	191 991	211 326	222 268
Résultat avant impôt sur le résultat	(27 298)	(350 619)	1 499	12 447	(28 370)	(25 520)	24 945	23 288
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(4 589)	(4 231)	1 930	1 486	(2 048)	(4 041)	7 331	4 419
Résultat net de la période	(22 709) \$	(346 388) \$	(431) \$	10 961 \$	(26 322) \$	(21 479) \$	17 614 \$	18 869 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(206)	(111)	(326)	547	672	(99)	505	788
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(22 503)	(346 277)	(105)	10 414	(26 994)	(21 380)	17 109	18 081
Charges de rémunération au rendement en % des produits des activités ordinaires	56,2 %	58,2 %	48,6 %	49,7 %	54,4 %	52,4 %	50,5 %	49,8 %
Total des charges de rémunération en % des produits des activités ordinaires ³	68,3 %	71,1 %	60,4 %	60,2 %	64,1 %	64,7 %	59,1 %	59,0 %
Charges autres que de rémunération en % des produits des activités ordinaires	45,2 %	221,7 %	38,8 %	34,0 %	48,1 %	50,7 %	30,3 %	31,5 %
Total des charges en % des produits des activités ordinaires	113,6 %	292,8 %	99,2 %	94,2 %	112,2 %	115,3 %	89,4 %	90,5 %
Marge bénéficiaire avant impôt	13,6 %	(192,8) %	0,8 %	5,8 %	(12,2) %	(15,3) %	10,6 %	9,5 %
Taux d'impôt effectif	(16,8) %	1,2 %	128,8 %	11,9 %	7,2 %	15,8 %	29,4 %	19,0 %
Marge bénéficiaire nette	(11,3) %	(190,5) %	(0,2) %	5,1 %	(11,3) %	(12,9) %	7,5 %	7,7 %
Résultat par action – de base	(0,29) \$	(3,91) \$	(0,03) \$	0,08 \$	(0,33) \$	(0,27) \$	0,16 \$	0,16 \$
Résultat dilué par action	(0,29) \$	(3,91) \$	(0,03) \$	0,08 \$	(0,33) \$	(0,27) \$	0,14 \$	0,15 \$
Valeur comptable par action ordinaire diluée ⁴	4,99 \$	5,33 \$	8,38 \$	8,34 \$	8,71 \$	8,63 \$	8,90 \$	8,70 \$
Informations sectorielles supplémentaires sur les produits des activités ordinaires								
Canaccord Genuity	138 579 \$	122 145 \$	126 511 \$	145 035 \$	159 379 \$	103 866 \$	170 615 \$	179 245 \$
Gestion de patrimoine								
Canaccord Genuity	60 434	60 656	60 194	65 283	68 751	58 232	61 423	62 484
Non sectoriel et autres	1 899	(964)	3 897	4 136	4 335	4 373	4 233	3 827
	200 912 \$	181 837 \$	190 602 \$	214 454 \$	232 465 \$	166 471 \$	236 271 \$	245 556 \$

1) Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS comprennent les charges de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires, les charges autres que de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires et la valeur comptable par action ordinaire, après dilution.

2) Les charges de rémunération au rendement comprennent la taxe pour le régime national d'assurance applicable au Royaume-Uni.

3) Le total des charges de rémunération comprend la rémunération au rendement et les charges salariales, à l'exception des primes à l'embauche, qui sont incluses dans les frais de développement.

4) La valeur comptable par action ordinaire, après dilution, mesure non conforme aux IFRS, correspond au total des capitaux propres, divisé par le nombre d'actions ordinaires après dilution en circulation, y compris les montants estimés relativement aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, et, depuis l'exercice 2014, ajusté pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, mais non encore annulées et du nombre estimatif de renoncations relativement aux actions dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

États de la situation financière consolidés résumés

(en milliers \$ CA)	Exercice 2016				Exercice 2015			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Actifs								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	428 329 \$	413 589 \$	289 385 \$	424 558 \$	322 324 \$	339 962 \$	290 403 \$	273 880 \$
Titres détenus	564 746	556 613	816 967	877 277	848 128	1 018 038	1 041 320	1 313 241
Créances clients	2 041 150	1 384 550	2 147 327	2 403 069	2 491 488	1 868 510	2 679 165	2 068 340
Impôt sur le résultat à recevoir	12 537	12 344	8 558	9 943	5 295	5 112	3 022	6 823
Actifs d'impôt différé	11 221	10 006	10 190	10 320	10 148	9 706	9 366	9 165
Placements	5 578	5 621	9 482	9 352	8 693	9 964	9 920	9 931
Matériel et aménagements des locaux loués	37 049	35 539	42 798	42 800	43 373	43 126	45 240	48 500
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	323 936	345 053	656 845	651 094	640 456	635 618	640 766	641 258
	3 424 546 \$	2 763 315 \$	3 981 552 \$	4 428 413 \$	4 369 905 \$	3 930 036 \$	4 719 202 \$	4 371 138 \$
Passif et capitaux propres								
Dette bancaire	14 910 \$	21 491 \$	21 360 \$	— \$	20 264 \$	— \$	— \$	— \$
Titres vendus à découvert	427 435	400 175	618 872	633 403	654 639	839 826	777 237	564 166
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 203 858	1 518 277	2 176 283	2 628 900	2 541 956	1 948 539	2 756 351	2 637 409
Impôt sur le résultat à payer	4 242	3 838	4 014	4 935	8 172	6 082	11 774	10 653
Passifs d'impôt différé	450	3 842	6 177	6 622	2 057	3 029	1 899	4 796
Dette subordonnée	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Participations ne donnant pas le contrôle	8 722	11 481	11 361	11 584	10 275	9 608	15 130	15 821
Capitaux propres	749 929	789 211	1 128 485	1 127 969	1 117 542	1 107 952	1 141 811	1 123 293
	3 424 546 \$	2 763 315 \$	3 981 552 \$	4 428 413 \$	4 369 905 \$	3 930 036 \$	4 719 202 \$	4 371 138 \$

Statistiques opérationnelles diverses¹

	Exercice 2016				Exercice 2015			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Nombre d'employés au Canada								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	180	188	190	193	201	206	208	215
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	354	361	379	377	400	405	412	407
Nombre d'employés dans le secteur Non sectoriel et autres	288	326	317	319	324	316	315	320
Total au Canada	822	875	886	889	925	927	935	942
Nombre d'employés au Royaume-Uni et en Europe								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	279	291	303	321	329	373	384	372
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	312	317	313	305	303	308	305	305
Nombre d'employés aux États-Unis								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	291	280	285	285	269	294	295	291
Nombre d'employés dans les Autres établissements à l'étranger								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	81	85	86	88	89	87	86	88
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	10	10	14	14	13	13	13	13
Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société	1 795	1 858	1 887	1 902	1 928	2 002	2 018	2 011
Nombre d'équipes de conseillers – Canada ²	139	140	141	147	152	161	162	163
Nombre de spécialistes autorisés au Canada	392	392	397	437	437	422	426	422
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds – Royaume-Uni et Europe ³	118	117	114	111	114	113	113	113
Nombre de conseillers en Australie	7	7	9	9	9	9	9	9
ASG – Canada (discretionnaires) (en millions \$ CA)	1 257 \$	1 262 \$	1 360 \$	1 419 \$	1 561 \$	1 441 \$	1 391 \$	1 270 \$
ASA – Canada (en millions \$ CA)	9 192 \$	9 035 \$	9 481 \$	10 648 \$	10 729 \$	10 310 \$	10 757 \$	10 958 \$
ASG – Royaume-Uni et Europe (en millions \$ CA)	22 791 \$	24 530 \$	22 948 \$	22 813 \$	21 763 \$	20 307 \$	20 420 \$	20 486 \$
ASG – Australie (en millions \$ CA)	731 \$	816 \$	790 \$	803 \$	836 \$	634 \$	569 \$	631 \$
Total (en millions \$ CA)	32 714 \$	34 381 \$	33 219 \$	34 264 \$	33 328 \$	31 251 \$	31 746 \$	32 075 \$
Nombre de sociétés ayant Canaccord Genuity Limited comme courtier								
Bourse de Londres (LSE)	67	36	51	53	53	55	53	48
Alternative Investment Market (AIM)	32	28	37	41	40	41	42	42
Total comme courtier	99	64	88	94	93	96	95	90
Nombre de sociétés ayant Canaccord Genuity Limited comme Nomad⁴								
LSE	—	—	1	1	1	1	1	1
AIM	32	28	25	27	30	31	32	33
Total comme Nomad	32	28	26	28	31	32	33	34

1) Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux IFRS.

2) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

3) Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec les clients. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

4) Une société inscrite à l'AIM est tenue de retenir les services d'un conseiller désigné (appelé communément Nomad) durant la vie de la société sur le marché. Le Nomad a notamment pour tâche de garantir qu'une société répond aux critères d'admissibilité à l'AIM. Un Nomad est à l'AIM ce que le conseiller financier est à la LSE.

Glossaire

Actifs sous administration (ASA) — Canada

Les ASA représentent la valeur de marché des biens du client qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans les comptes clients de même que la valeur de marché globale de positions acheteur et vendeur sur titres. La direction utilise cette mesure pour évaluer la performance opérationnelle du secteur Gestion de patrimoine Canaccord. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actifs sous gestion (ASG) — Canada

Les ASG englobent les actifs qui sont la propriété effective de clients et qui sont gérés de manière discrétionnaire par la Société, dans le cadre du Programme de conseils en placement CT et du Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont aussi administrés par la Société et sont donc inclus dans les ASA. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actifs sous gestion (ASG) — Royaume-Uni et Europe

Les ASG représentent la valeur de marché des biens du client qui sont gérés et administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actions ordinaires

Type d'actions le plus couramment et généralement détenu dans une société. Les dividendes doivent être versés d'abord aux actionnaires privilégiés, puis aux actionnaires ordinaires.

Actions privilégiées

Catégorie d'actions d'une société dont les droits sur les actifs et le résultat sont supérieurs à ceux des actions ordinaires. Les actions privilégiées ne comportent habituellement pas de droits de vote; cependant, leurs détenteurs reçoivent un dividende qui doit être payé avant celui des actionnaires ordinaires.

Activités exercées à l'étranger

Pour la Société, les activités exercées à l'étranger se rapportent aux bureaux de gestion de patrimoine situés aux îles de la Manche et à l'île de Man. Ces bureaux ont été renommés Gestion de patrimoine Canaccord Genuity le 1^{er} mai 2013.

AvantageBC International Business Centre Society

Être membre offre certains avantages fiscaux et financiers, réduisant le taux global d'impôt des sociétés, en vertu de la législation de la Colombie-Britannique.

Ajustement de la juste valeur

Estimation de la juste valeur d'un actif (ou d'un passif) dont le cours de marché ne peut être déterminé, habituellement en raison de l'absence d'un marché établi pour l'actif.

Alternative Investment Market (AIM)

Branche de la Bourse de Londres (LSE), l'AIM assure un marché mondial pour les petites sociétés émergentes.

Bourse de Londres (LSE)

L'un des marchés boursiers les plus importants du monde, existant depuis plus de 300 ans et comptant plus de 3 000 sociétés inscrites. La LSE se divise en quatre principaux marchés, soit le Main Market, l'AIM Market, le Professional Securities Market et le Specialist Fund Market.

Canaccord Genuity Asia

Canaccord Genuity Asia était la marque utilisée pour les activités de Canaccord Genuity dans la région Asie-Pacifique. Ces activités ont été renommées afin de refléter notre image de marque axée sur les marchés des capitaux mondiaux.

Canaccord Genuity Hawkpoint

Canaccord Genuity Hawkpoint était la marque utilisée pour représenter une partie des activités de Canaccord Genuity offrant des services de consultation auprès d'entreprises mondiales à partir du Royaume-Uni et de l'Europe. Cette division a été renommée afin de refléter notre image de marque axée sur les marchés des capitaux mondiaux.

Canaccord Genuity

La division des marchés des capitaux de Canaccord a changé de nom en mai 2010, passant de Canaccord Adams à Canaccord Genuity, par suite de l'acquisition de Marchés des Capitaux Genuity. Canaccord Genuity désigne le secteur des marchés des capitaux mondiaux de la Société.

Centre financier international de Montréal

Être membre offre certains avantages fiscaux et financiers, réduisant le taux global d'impôt des sociétés, en vertu de la législation du Québec.

Charges hors caisse

Charges comptabilisées par une société qui n'ont pas d'incidence sur le solde de sa trésorerie ou son fonds de roulement.

Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP)

Groupe Canaccord Genuity a fait l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) le 21 mars 2012. CSHP était un groupe de conseils financiers indépendant de premier plan qui exerçait ses activités au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Europe et à Singapour. Par suite de l'acquisition, CSHP a été renommée Canaccord Genuity.

Comptes en gestion distincte (CGD)

Portefeuilles de placement offerts aux clients qui sont gérés par un gestionnaire de portefeuille principal. Les CGD permettent aux clients de détenir des titres individuels composant le portefeuille, plutôt qu'une partie d'un fonds commun.

Comptes intégrés

Type de compte de courtage dont les charges administratives, de recherche, de consultation et de gestion sont réglées par un montant forfaitaire.

Conseiller désigné (Nomad)

Société ayant obtenu l'autorisation de la LSE d'agir comme conseiller auprès d'entreprises qui désirent être admises à l'AIM. Un Nomad garantit à la LSE que l'entreprise répond aux critères d'admissibilité et, une fois qu'elle est admise, l'aide de façon permanente en ce qui a trait à la présentation de l'information et à d'autres questions touchant les marchés.

Dilution

Variation des résultats et de la valeur comptable par action résultant de l'exercice de tous les bons de souscription et options, et de la conversion des titres convertibles.

Éléments de la charge liée aux acquisitions

Les éléments de la charge liée aux acquisitions comprennent les coûts d'acquisition de Marchés des capitaux Genuity, de The Balloch Group Limited, d'une participation de 50% dans BGF Capital Pty Ltd, de Collins Stewart Hawkpoint plc, de certains actifs et passifs de Kenosis Capital Partners et dans les activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd., ainsi que l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à ces acquisitions. Les éléments de la charge liée aux acquisitions comprennent également les coûts engagés à l'égard de projets d'acquisition abandonnés. Les chiffres qui excluent les éléments liés aux acquisitions sont des mesures non conformes aux IFRS.

Éléments importants

Charges qui ne sont pas considérées comme étant récurrentes ou représentatives du résultat opérationnel. Pour la Société, elles comprennent les éléments de la charge liée aux acquisitions, la dépréciation du goodwill et des autres actifs, les frais de restructuration, les ajustements de la juste valeur des PCAA et les charges pour le programme de secours à l'intention des clients de la Société. Les chiffres qui excluent les éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS.

Équipes de conseillers en placement

Les équipes de conseillers en placement comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne. Comme les succursales de gestion de patrimoine indépendantes sont dirigées par un conseiller en placement (avec une équipe), chacune d'entre elles représente une seule équipe de conseillers en placement.

Experts en placement et gestionnaires de fonds

Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec la clientèle. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

Financement de sociétés

Aide fournie aux sociétés fermées et ouvertes et aux gouvernements en vue de l'obtention de financement sur les marchés des capitaux au moyen de l'émission de titres d'emprunt, de titres de participation et de titres dérivés, que ce soit par prise ferme ou par placement pour compte.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Le 1^{er} mai 2013, les activités de gestion de patrimoine de la Société ont été renommées Gestion de patrimoine Canaccord Genuity afin de refléter la présence de la Société dans la gestion de patrimoine à l'échelle mondiale. Gestion de patrimoine Canaccord Genuity mène des activités au Canada, au Royaume-Uni, en Europe et en Australie.

Gestion de patrimoine indépendante

Plateforme d'exploitation indépendante de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, selon laquelle les conseillers indépendants agissent à titre de mandataires indépendants de la Société. Chaque succursale de gestion de patrimoine indépendante est classée comme une équipe de conseillers comprenant un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients.

Groupe Actions internationales

Groupe de premier plan qui achemine à peu de frais des ordres sur des titres cotés aux États-Unis et des actions ordinaires cotées dans d'autres pays, dont l'exécution est sur les marchés locaux dans le cadre des activités aux États-Unis.

Honoraires de consultation

Les produits tirés des frais que la Société facture pour les services de consultation auprès d'entreprises, de fusions et acquisitions ou de restructuration d'entreprise sont inscrits comme honoraires de consultation.

Liquidité

Total des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie constituant les capitaux dont dispose la Société aux fins de l'exploitation et de la réglementation.

Marchés des capitaux Genuity

Groupe Canaccord Genuity a acquis Marchés des capitaux Genuity et certaines de ses sociétés affiliées (également appelées « Genuity ») le 23 avril 2010. Genuity était un courtier indépendant en valeurs mobilières canadien avec de solides compétences en fusions et acquisitions et services de consultation. Par suite de l'acquisition, la Société a renommé sa division des marchés des capitaux Canaccord Genuity.

Mesures non conformes aux IFRS

Les mesures non conformes aux normes internationales d'information financière (IFRS) n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Voir la page 30 du présent rapport annuel.

Méthode de la valeur à risque

La méthode de la valeur à risque est un concept de mesure du risque généralement reconnu qui est défini comme la perte minimale prévue de la valeur de marché d'un portefeuille à un intervalle de confiance précis (p. ex., 95%) au cours d'une période donnée (p. ex., quotidiennement).

Négociation à titre de contrepartiste

Négociation de titres de participation des comptes de capital et des comptes de stock. Les produits des activités ordinaires proviennent des profits et des pertes découlant de la négociation de stocks.

Négociation à titre de négociateur inscrit

Négociation de titres de participation des comptes de capital et des comptes de stock par l'intermédiaire de négociateurs inscrits qui consiste à prendre des positions sur des titres de participation, y compris des actions de sociétés de petite et moyenne capitalisation. Les produits des activités ordinaires proviennent des profits et des pertes découlant de la négociation de stocks.

Participation syndicaire

Groupe de maisons de financement de sociétés coordonnant la commercialisation, la distribution, l'établissement des prix et la stabilisation des transactions de financement en actions.

Preneur ferme – financement de sociétés

Achète des titres ou d'autres instruments auprès d'une société émettrice à des fins de revente aux épargnants.

Produits ouvrant droit à la rémunération au rendement

Un pourcentage des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement gagnés est directement versé à titre de rémunération au rendement. Pour Groupe Canaccord Genuity, cela comprend les commissions, les honoraires tirés du financement de sociétés, les honoraires de consultation et les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste.

Ratio d'efficience

Ratio financier visant à évaluer l'efficience, obtenu en divisant le total des charges par le total des produits des activités ordinaires.

Régime d'actionariat des employés

Régime facultatif qui offre aux employés admissibles la possibilité d'acheter des actions de la Société au moyen de déductions à la source, avec contribution additionnelle de la Société.

Régime d'intéressement à long terme (RILT)

Système de récompense conçu pour harmoniser les intérêts des employés et ceux des actionnaires externes. En vertu du RILT de la Société, une partie de la rémunération annuelle des employés admissibles est retenue pour l'achat d'unités d'actions temporairement inaccessibles de la Société. Les unités d'actions temporairement inaccessibles sont bonifiées par la Société, et leurs droits sont acquis sur trois ans.

Régime incitatif de CSH

Programme de maintien en fonction pour les membres du personnel clés de CSHP à la suite de l'acquisition de CSHP.

Régimes de remplacement

Régimes de paiements fondés sur des actions mis sur pied en remplacement des régimes de paiements fondés sur des actions de CSHP existant à la date d'acquisition.

Rendement de l'action

Ratio financier établi entre le montant des dividendes versés chaque année par une société et le cours de l'action. Le rendement de l'action est égal au montant total annuel des dividendes par action divisé par le cours de l'action de la société.

Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)

Résultat net exprimé en pourcentage de l'avoir moyen en actions ordinaires. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Résultat par action (RPA), après dilution

Résultat net divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des options sur actions et d'autres rémunérations à base d'actions.

Risque

Les institutions financières sont confrontées à divers risques qui peuvent les exposer à des pertes, y compris le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque réglementaire et le risque juridique.

Services de courtage de correspondance

La prestation, en toute sécurité, de services administratifs, d'exécution d'ordres en Bourse et de recherche à d'autres entreprises de courtage à partir de l'infrastructure de technologie et d'exploitation existante de la Société (Pinnacle Correspondent Services).

Services de négociation

Services de cotation, de rapprochement des transactions et de gestion pour l'exécution des transactions, la gestion des registres des ordres et la communication de l'information sur les portefeuilles.

Taxe pour le régime national d'assurance (RNA)

Charge sociale imposée aux employés du Royaume-Uni représentant un pourcentage de la rémunération au rendement.

The Balloch Group (TBG)

The Balloch Group était un petit courtier en valeurs mobilières de premier plan en Chine que la Société a acquis en janvier 2011. Les activités de la Société en Chine ont par la suite été renommées Canaccord Genuity.

Titres bloqués

Actions ordinaires de la Société qui sont assujetties à des conditions de libération particulières.

Transactions internationales

Exécution d'ordres sur des titres canadiens pour le compte de maisons de courtage américaines.

Transactions sur titres à revenu fixe

Transactions visant de nouvelles émissions, des obligations d'État et de sociétés, des bons du Trésor, des effets de commerce, des obligations à coupons détachés, des titres d'emprunt à haut rendement et des débetures convertibles.

Valeur comptable par action ordinaire après dilution

Mesure des capitaux propres par action calculée en soustrayant les passifs des actifs et en divisant le montant obtenu par le nombre d'actions, après dilution, en circulation, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, et, depuis l'exercice 2014, qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renonciations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Ventes et transactions institutionnelles

Secteur d'activité du groupe Marchés des capitaux fournissant des services de recherche et d'information sur les marchés, de consultation et d'exécution d'ordres en Bourse aux clients institutionnels.

Gouvernance d'entreprise

Le conseil d'administration (conseil), dans son ensemble ou par l'intermédiaire de ses comités, assume la responsabilité de la gérance de la Société et a approuvé un manuel officiel sur la gouvernance à l'intention du conseil (mandat) renfermant un cadre de référence pour le conseil, énonçant ses responsabilités en matière de gérance ainsi que ses autres responsabilités et devoirs. Les responsabilités du conseil sont également régies par :

- la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique);
- les statuts constitutifs de la Société;
- la charte de ses comités;
- les autres politiques d'entreprise et lois applicables.

Communication avec les administrateurs indépendants

Terrence Lyons a été nommé par le conseil du Groupe Canaccord Genuity Inc. à titre d'administrateur principal. L'une de ses responsabilités est de recevoir les communications adressées par des parties intéressées aux administrateurs indépendants du conseil et de déterminer la suite appropriée à donner à ces communications. Ces communications peuvent lui être envoyées par écrit par la poste à l'adresse 2039 West 35th Avenue, Vancouver (Colombie-Britannique) Canada V6M 1J1.

Processus de planification stratégique

Le mandat du conseil prévoit que le conseil est responsable de veiller à ce que la Société soit dotée d'un processus de planification stratégique efficace. Ainsi, le conseil revoit et approuve le plan stratégique de la Société, en surveille l'application et émet des lignes directrices à cet égard.

Identification et gestion des risques

Le mandat du conseil comprend :

- l'assistance à la direction pour l'identification des principaux risques liés aux activités de la Société;
- la prise de mesures raisonnables pour assurer la mise en œuvre de systèmes appropriés permettant la gestion et la surveillance de ces risques;
- l'examen des plans pour l'évaluation des contrôles financiers internes de la Société et les tests à leur égard;
- la supervision des auditeurs externes, y compris l'approbation de leur cadre de référence.

Planification et évaluation de la relève

Le mandat du conseil comprend le maintien de plans de relève adéquats et efficaces pour le chef de la direction ainsi que pour les membres de la haute direction.

- Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération (CGER) reçoit des mises à jour périodiques du plan de relève de la Société à l'échelon des hauts dirigeants, et assure le suivi du processus de planification de la relève.
- Le plan de relève est revu au moins annuellement par le CGER.
- Suivant la recommandation du président du conseil et chef de la direction, le conseil nomme les hauts dirigeants de la Société.

Communication et information publique

Les contrôles et politiques en matière de communication (CPC) de la Société portent sur la communication fidèle et en temps opportun de tous les renseignements importants se rapportant à la Société ainsi que sur l'interaction de la Société avec les actionnaires, les analystes en placements, les autres parties intéressées et le public en général.

- Les CPC sont revus annuellement par le conseil.
- Les CPC, les dépôts auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières, les communiqués de presse et les présentations à l'intention des investisseurs sont affichés sur le site Web de la Société.
- Le conseil examine tous les états financiers consolidés trimestriels et annuels ainsi que les rapports de gestion s'y rapportant, les communiqués de presse sur les résultats de la Société, les circulaires d'information de la direction, les notices annuelles ainsi que les documents de financement.

Contrôles internes

Le conseil exige de la direction le maintien de systèmes de contrôle interne et d'information efficaces. Le conseil, assisté du comité d'audit, supervise l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

- Le comité d'audit se réunit au moins quatre fois par année avec le chef des finances et de la gestion des risques et les cadres supérieurs des finances de la Société afin d'examiner les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les systèmes d'information connexes.
- Les auditeurs externes de la Société formulent chaque année au comité d'audit des recommandations relatives aux systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

En date du 31 mars 2016, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président du conseil et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances et de la gestion des risques, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président du conseil et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances et de la gestion des risques ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures répondaient aux normes d'efficacité en date du 31 mars 2016.

Gouvernance

Le conseil compte actuellement neuf membres, dont huit sont des administrateurs indépendants de la direction au sens prévu par les lois applicables sur les valeurs mobilières. Pour faciliter l'exercice d'un jugement indépendant, le conseil d'administration a nommé un administrateur principal et tient régulièrement des réunions hors de la présence des administrateurs qui sont membres de la direction.

- Le CGER est responsable de l'examen périodique de la composition du conseil et de ses comités.
- Une marche à suivre annuelle a été officiellement établie pour, entre autres, obtenir une rétroaction de tous les administrateurs à l'intention du conseil dans son ensemble, y compris un questionnaire confidentiel.
- Les nouveaux membres du conseil reçoivent des documents de référence volumineux au sujet de l'orientation stratégique de la Société, de son historique sur le plan des finances et de l'exploitation, des pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et de la vision de l'entreprise.

Sommaire des chartes et des comités

Le conseil a délégué certaines de ses responsabilités à deux comités, chacun ayant des rôles et responsabilités particuliers définis par le conseil. Ces comités du conseil sont tous deux composés d'administrateurs indépendants.

COMITÉ D'AUDIT

Le comité d'audit assiste le conseil d'administration dans l'accomplissement de ses fonctions de supervision en assurant la surveillance des pratiques de la Société en matière de présentation de l'information financière ainsi que des communications financières. Il est composé de deux administrateurs non reliés et d'un troisième administrateur qui est uniquement relié à titre d'administrateur d'une filiale. Tous les membres du comité d'audit ont des compétences financières, ce qui signifie qu'ils ont la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société. Les membres du comité d'audit sont MM. Lyons (président), Eeuwes et Carello.

Le comité d'audit a adopté une charte qui définit expressément ses fonctions et responsabilités. La charte du comité d'audit peut être consultée dans la notice annuelle de la Société déposée sur SEDAR. Le comité d'audit dispose de voies de communication directe avec les auditeurs externes et le chef des finances ainsi que les cadres supérieurs des finances, avec lesquels il discute et examine certaines questions de façon régulière. Le mandat du comité d'audit a été mis à jour au cours de l'exercice 2015 afin de mieux correspondre à la fonction de surveillance de la gestion des risques de la Société relevant du comité d'audit.

Le comité d'audit est chargé de s'assurer que la direction a conçu et mis en œuvre un système de contrôle interne efficace. Les auditeurs externes sont embauchés par le comité d'audit dont ils relèvent directement. Après consultation avec la direction, le comité d'audit est responsable de fixer la rémunération des auditeurs externes. Les auditeurs externes assistent à chaque réunion du comité d'audit, dont une partie est tenue en l'absence des membres de la direction. Le comité d'audit revoit et approuve annuellement le plan d'audit des auditeurs externes. Il doit aussi approuver tous les travaux d'audit et autres que d'audit effectués par les auditeurs externes. Le chef des finances et les cadres supérieurs des finances assistent à chaque réunion du comité d'audit mis à part la partie qui se tient en l'absence des membres de la direction pour favoriser des échanges plus ouverts. Le comité d'audit revoit et approuve chaque année le plan d'audit interne.

COMITÉ DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET DE RÉMUNÉRATION

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération est chargé d'élaborer la démarche de la Société en ce qui concerne les questions de gouvernance d'entreprise, de revoir les principes généraux de la Société en matière de gouvernance d'entreprise et de recommander des changements à l'occasion. Il est composé de trois administrateurs non reliés, MM. Harris (président), Eeuwes et Lyons. Le comité a libre accès au personnel et aux ressources. Une partie de chacune des réunions régulières du comité au cours de l'année est tenue en l'absence des membres de la direction afin de favoriser des discussions plus ouvertes.

Conseil d'administration

Charles N. Bralver (2010)

Charles N. Bralver est membre de la direction des services financiers et possède plus de 30 ans d'expérience en marchés des capitaux. M. Bralver a fondé le cabinet de consultation en gestion Oliver, Wyman & Co., dont il a été vice-président du conseil de gestion pendant plus de 23 ans, de 1984 à 2007, et où il s'est spécialisé en stratégie, en risques et en exploitation pour de grandes banques d'investissement, des gestionnaires d'actifs, des Bourses et d'autres services liés aux marchés. Il siège toujours au conseil consultatif principal d'Oliver Wyman et il est également conseiller principal pour le fonds de couverture Silverpoint Capital. M. Bralver a agi à titre de doyen associé principal de l'International Business and Finance à la Fletcher School of Law and Diplomacy de 2007 à 2010, de conseiller stratégique pour Warburg Pincus LLC de 2007 à 2009. M. Bralver agit à titre d'administrateur de la Société et d'administrateur et de membre du comité des risques de NewStar Financial, Inc. et siège au comité de réception de la Fletcher School. M. Bralver a commencé sa carrière chez Booz Allen Hamilton. Il est citoyen américain et diplômé de la Fletcher School of Law and Diplomacy et du Dartmouth College.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Bralver est administrateur des sociétés ouvertes NewStar Financial, Inc. et The Co-operative Bank p.l.c.

Massimo Carello (2008)

Comité d'audit

Massimo Carello, chevalier commandeur de l'ordre royal de François 1^{er} des deux Siciles, est administrateur de sociétés et investisseur privé dans des sociétés ouvertes.

Il a été président du conseil et chef de la direction de Diners Club UK Ltd., de 2001 à 2004, et président du conseil et chef de la direction de Fiat UK Ltd., de 1990 à 2001. Il a été membre du comité des présidents de la Confederation of British Industry (CBI) de 1998 à 2003 et membre du comité européen de CBI.

Il a été vice-président de la Chambre de commerce italienne au Royaume-Uni de 1998 à 2005. Il est vice-président honoraire de CLIC Sargent, l'organisme caritatif chef de file dans la lutte contre le cancer chez les enfants et les jeunes au Royaume-Uni.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Carello est administrateur et membre du comité d'audit des sociétés ouvertes Canadian Overseas Petroleum Limited et Orsu Metals Corporation. Jusqu'en décembre 2010, il a également été administrateur et membre du comité d'audit d'Uranium One Inc.

Daniel Daviau (2015)

Dan Daviau a été nommé président et chef de la direction et administrateur de la Société, ainsi que chef de la direction de La Corporation Canaccord Genuity le 1^{er} octobre 2015. M. Daviau occupait la fonction de président de l'entreprise nord-américaine des marchés des capitaux de Canaccord Genuity depuis février 2015. De 2012 à 2015, il a été président de l'entreprise axée sur les marchés des capitaux des États-Unis, contribuant à structurer ses activités de financement de sociétés, de recherche, de ventes et de négociation dans la région, ainsi qu'à améliorer les capacités transfrontalières. De 2010 à 2012, M. Daviau a été chef du financement de sociétés de Canaccord Genuity et a activement pris part à l'amélioration des capacités de diversification sectorielle de l'entreprise, en plus de contribuer à sa stratégie de croissance mondiale. Avant la fusion Canaccord/Genuity annoncée en 2010, M. Daviau était directeur et fondateur de Genuity Marchés de Capitaux, où il a occupé différents postes importants depuis 2005.

Avant 2005, M. Daviau a été chef adjoint, Banque d'investissement, à Marchés mondiaux CIBC, société à laquelle il s'est joint en 1991. Alors qu'il travaillait pour Marchés mondiaux CIBC, M. Daviau a également été chef du groupe médias et télécommunications à compter de 2000 et chef des services bancaires d'investissement, technologie au Canada à compter de 1997.

Avant commencé sa carrière comme avocat spécialisé en valeurs mobilières chez Goldman & Co., M. Daviau a acquis une expérience considérable en transactions financières et opérations de fusions et acquisitions de tous genres. En matière d'émissions d'actions, son expérience comprend des financements publics et privés de différentes entreprises mondiales de technologie, de jeux en ligne, de médias et de télécommunications de premier plan. Alors qu'il évoluait dans le domaine des fusions et acquisitions, M. Daviau a fourni des avis sur des transactions dont la valeur globale dépassait 50 milliards de dollars américains.

M. Daviau est établi à Toronto, au Canada. Il est titulaire d'un MBA de l'Université York, d'un baccalauréat en droit d'Osgoode Hall/Université York et d'un baccalauréat ès arts (mathématiques et statistiques) de la University of Western Ontario.

Actuellement, M. Daviau n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Kalpana Desai (2014)

Kalpana Desai est administratrice de sociétés et conseillère. Elle compte plus de 25 ans d'expérience en consultation et en financement de sociétés internationales. De 2010 à 2013, elle a dirigé Macquarie Capital Asia, division de financement de sociétés du Groupe Macquarie, et elle a siégé au comité des activités mondiales de Macquarie Capital. Avant de se joindre au Groupe Macquarie en 2009, M^{me} Desai était chef du groupe des fusions et des acquisitions pour l'Asie-Pacifique et directrice générale de la division de financement de sociétés de Bank of America Merrill Lynch, située à Hong Kong, après s'être jointe à Merrill Lynch en 1998. Auparavant, M^{me} Desai a travaillé au sein des divisions de financement de sociétés de Barclays de Zoete Wedd (qui fait maintenant partie de Credit Suisse) et de J. Henry Schroder Wagg (qui fait maintenant partie de Citibank), à Londres, après avoir amorcé sa carrière dans la division des services-conseils en services financiers de PricewaterhouseCoopers.

De 2007 à 2014, M^{me} Desai a fait partie du groupe d'experts sur les offres publiques d'achat et les fusions de la Securities and Futures Commission de Hong Kong.

M^{me} Desai est née au Kenya et a fait ses études au Royaume-Uni. Elle habite à Hong Kong depuis 1997. Elle détient un baccalauréat ès sciences avec distinction de la London School of Economics and Political Science et est membre associée de l'Institute of Chartered Accountants of England and Wales.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M^{me} Desai est administratrice indépendante de Henderson Group plc, qui est cotée aux bourses de Londres et de Sydney.

William J. Eeuwes (2002)*Comité d'audit**Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération*

William (Bill) Eeuwes a quitté en avril 2015 son poste de vice-président principal et chef mondial, placement privé, Financière Manuvie. En qualité de dirigeant, il avait la responsabilité de Regional Power Inc., NAL Resource Limited (pétrole et gaz), et de deux équipes de placements privés : Capital Manuvie au Canada et Hancock Capital Management aux États-Unis. Avant de se joindre à Manuvie en 1999, M. Eeuwes a fait carrière dans le secteur bancaire, comptant 25 ans d'expérience en prise ferme et en gestion d'une vaste gamme d'activités de financement, comme les prises de contrôle par emprunt, les prêts aux entreprises et le financement de projets. M. Eeuwes est diplômé de la Richard Ivey School of Business de l'Université de Western Ontario. M. Eeuwes est administrateur de plusieurs sociétés fermées au Canada et aux États-Unis et est membre de l'Institut des administrateurs de sociétés.

M. Eeuwes n'est administrateur d'aucune société ouverte autre que Groupe Canaccord Genuity Inc.

Michael D. Harris, IAS.A (2004)*Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération*

Michael Harris, IAS.A est conseiller d'affaires principal au sein du cabinet d'avocats Fasken Martineau DuMoulin LLP à Toronto et président de son propre cabinet de services-conseils, Steane Consulting Ltd., et, à ce titre, agit comme consultant auprès de diverses sociétés canadiennes. Avant de se joindre à Fasken Martineau en septembre 2013, M. Harris était conseiller d'affaires principal au sein du cabinet d'avocats Cassels Brock & Blackwell à Toronto, à compter de mars 2010, après avoir été conseiller d'affaires principal au sein du cabinet d'avocats Goodmans LLP à Toronto.

M. Harris est né à Toronto en 1945 et a grandi à Callander et à North Bay, en Ontario. Avant d'être élu à l'Assemblée législative de l'Ontario en 1981, il a été enseignant, commissaire et président d'école, et entrepreneur dans la région de Nipissing. Le 8 juin 1995, M. Harris est devenu le 22^e premier ministre de l'Ontario après une victoire écrasante. Il a été réélu en 1999, devenant ainsi le premier premier ministre de l'Ontario à former un deuxième gouvernement majoritaire de suite en plus de 30 ans.

En plus de siéger au conseil d'administration de plusieurs sociétés canadiennes, M. Harris est administrateur du Manning Centre for Building Democracy. Il a été président honoraire des campagnes de sollicitation de fonds pour le centre hospitalier du district de North Bay, l'Université Nipissing et le Canadore College. M. Harris est également senior fellow de l'Institut Fraser. Il est titulaire d'une accréditation à titre d'IAS.A de l'Institut des administrateurs de sociétés.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Harris est administrateur des sociétés ouvertes Chartwell, résidence pour retraités (président), Colliers International Group Inc. (CIGI) et Routel Inc. (président).

David Kassie (2010)

David Kassie est devenu président du conseil du Groupe et administrateur de la Société à la conclusion de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity, banque d'investissement canadienne, le 23 avril 2010, et est devenu président du conseil le 1^{er} avril 2012. Il a été le directeur principal, président du conseil et chef de la direction de Marchés des capitaux Genuity, de 2004 jusqu'au 9 mai 2010, alors que l'intégration des activités de Marchés des capitaux Genuity et de Financière Canaccord Ltée a été réalisée sous le nom de Canaccord Genuity. Avant 2004,

il était président du conseil et chef de la direction de Marchés mondiaux CIBC ainsi que vice-président du conseil de CIBC. Au décès de Paul Reynolds le 1^{er} avril 2015, M. Kassie a été nommé chef de la direction de la Société et, le 1^{er} octobre 2015, lorsqu'un remplaçant a été nommé, il est devenu président-directeur du conseil.

M. Kassie possède une vaste expérience à titre de conseiller, de preneur ferme et de contrepartiste, et siège à de nombreux conseils d'administration de sociétés. Il est très engagé auprès d'organismes communautaires et caritatifs en plus d'être président du conseil d'administration de Baycrest Health Sciences et de siéger au conseil d'administration de la Richard Ivey School of Business et, anciennement du Groupe Festival international du film de Toronto et de l'Hospital for Sick Children.

M. Kassie détient un baccalauréat en commerce avec spécialisation en économie de l'Université McGill (1977), ainsi qu'un MBA de l'Université de Western Ontario (1979).

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Kassie est administrateur de la société ouverte Reitmans (Canada) Limitée.

Terrence A. Lyons, IAS.A (2004)*Comité d'audit**Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération*

Terrence Lyons, IAS.A, est un administrateur de sociétés. Il est administrateur de plusieurs sociétés ouvertes et fermées, dont Sprott Resource Corp. (président du conseil), Martinrea International Inc. et Polaris Materials Corporation (président du conseil). M. Lyons est associé directeur à la retraite de Brookfield Asset Management ainsi qu'ancien président du conseil d'administration de Northgate Minerals Corporation, société acquise par AuRico Gold Inc. pour créer une nouvelle société aurifère de moyenne capitalisation. Il a également été président du conseil d'administration de Eacom Timber Corporation, qui a été vendue à une société de capital-investissement en 2013. En 2014, il a démissionné de son poste d'administrateur chez BC Pavilion Corporation (Pavco), Royal Oak Ventures, qui a été privatisée par Brookfield, et du BC Board of the Institute of Corporate Directors.

M. Lyons est ingénieur civil (Université de Colombie-Britannique) et détient un MBA de l'Université de Western Ontario. Il siège au conseil consultatif de la Richard Ivey School of Business et participe activement à des événements sportifs et caritatifs dont Jeunes Entreprises, Jeux olympiques spéciaux et United Way. Il a été gouverneur de la Fondation olympique canadienne, président du conseil de la Mining Association de la Colombie-Britannique, gouverneur et membre du comité de direction du BC Business Council. En 2007, il a reçu la médaille INCO de l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole en reconnaissance de ses services exceptionnels au sein du secteur minier. Il est titulaire d'une accréditation à titre d'IAS.A de l'Institut des administrateurs de sociétés.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Lyons est administrateur des sociétés ouvertes Martinrea International Inc., Polaris Materials Corporation et Sprott Resource Corp.

Dennis Miller (2014)

Dennis Miller est un administrateur de sociétés et un conseiller qui compte plus de 25 ans d'expérience dans les médias et la technologie. Il a commencé sa carrière au sein du département des spectacles et de la fiscalité au cabinet Manatt, Phelps, Rothenberg and Tunney avant de devenir vice-président directeur de Turner Network Television de 1991 à 1995. Ensuite, de 1995 à 1998, M. Miller a été vice-président directeur de Sony Pictures Entertainment, une filiale de Sony Corporation of America.

De 1998 à 2000, M. Miller a été vice-président directeur de Lions Gate Entertainment avant de se tourner vers le secteur du capital-investissement privé et de devenir directeur général chez Constellation Ventures, la filiale de capital-risque de Bear Stearns, de 2000 à 2005. En 2005, il est devenu associé général chez Spark Capital, une société connue qui investit dans des sociétés réputées de génie logiciel et de services Internet en démarrage, dont Twitter, Tumblr, Oculus Rift et Square. Tout récemment, il a conseillé Lions Gate Entertainment relativement à sa stratégie numérique et à son investissement dans TVGN, un réseau câblé entièrement distribué, par l'intermédiaire de sa vente à CBS.

Outre Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Miller siège également au conseil d'administration de Nexstar Broadcasting Group, Inc., de Double Eagle Acquisition Corp. et de Thunderbird Films Inc.

Dipesh Shah (2012)

Dipesh Shah, officier de l'Ordre de l'Empire britannique (O.B.E.), fellow de la Royal Society of Arts (F.R.S.A.), est administrateur des conseils d'administration de Thames Water, de The Crown Estate, du Cavendish Fluor Partnership et du Fonds européen 2020 pour l'énergie, le changement climatique et les infrastructures

(le « Fonds Marguerite de l'UE », où il est président du comité de placement). Il est également fiduciaire du British Youth Opera et gouverneur de la Merchant Taylors' School.

M. Shah était auparavant chef de la direction de la UK Atomic Energy Authority et de plusieurs grandes entreprises au sein de BP Plc, où il a été membre de la direction pendant plus d'une décennie et, plus récemment, chef mondial des acquisitions et dessaisissements. M. Shah était notamment président du conseil de Viridian Group plc, de HgCapital Renewable Power Partners LLP et de l'Association européenne de l'industrie photovoltaïque. M. Shah était administrateur indépendant principal et président du comité de rémunération de JXX Oil & Gas Plc de 2008 à 2015 et administrateur indépendant principal et président du comité des mises en candidature d'Equus Petroleum Plc de 2013 à 2016. De plus, il a été administrateur de plusieurs entreprises importantes, dont Babcock International Group Plc et Lloyd's of London, le marché d'assurance. Il a également été membre du Comité consultatif du gouvernement britannique sur l'énergie renouvelable de 1994 à 2002. Il assumait auparavant les fonctions d'économiste en chef de BP Oil UK.

M. Shah est né en Inde et a grandi en Ouganda. Il est diplômé de l'Université de Londres, de l'Université de Warwick et du programme en gestion de la Harvard Business School. Il a été nommé officier de l'Ordre de l'Empire britannique (O.B.E.), dans le cadre des honneurs de 2007, et il est membre à vie de la Royal Society of Arts (F.R.S.A.).

Actuellement, M. Shah n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Bureaux

Marchés des capitaux

CANACCORD GENUITY

Canada

Calgary

TransCanada Tower
450 – 1st Street SW, Suite 2200
Calgary (Alberta)
Canada T2P 5P8
Téléphone : 403.508.3800
Sans frais : 1.800.818.4119

Montréal

1250, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 2930
Montréal (Québec)
Canada H3B 4W8
Téléphone : 514.844.5443
Sans frais : 1.800.361.4805

Toronto

Brookfield Place
161 Bay Street, Suite 3000
P.O. Box 516
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2S1
Téléphone : 416.869.7368
Sans frais (Canada) : 1.800.382.9280
Sans frais (É.-U.) : 1.800.896.1058

Vancouver

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.643.7300
Sans frais (Canada) : 1.800.663.1899
Sans frais (É.-U.) : 1.800.663.8061

États-Unis

Boston

99 High Street, Suite 1200
Boston, MA
USA 02110
Téléphone : 617.371.3900
Sans frais : 1.800.225.6201

Chicago

1880 Oak Avenue, Suite 135
Evanston, IL
USA 60201
Téléphone : 847.864.1137

Houston

Wells Fargo Plaza
1000 Louisiana Street, 71st Floor
Houston, TX
USA 77002
Téléphone : 713.331.9901

Minneapolis

45 7th Street South, Suite 2640
Minneapolis, MN
USA 55402

Nashville

1033 Demonbreun Street, Suite 620
Nashville, TN
USA 37203

New York

535 Madison Avenue
New York, NY
USA 10022
Téléphone : 212.389.8000
Sans frais : 1.800.538.7003

San Francisco

101 Montgomery Street, Suite 2000
San Francisco, CA
USA 94104
Téléphone : 415.229.7171
Sans frais : 1.800.225.6104

Royaume-Uni et Europe

Dublin

First Floor, South Dock House
Hanover Quay
Dublin 2
Irlande
Téléphone : 353.1.635.0210

Londres

88 Wood Street
Londres (Royaume-Uni)
EC2V 7QR
Téléphone : 44.20.7523.8000

Paris

Washington Plaza
29, rue de Berri
75008 Paris
France
Téléphone : 33.1.56.69.66.66

Asie-Pacifique

Beijing

Unit 240-33, Level 24,
China World Office 2
1 Jianguomenwai Avenue,
Chaoyang District
Beijing 10004
Chine
Téléphone : 8610.5929.8650

Hong Kong

5th Floor, 8 Queen's Road Central
Central Hong Kong
Téléphone : 852.3919.2505
Télécopieur : 852.3919.2599

Melbourne

Level 4, 60 Collins Street
Melbourne, VIC, 30000, Australie
Téléphone : 61.3.8688.9100

Perth

1292 Hay Street
Suite 2.4
West Perth 6005 WA

Sydney

Level 26, 9 Castlereagh Street
Sydney, NSW, 2000, Australie
Téléphone : 61.2.9263.2700

Gestion de patrimoine

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Canada

Colombie-Britannique

Vancouver

Pacific Centre

609 Granville Street, Suite 2200

P.O. Box 10337

Vancouver (Colombie-Britannique)

Canada V7Y 1H2

Téléphone : 604.643.7300

Sans frais (Canada) : 1.800.663.1899

Sans frais (É.-U.) : 1.800.663.8061

Kelowna

Landmark, 320-1620 Dickson Avenue

Kelowna (Colombie-Britannique)

Canada V1Y 9Y2

Téléphone : 250.712.1100

Sans frais : 1.888.389.3331

Penticton

200-498 Ellis Street

Penticton (Colombie-Britannique)

Canada V2A 4M2

Téléphone : 855.643.7770

Télécopieur : 604.643.1816

Sans frais : 1.855.643.7770

Ontario

Toronto

Brookfield Place, Suite 2900

P.O. Box 516

161 Bay Street

Toronto (Ontario)

Canada M5J 2S1

Téléphone : 416.869.7368

Sans frais (Canada) : 1.800.382.9280

Sans frais (É.-U.) : 1.800.896.1058

Waterloo

80 King Street South, Suite 101

Waterloo (Ontario)

Canada N2J 1P5

Téléphone : 519.886.1060

Sans frais : 1.800.495.8071

Alberta

Calgary

TransCanada Tower, Suite 2200

450 – 1st Street SW

Calgary (Alberta)

Canada T2P 5P8

Téléphone : 403.508.3800

Sans frais : 1.800.818.4119

Edmonton

Manulife Place

10180 – 101st Street, Suite 2700

Edmonton (Alberta)

Canada T5J 3S4

Téléphone : 780.408.1500

Sans frais : 1.877.313.3035

Québec

Montréal

1250, boulevard René-Lévesque Ouest,
Bureau 2930

Montréal (Québec)

Canada H3B 4W8

Téléphone : 514.844.5443

Sans frais : 1.800.361.4805

Nouvelle-Écosse

Halifax

Purdy's Wharf Tower II

Suite 2004

1969 Upper Water Street

Halifax (Nouvelle-Écosse)

Canada B3J 3R7

Téléphone : 902.442.3162

Sans frais : 1.866.371.2262

Canaccord Genuity Wealth Management (USA), Inc.

Pacific Centre, Suite 2200

P.O. Box 10337

609 Granville Street

Vancouver (Colombie-Britannique)

Canada V7Y 1H2

Téléphone : 604.684.5992

Succursales de gestion de patrimoine indépendante

Ontario

Kitchener

4281 King Street East, Unit E

Kitchener (Ontario)

Canada N2P 2E9

Téléphone : 519.219.6611

Sans frais : 1.866.232.1894

Colombie-Britannique

Prince George

1840 Third Avenue, Suite 101

Prince George (Colombie-Britannique)

Canada V2M 1G4

Téléphone : 250.614.0888

Sans frais : 1.866.614.0888

Trail

1277 Cedar Avenue

Trail (Colombie-Britannique)

Canada V1R 4B9

Téléphone : 250.368.3838

Sans frais : 1.855.368.3838

Alberta*Calgary*

322 – 11th Avenue SW, Suite 207
 Calgary (Alberta)
 Canada T2R 0C5
 Téléphone : 403.531.2444
 Sans frais : 1.866.531.2444

Calgary

1409 – 2nd Street SW
 Calgary (Alberta)
 Canada T2R 0W7
 Téléphone : 403.263.7999
 Sans frais : 1.877.263.7999

Royaume-Uni et Europe*Londres*

41 Lothbury
 Londres (Royaume-Uni)
 EC2R 7AE
 Téléphone : 44.20.7665.4500

Jersey

37 The Esplanade
 Saint-Hélier
 Jersey JE4 0XQ
 Téléphone : 44.1534.708090

Guernesey

Trafalgar Court
 Admiral Park
 St Peter Port
 Guernesey GY1 2JA
 Téléphone : 44.1481.733900

Guernesey

Landes du Marche Chambers
 P.O. Box 328
 Vale
 Guernesey GY1 3TY
 Téléphone : 44.1481.251515

Île de Man

Anglo International House
 Bank Hill
 Douglas
 Île de Man IM1 4LN
 Téléphone : 44.1624.690100

AUTRES ÉTABLISSEMENTS**Pinnacle Correspondent Services***Vancouver*

Pacific Centre
 609 Granville Street, Suite 2200
 P.O. Box 10337
 Vancouver (Colombie-Britannique)
 Canada V7Y 1H2
 Téléphone : 604.643.7300

Toronto

Brookfield Place
 161 Bay Street, Suite 3000
 P.O. Box 516
 Toronto (Ontario)
 Canada M5J 2S1
 Téléphone : 416.869.7368

Renseignements à l'intention des actionnaires

Siège social

ADRESSE DU BUREAU

Groupe Canaccord Genuity Inc.
609 Granville Street, Suite 2200
Vancouver (Colombie-Britannique) Canada

ADRESSE POSTALE

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique) Canada
V7Y 1H2

Inscription en Bourse

Bourse de Toronto : CF

Site Web de la Société

www.canaccordgenuity.com

Renseignements généraux à l'intention des actionnaires

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

161 Bay Street, Suite 3000
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416.869.7293
Télécopieur : 416.947.8343
Courriel : investor.relations@canaccord.com

Relations avec les médias et demandes de renseignements des investisseurs institutionnels et des analystes

Christina Marinoff,
Vice-présidente, Relations avec les investisseurs et communications
Téléphone : 416.687.5507

Courriel : christina.marinoff@canaccord.com

Le rapport annuel 2016 de Groupe Canaccord Genuity Inc. est disponible sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com. Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

Information sur la négociation des actions ordinaires (exercice 2016)

Bourse	Téléscripteur	Actions en circulation après dilution au 31 mars 2016	Cours à la fin de l'exercice au 31 mars 2016	Cours		Total du volume des actions
				Haut	Bas	
Bourse de Toronto	CF	109 072 060	4,01 \$	8,58 \$	3,50 \$	72 602 552

Dates et montants concernant les dividendes sur actions privilégiées pour l'exercice 2016

Date de fin du trimestre	Date de clôture des registres pour les actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Dividendes sur actions privilégiées de série A	Dividendes sur actions privilégiées de série C	Total des dividendes sur actions privilégiées
30 juin 2015	18 septembre 2015	30 septembre 2015	0,34375 \$	0,359375 \$	0,703125 \$
30 septembre 2015	18 décembre 2014	31 décembre 2015	0,34375 \$	0,359375 \$	0,703125 \$
31 décembre 2015	18 mars 2016	31 mars 2016	0,34375 \$	0,359375 \$	0,703125 \$
31 mars 2016	17 juin 2016	30 juin 2016	0,34375 \$	0,359375 \$	0,703125 \$
			1,375 \$	1,4375 \$	2,8125 \$

Dates et montants concernant les dividendes sur actions ordinaires pour l'exercice 2016

Date de fin du trimestre	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires	Dividendes sur actions ordinaires
30 juin 2015	28 août 2015	10 septembre 2015	0,05 \$
30 septembre 2015	20 novembre 2015	10 décembre 2015	0,05 \$
31 décembre 2015	Suspendue	Suspendue	0,00 \$
31 mars 2016	Suspendue	Suspendue	0,00 \$
			0,10 \$

Date prévue de paiement des dividendes¹ et de publication des résultats pour l'exercice 2017

	Date prévue de publication des résultats	Date de clôture des registres pour les actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T1/17	3 août 2016	16 septembre 2016	30 septembre 2016	2 septembre 2016	15 septembre 2016
T2/17	2 novembre 2016	23 décembre 2016	3 janvier 2017	2 décembre 2016	15 décembre 2016
T3/17	9 février 2017	17 mars 2017	31 mars 2017	24 février 2017	10 mars 2017
T4/17	1 ^{er} juin 2017	16 juin 2017	30 juin 2017	16 juin 2017	3 juillet 2017

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Désignation des dividendes admissibles (*Loi de l'impôt sur le revenu (Canada)*)

Au Canada, la *Loi de l'impôt sur le revenu* et la plupart des lois provinciales de l'impôt sur le revenu prévoient des taux d'impôt plus faibles pour les particuliers canadiens qui reçoivent des dividendes admissibles. Tous les dividendes sur actions ordinaires payés par Groupe Canaccord Genuity Inc. (anciennement Canaccord Capital Inc. et Financière Canaccord Inc.) depuis 2006 sont admissibles, ainsi que tous les dividendes sur actions ordinaires versés depuis, à moins d'indication contraire.

Ressources à l'intention des actionnaires

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Numéro sans frais (Amérique du Nord) :
1.800.564.6253
International : 514.982.7555
Télécopieur : 1.866.249.7775
Numéro de télécopieur sans frais
(Amérique du Nord) ou
numéro de télécopieur
à l'international : 416.263.9524
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com
Possibilité pour les actionnaires inscrits
de s'inscrire au Centre des
investisseurs pour avoir accès à un outil
de gestion de compte libre-service.

Assemblée générale annuelle

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le jeudi 4 août 2016 à 10 h (heure de l'Est) au Bay Adelaide Centre
333 Bay Street
34th Floor
Toronto (Ontario) Canada

L'assemblée sera également diffusée en direct sur internet. Pour plus d'information et un lien direct, consulter le site www.canaccordgenuitygroup.com à la rubrique « Événements ».

Pour consulter les dépôts réglementaires de Groupe Canaccord Genuity Inc. sur SEDAR, visiter le site www.sedar.com.

Information financière

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com.

Auditeurs

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

Honoraires versés aux auditeurs désignés par les actionnaires

Pour connaître les honoraires versés aux auditeurs désignés par les actionnaires, consulter la notice annuelle 2016.

Société étrangère admissible

GCGI est une société étrangère admissible aux fins de l'impôt des États-Unis en vertu de la loi *Jobs & Growth Tax Reconciliation Act of 2003*.

CANACCORD|Genuity

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (financement de sociétés et activités sur les marchés capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Groupe Canaccord Genuity est inscrit à la Bourse de Toronto sous le symbole « CF ».

CANACCORD|Genuity

Gestion de patrimoine

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

CANACCORD|Genuity

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Chine, à Hong Kong, en Australie et à Dubaï.

PINNACLE

CORRESPONDENT SERVICES

Services de correspondants Pinnacle offrent des services d'exécution d'ordres, de compensation, de règlement, de garde ainsi que d'autres services de suivi de marché et d'arrière-guichet à des remisiers, à des gestionnaires de portefeuille et à d'autres intermédiaires financiers. La division a été créée en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que Groupe Canaccord Genuity a fait dans sa technologie de l'information et son infrastructure.

Beijing

Edmonton

Île de Man

Minneapolis

Perth

Vancouver

Boston

Guernesey

Jersey

Montréal

Prince George

Washington

Calgary

Halifax

Kelowna

Nashville

San Francisco

Waterloo

Chicago

Hong Kong

Kitchener

New York

Sydney

Dubaï

Houston

Londres

Paris

Toronto

Dublin

Melbourne

Penticton

Trail